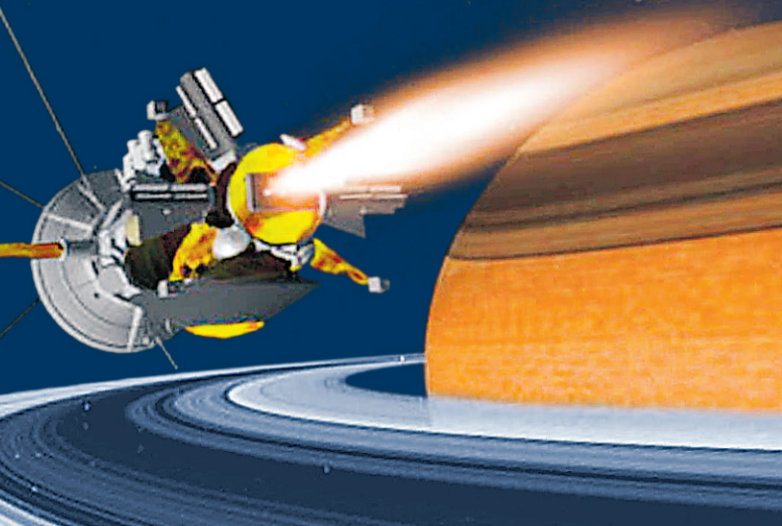


cyberpresse.ca

LA PRESSE



CINÉMA
MISE À NU D'UN
SUPERHÉROS
PAGE 1

RENDEZ-VOUS AVEC
SATURNE
PAGES A2 ET A3



SPIDER-MAN 2

ARTS ET SPECTACLES
DIANA KRALL :
CÉLÉBRITÉ POP,
ATTITUDE JAZZ
PAGE 1



ACTUEL
LE SOLSTICE D'ÉTÉ
EN IMAGES
PAGE 1

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« C'est plus facile de faire dire OUI à une
personne qu'à un peuple. »
— Bernard Landry

SOMMAIRE

- Astrologie du jour VACANCES 18
- Avis P. ANNONCES 12 et 14
- Animaux P. ANNONCES 13
- Bridge P. ANNONCES 13
- Décès P. ANNONCES 10 et 11
- Échecs P. ANNONCES 13
- Feuilleton VACANCES 18
- Forum A 23 à 25
- Grille des mords VACANCES 15
- Horaires cinés CINÉMA 10 et 11
- Horaires télévision ARTS 18
- Jardiner MON TOIT 14
- Loteries A 20
- Mots croisés VACANCES 18
- Petites annonces CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES 2
- Timbres P. ANNONCES 13
- Trait d'union VACANCES 19

Météo

Averses en
après-midi,
maximum 20,
minimum 11,
plus de détails
en page
P. ANNONCES 14



6 21924 45678 2

LA PRESSE ET LE 28 JUIN : POUR UN GOUVERNEMENT MINORITAIRE PAGE A25

LIBÉRAL ET MINORITAIRE

Selon Ekos, le Bloc détiendrait la balance du pouvoir

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Paul Martin et le Parti libéral ont réussi à stopper la vague conservatrice de Stephen Harper au cours des deux dernières semaines et pourraient former un gouvernement minoritaire lundi soir prochain. Les données du dernier sondage

Ekos-La Presse-Toronto Star accordent moins d'un point d'avance aux libéraux dans les intentions de vote pancanadiennes : 32,6 % au Parti libéral, 31,8 % au Parti conservateur, 19 % au Nouveau Parti démocratique et 11,2 % au Bloc québécois. Avec une marge d'erreur de 1,4 points, cela signifie un match nul.

Mais en termes de sièges, Ekos évalue que ce vote des plus serrés devrait toutefois conduire à la victoire d'un gouvernement libéral à Ottawa : 117 circonscriptions pour les libéraux, 109 pour les conservateurs, 27 pour les néo-démocrates et 55 pour les bloquistes, avec un

› Voir MINORITAIRE en A6

SONDAGE
EKOS - LA PRESSE-
TORONTO STAR

PLC **32,6%**
PCC **31,8%**
NPD **19%**

AU QUÉBEC
BQ **51%**
PLC **28%**

Les résultats complets PAGE A27

Déconfiture de la France à l'Euro 2004



PHOTO FRAN LIFE. AFP

Le capitaine de l'équipe française, Zinedine Zidane (à droite), et Louis Saha avaient la mine basse, hier, après leur défaite en quart de finale de l'Euro 2004 contre la Grèce. Les Bleus, tenants du titre, se sont inclinés 1-0 alors que seul Angelos Charisteas est parvenu à marquer. Les Grecs affronteront maintenant les vainqueurs du match entre le Danemark et la République tchèque. Nos informations dans le cahier Sports, pages 1 à 3.

EN ENTREVUE
À LA PRESSE

Harper reconnaît que le Québec forme une nation

GILLES TOUPIN

BELLEVILLE, Ontario — Stephen Harper n'a aucun problème à reconnaître publiquement l'existence de la nation québécoise, a-t-il confié à La Presse au cours d'une entrevue exclusive. « Si l'Assemblée nationale du Québec affirme que pour elle les Québécois forment un peuple, une nation, je peux reconnaître cette réalité. »

Mais n'allez pas lui demander cependant de rouvrir la Constitution et de reprendre de grandes discussions d'un océan à l'autre sur cette question. « Honnêtement, lance-t-il en riant, je suis tanné de ce débat existentiel. On m'a demandé : est-ce qu'il y a un peuple canadien, est-ce qu'il y a un peuple francophone ? J'ai dit que c'était une question de sociologie et que je ne voulais pas avoir de débat constitutionnel. »

Le chef conservateur aurait bien aimé séduire les Québécois au cours de cette campagne électorale. Seulement, il n'a pas encore trouvé la façon.

Mais il croit sincèrement que les Québécois auraient beaucoup à gagner en votant pour lui et le Parti conservateur.

› Voir HARPER en A29

La mort d'un vigneron



ARIANE KROL

Le vignoble Dietrich-Jooss, l'un des mieux cotés au Québec, ne produira plus de vin. Après avoir cherché un

acheteur pendant plus d'un an, la propriétaire, Christiane Dietrich, s'est résignée à vendre le domaine à un cultivateur qui a arraché la vigne pour planter du maïs. La très jeune industrie viticole québécoise est-elle condamnée à un éternel recommencement ? « Tous les gens qui sont dans le monde du vin ont eu un petit coup au cœur quand ils ont appris la nouvelle », témoigne Jean-Luc Jault, responsable du groupe de sommellerie et d'oenologie à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ). Ce vignoble situé à Iberville, près de Saint-Jean-sur-Richelieu, était « le troisième en importance au Québec et probablement le meilleur qualitativement », considère-t-il.

Victor et Christiane Dietrich connaissaient bien la vigne lorsqu'ils sont arrivés ici en 1986.

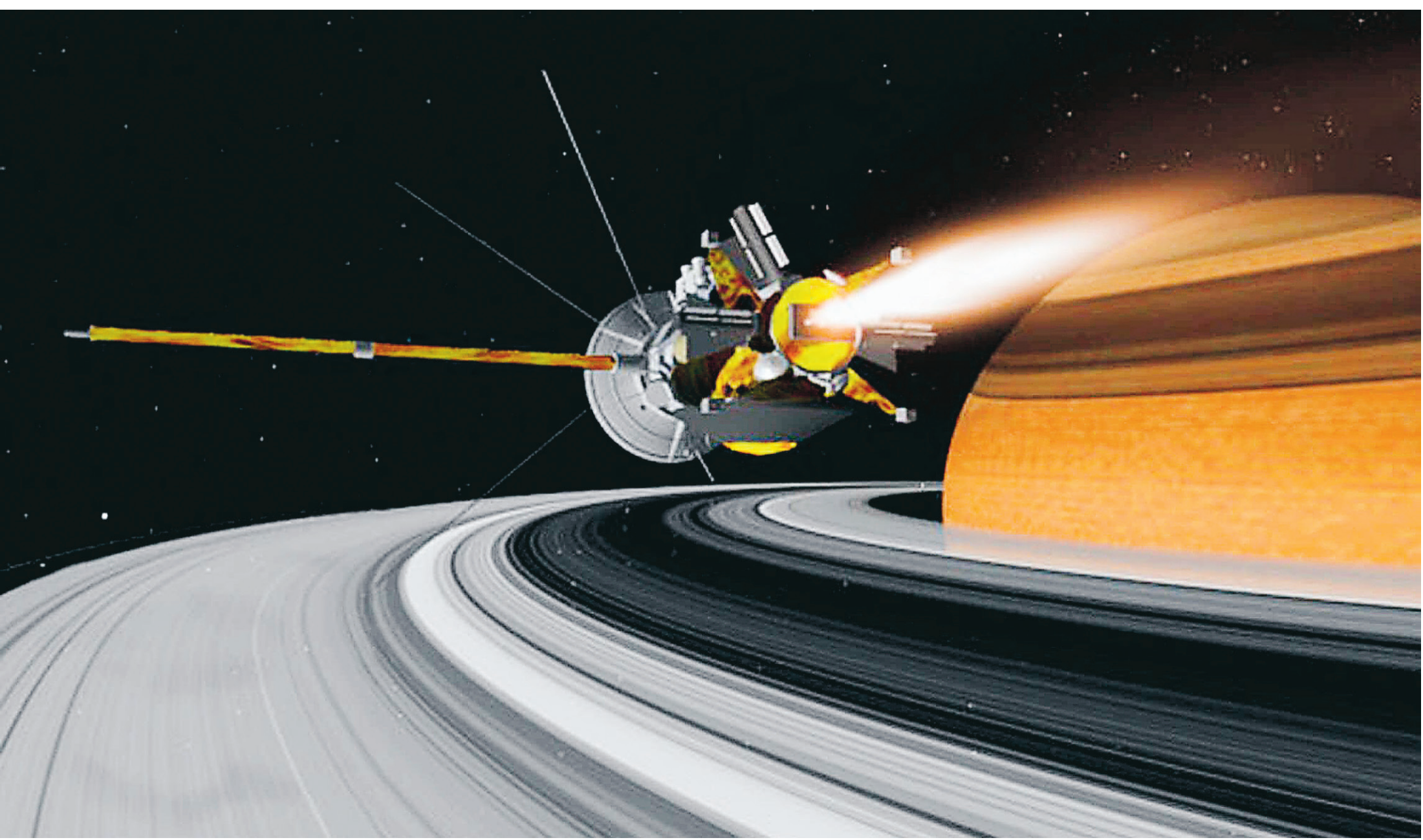
› Voir VIGNERON en A6

ÉLECTIONS 2004

Tout sur les dernières heures de la campagne électorale.

PAGES A27 À A33

jetsgo.net SANS ESCALE **Vancouver 89\$**
Trouvez encore plus de bas prix sur une foule de destinations sur jetsgo.net
jetsgo



Au terme d'un voyage de presque sept ans, le tandem Cassini/Huygens se place ces jours-ci en orbite de la planète Saturne, sans doute l'objet le plus spectaculaire du système solaire. VUE D'ARTISTE, NASA / JPL / SPACE SCIENCE INSTITUTE

RENDEZ-VOUS AVEC UN GÉANT

Maintenant installée en orbite autour de **Saturne**, la sonde **Cassini** commence sa mission de quatre ans pour étudier la planète aux multiples anneaux



PHOTO NASA / JPL / SPACE SCIENCE INSTITUTE

Cassini a survolé la petite lune Phobé le 11 juin dernier, expédiant vers la Terre des images qui ont emballé les astronomes.

OLIVIER-LOUIS ROBERT
COLLABORATION SPÉCIALE

Ayant atteint en mai dernier la «banlieue» éloignée de Saturne, la sonde américaine *Cassini*, transportant sur son flanc l'atterrisseur européen *Huygens*, arrive enfin à destination, au terme d'un long périple de 3,5 milliards de kilomètres, qui aura duré presque sept ans. Après avoir survolé la mystérieuse petite lune Phobé le 11 juin dernier, l'engin le plus complexe de l'histoire de l'exploration de l'espace entre cette semaine en orbite autour de la planète majestueuse aux multiples anneaux.

L'opération critique d'insertion orbitale, appelée SOI (*Saturn Orbit Insertion*) dans le jargon de la NASA, débutera mercredi soir (30 juin) à 22h36, alors que la sonde *Cassini*, s'étant retournée dans la direction opposée à son vol, actionnera son moteur principal pendant 96 minutes. « Cette manœuvre a pour but de réduire la vitesse élevée de l'engin spatial — 30 kilomètres à la seconde, imagi-nez, c'est comme voler de Los Angeles à New York en un peu plus de deux minutes — afin que Saturne puisse le capturer et le satelliser », explique David Seal, responsable de la planification de la mission *Cassini* au célèbre JPL (*Jet Propulsion Lab*) de la NASA à Pasadena, en Californie. « La sonde *Cassini* plongera ensuite à travers la division qui sépare les anneaux de Saturne F et G — une zone que nous avons choisie parce que nous pensons qu'elle est relativement peu peuplée de particules pouvant causer des dommages — pour aller frôler la planète à quelque 20 000 kilomètres au-dessus de son couvert nuageux, la seule fois où *Cassini* s'approchera d'aussi près de la planète. »

La sonde spatiale se placera enfin sur une orbite hautement elliptique, dont le point le plus élevé se situera à 75 fois le diamètre de Saturne (120 660 km, soit 9,46 fois le diamètre de la Terre) et le point le plus près de l'immense planète, à trois fois son diamètre. Inclinée à 12,9 degrés par rapport à l'équateur de Saturne, ce sera la première des 76 orbites que le vaisseau spatial décrira autour du système saturnien pendant sa mission d'une durée prévue de quatre ans, au cours de laquelle

il aura 52 rencontres de proximité avec sept des 31 lunes connues de Saturne.

Le jeune ingénieur en aérospatiale, qui se considère à la blague comme le «gardien» du plan d'insertion orbital, un plan qui a été simulé et testé à répétition au cours des deux dernières années, affirme que son équipe s'est préparée aux risques calculés que comporte la séquence d'insertion orbitale. « Le chemin à travers les anneaux a été choisi avec l'aide des meilleurs télescopes au sol et dans l'espace. Des particules trop minuscules pour être observées pourraient se révéler fatales pour la sonde spatiale, aussi *Cassini* utilisera-t-elle son antenne parabolique à haut gain comme bouclier protecteur contre les petits objets qui pourraient croiser son chemin. »

Lancé le 15 octobre 1997 dans la controverse au sujet de l'utilisation de plutonium 238 qui alimente ses trois générateurs thermoélectriques, *Cassini* est l'engin spatial le plus instrumenté et le plus prometteur au plan scientifique jamais envoyé dans l'espace. Selon Leticia Montanez, responsable de l'intégration, des essais et des simulations de *Cassini*, les 12 instruments de l'orbiteur et les six installés sur l'atterrisseur *Huygens* vont étudier les anneaux de Saturne, sa magnétosphère, ses vents violents (soufflant à plus de 1000 km/h), ses petits satellites de glace et, bien sûr, Titan, la plus grosse de ses lunes.

De plus, ce programme a donné lieu à des innovations technologiques applicables à l'extérieur. Par exemple, *Cassini* est la première sonde spatiale qui utilise un enregistreur de données numérique sans aucune pièce mobile. Les caméras CCD qui équipent les robots *Spirit* et *Opportunity* sont les mêmes que celles mises au point pour *Cassini*. La mission *Cassini/Huygens* réunit les efforts de 260 scientifiques provenant des États-Unis et de 17 pays européens, pour laquelle la NASA et l'ESA (l'Agence spatiale européenne qui a fourni l'atterrisseur *Huygens*) investissent plus de 3 milliards de dollars.

Saturne, la seconde plus grosse planète du système solaire après Jupiter, est la sixième planète à partir du Soleil, dont elle est distante de 1 429 millions de

SCIENCES

LES MERVEILLES DE SATURNE

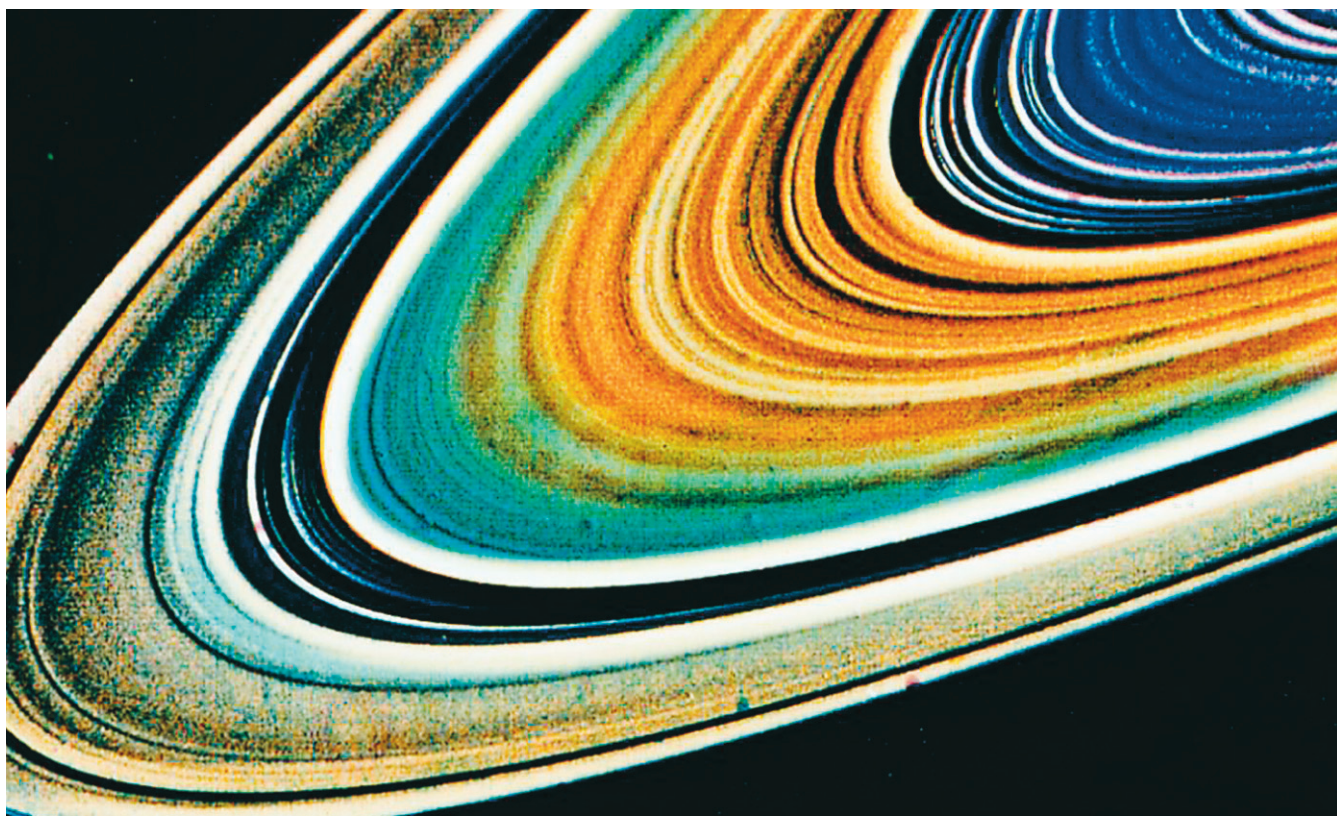


PHOTO NASA / JPL

De possibles variations dans la composition chimique des différentes parties des anneaux de Saturne sont visibles sur cette photo prise au début des années 80 par la sonde spatiale Voyager 2 et dont les subtiles variations de couleurs ont été obtenues par un traitement informatique spécial.

Les anneaux de Saturne

L'une des caractéristiques propre à la planète Saturne est le vaste système d'anneaux qui l'entoure. Découvert par l'astronome hollandais Christiaan Huygens en 1655 (il découvrait la même année la lune Titan), il s'étend dans le plan équatorial de la planète géante jusqu'à plus de 300 000 km du centre de Saturne.

Les anneaux forment un immense disque dont l'épaisseur est inférieure à 1 km. Sur ce disque, il y a une multitude d'anneaux, entre 500 et 1000. Comme les sillons sur un ancien 33 tours, plusieurs anneaux sont regroupés en plages, séparées entre elles par des divisions. Les scientifiques ont assigné des lettres

pour désigner ces plages, lettres qui n'indiquent pas nécessairement l'ordre de leur position à partir du centre de Saturne mais bien l'ordre de leur découverte. À partir du centre et en s'éloignant de Saturne, on a donc les plages d'anneaux D, C, B, A, F, G et E.

Ces anneaux sont constitués de blocs de glace, mêlés à des poussières et à des fragments minéraux. Il se pourrait que les anneaux soient issus du morcellement de gros astéroïdes qui, gravitant trop près de Saturne, se sont brisés sous l'effet de forces de marées gigantesques auxquelles ils étaient soumis. Une autre hypothèse propose qu'il s'agit de résidus de formation de la planète Saturne elle-même.

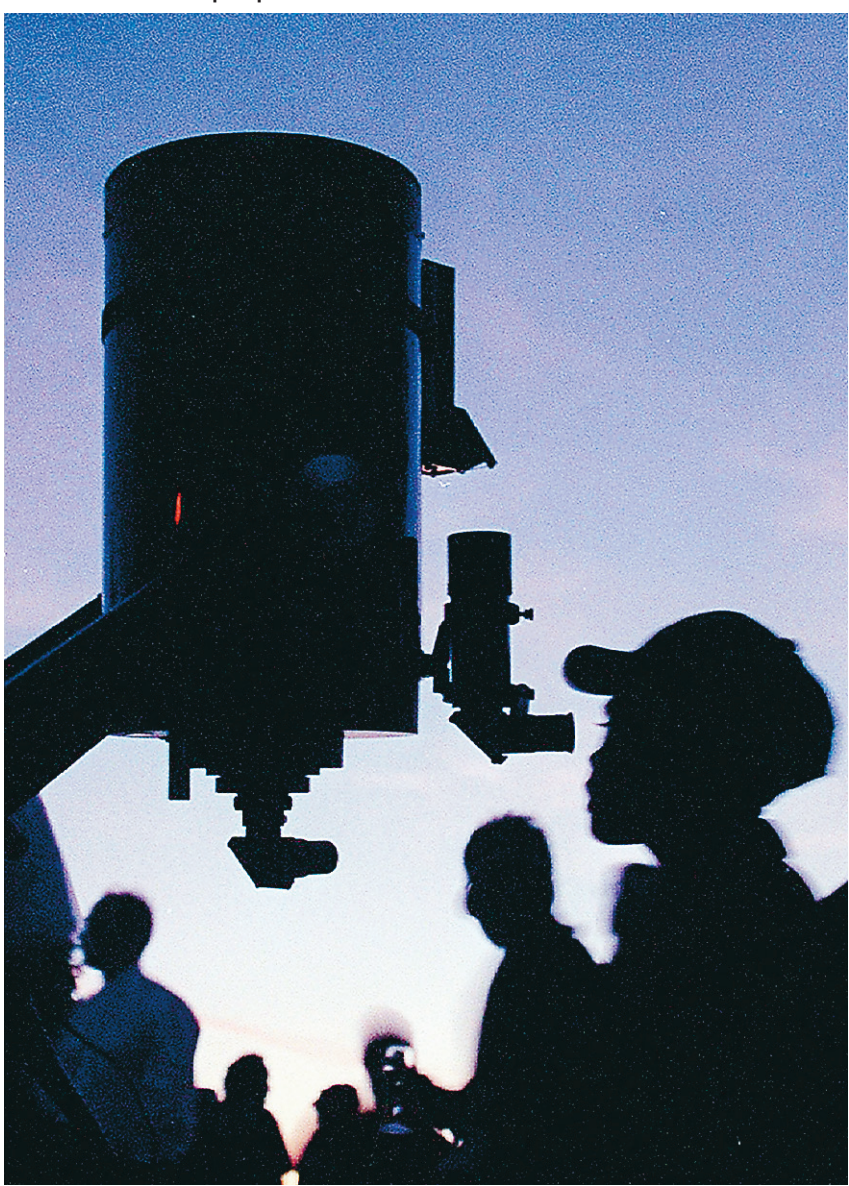


PHOTO PC

Pour certains astronomes amateurs, l'observation de Saturne est une véritable révélation.

Mystère et beauté du cosmos

JUDITH LACHAPELLE

La Lune? Classique. Vénus? Brillante, mais bon. Jupiter? Bof, une grosse boule avec une tache rouge. Mars? Assurément rouge, mais sans bons-hommes verts.

Mais Saturne, ah, Saturne... Voir Saturne dans un télescope rudimentaire, distinguer ses anneaux, réaliser qu'elle existe vraiment, là-bas, quelque part... Tout ça suffit à procurer un frisson au plus néophyte des astronomes. « On devrait être blasé de Saturne, dit Alain-Pierre Hovasse, directeur photo à *La Presse* et passionné d'astronomie. Mais voir dans un télescope les détails des anneaux ajoute un élément de profondeur que l'on n'a pas sur les photos. C'est toujours impressionnant. »

Saturne incarne tout le mystère et la beauté du cosmos, son charme impose le respect aux minuscules êtres humains, surtout depuis 1610, année où Galilée a découvert que quelque chose clochait avec cette planète. Saturne avait-elle des anses? Des bras? Il est mort sans savoir qu'il avait été le premier à observer les anneaux de Saturne. En 1655, Christiaan Huygens révéla la présence d'un anneau autour de la planète, et 20 ans plus tard, Cassini baptisa ces anneaux de lettres de l'alphabet.

Cette semaine, les Terriens pourront observer Saturne comme jamais ils ne l'ont fait. *Cassini* est aujourd'hui le nom d'une grosse sonde partie de la

Terre il y a sept ans à la rencontre de Saturne. Jeudi, son orbite sera à son point le plus rapproché de la planète.

Robert Lamontagne, de la Société canadienne d'astronomie, commençait ses études universitaires quand les sondes *Voyager 1* et *2* ont été les premiers engins à saluer la planète au début des années 1980. Vingt-quatre ans plus tard, le professeur à l'Université de Montréal surveille tous les jours les photos inédites que *Cassini* fait parvenir à la NASA.

« *Cassini* a été conçue à une époque où on voyait loin. C'est la plus grosse sonde, elle fait la taille d'un autobus. Depuis son lancement, les budgets de la NASA ont été réduits! » Et les instruments de bord, qui datent de sept ans, sont aujourd'hui dépassés. « Mais c'est quand même mieux que *Voyager 1* et *2*. »

Qu'est-ce que les astronomes espèrent découvrir avec la mission *Cassini*? D'abord, des indices sur la composition de cette planète qui peuvent aider à comprendre ce qui se passe sur notre propre planète. Par exemple, les bandes de gaz colorées sur les planètes gazeuses comme Saturne et Jupiter se comporteraient comme les courants océaniques de la Terre. « On étudiera aussi les champs magnétiques autour de Saturne, dit Patrick Gravel, de l'Observatoire du mont Mégantic. On ne comprend pas encore tout à fait comment se crée notre champ magnétique sur Terre. »

Sans parler des anneaux, formés de blocs de roche et de glace d'une taille variant entre celle d'un grain de sable et celle d'une maison. Jupiter, Uranus et Neptune ont aussi des anneaux, sombres et moins spectaculaires. Pourquoi ceux de Saturne sont-ils aussi nombreux et brillants?

Mais il n'y a pas que Saturne. *Cassini* a déjà frôlé la lune Phoebe pour y découvrir qu'elle était probablement un résidu de la formation du système solaire et qu'elle provenait peut-être d'une ceinture d'astéroïdes au loin. « C'est un très bon début! » s'enthousiasme Patrick Gravel.

Puis, les astronomes s'attarderont en janvier prochain à une autre lune de Saturne, Titan, en y larguant le module d'exploration *Huygens*. « Titan a réussi à conserver une atmosphère opaque qui contient de l'azote et du méthane, dit M. Lamontagne. C'est le seul satellite entouré d'une atmosphère qui s'apparente à celle qui a dû exister au début de la Terre. Et pour que la vie apparaisse sur Terre, il a dû se passer quelque chose... »

Non, on ne trouvera fort probablement pas de « Titaniens » sur Titan, mais il en faut beaucoup moins pour épater la galerie astronomique. L'an dernier, rappelle Robert Lamontagne, *Galileo* a révélé la présence de glace sur Europe, un satellite de Jupiter. « Je serais donc étonné qu'on ne découvre pas quelque chose de surprenant cette fois-ci également... »

kilomètres. Saturne et son système d'anneaux sont un modèle miniature du disque de gaz et de poussières qui entourait le Soleil à l'origine et à partir duquel se sont formées les planètes.

Évidemment, un des objectifs majeurs de la mission est l'étude de Titan, la plus grosse des lunes de Saturne, dont la taille est intermédiaire entre celle des planètes Mercure et Mars. Titan pourrait préserver dans le froid absolu plusieurs des composés chimiques qui ont précédé la vie sur Terre. Au cours de sa mission, *Cassini* effectuera 45 survols (à 950 kilomètres de sa surface) de la lune mystérieuse, la seule de toutes les lunes du système solaire à posséder une atmosphère substantielle constituée principalement, comme celle de la Terre, d'azote moléculaire. Ces survols permettront de dresser une cartographie à haute résolution de la lune, à l'aide du

puissant imageur radar de *Cassini*. Le radar peut voir à travers le voile épais de la haute atmosphère de Titan.

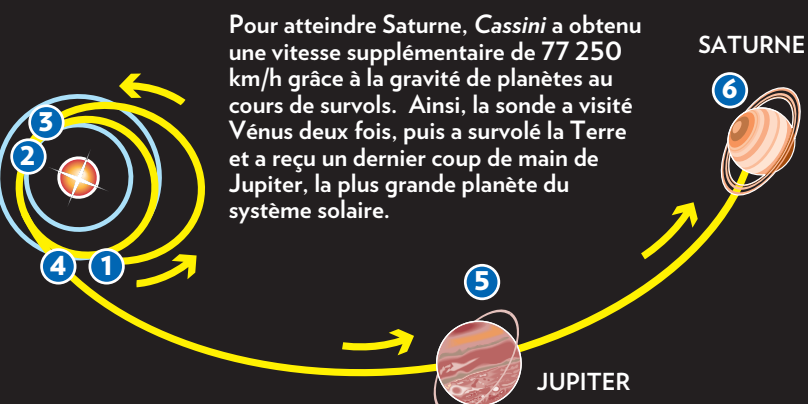
Selon Dennis Matson, le responsable scientifique de la mission *Cassini* au JPL, Titan est une sorte de machine à remonter le temps. « La lune brumeuse pourrait receler les indices qui nous permettront de comprendre comment la Terre primitive a évolué jusqu'à devenir une planète où la vie s'est développée. »

Le 24 décembre prochain, lors de son troisième survol de Titan, *Cassini* éjectera de son flanc l'atterrisseur *Huygens*, un petit véhicule en forme de wok. *Huygens* est la première sonde robotique conçue pour descendre à la surface de la lune d'une autre planète. Le 14 janvier 2005, après trois semaines de chute libre, *Huygens* entrera dans l'atmosphère de Titan, y déployant ses parachutes de descente et commençant immédiatement une intense séance d'observation.

SITES INTERNET

Le site de la NASA consacré à la mission *Cassini*
saturn.jpl.nasa.gov
 Le Festival d'astronomie populaire du mont Mégantic, du 9 au 11 juillet
www.astrolab.qc.ca/festival
 Heavens Above, pour savoir à la minute près ce qui se passe au-dessus de nos têtes
www.heavens-above.com

L'EFFET DE FRONDE GRAVITATIONNEL



LA PRESSE / GRAPHIC NEWS

Passage risqué à travers les anneaux

La mission internationale *Cassini-Huygens* entreprend une exploration intensive de Saturne, ses anneaux spectaculaires et ses 31 lunes glacées. Le vaisseau mère américain *Cassini* va libérer l'atterrisseur européen *Huygens* dans l'atmosphère de Titan, la plus grosse lune de Saturne que certains croient être une « Terre primitive ».

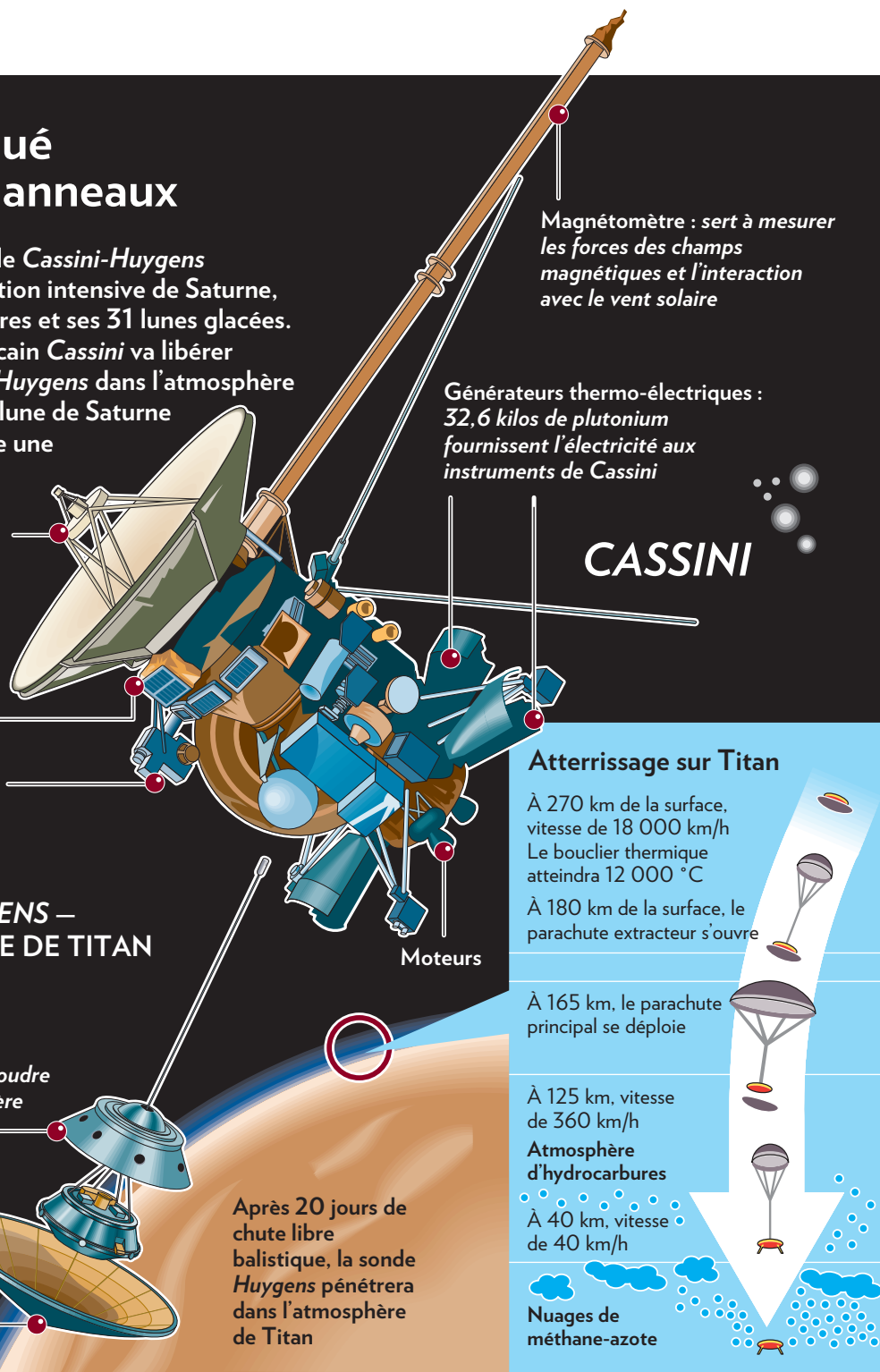
Antenne à gain élevé
 Transmet les données vers la Terre

Radar : pour cartographier la surface de Titan

Capteurs de particules : observent le plasma, la poussière, les ondes électromagnétiques

Module de descente : la paroi intérieure en aluminium protège les expériences contre la foudre dans la basse atmosphère nuageuse

Dispositif d'entrée : largué après l'entrée atmosphérique



Sources: European Space Agency, NASA / JPL

LA PRESSE / GRAPHIC NEWS

SUITE DE LA UNE

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

La mort d'un vigneron

VIGNERON
suite de la page A1

Victor Dietrich exploitait déjà le vignoble paternel avec son frère en Alsace et Christiane, Jooss de son nom de jeune fille, donnait un coup de main durant les périodes de pointe.

En adaptant les méthodes alsaciennes au goût québécois, Victor Dietrich a élaboré des vins qui ont remporté des dizaines de récompenses.

« Il faisait à mon sens le meilleur vin de tous les vignobles québécois », témoigne Étienne Héroux, qui a exploité jusqu'à l'an dernier le Vignoble Morou, à Napierville. « C'était un grand bonhomme », dit Aristide Pigeon, propriétaire du Clos de la Montagne, à Mont-Saint-Grégoire, en saluant le travail accompli par Victor Dietrich à la tête de l'Association des vignerons du Québec.

Le décès du viticulteur, en juin 2003, a tout bouleversé. Sa femme travaillait à temps plein dans l'entreprise, mais elle ne pouvait pas continuer sans son expertise.

Victor Dietrich, qui luttait depuis trois ans contre un cancer incurable, avait mis la propriété en vente peu de temps avant de mourir. En avril 2004, Christiane était toujours là. « J'ai eu des offres. Le problème, c'est que c'étaient des investisseurs qui n'avaient aucune idée de ce que ça pouvait être de faire du vin, qui avaient peur de ne pas trouver le personnel nécessaire et de ne pas pouvoir maintenir la qualité », a-t-elle expliqué à La Presse cette semaine.

Le couple avait beaucoup investi et le prix des terres agricoles a pas mal augmenté depuis quelques années. La propriété, une véritable PME qui produisait de 20 000 à 30 000 bouteilles par an, valait donc beaucoup plus cher qu'en 1986. Mais ce n'est pas le financement qui a manqué, pense Christiane Dietrich. « Le vrai problème, c'était vraiment la crainte du travail. Je pense que dans la tête des gens, c'est plutôt une job de retraite qu'un travail à temps plein qui peut être rentable », dit-elle.

Elle s'est donc résignée à vendre à un fermier qui louait déjà une partie de sa terre. L'agriculteur a arraché les pieds de vigne, dont certains avaient 17 ans, pour agrandir son champ de maïs.

Christiane Dietrich garde la boutique ouverte tout l'été pour écouler les quelque 10 000 bouteilles qui lui restent. C'est sa fille Stéphanie, oenologue et propriétaire d'un vignoble en France, qui a élaboré la cuvée 2003, la dernière.

« Le domaine de Victor faisait partie du patrimoine viticole du Québec et ça, on n'a pas été capable de le protéger. Tous ceux à qui j'ai dit ça en France étaient estomaqués », dit Jean-Luc Jault. Tous lui ont posé la même question. « L'État n'a rien fait ? Mais non, l'État n'a rien fait. Pour cause, il n'y a pas de programme pour ça », déplore le professeur à l'ITHQ.

Au Québec, la Commission de protection du territoire agricole veille à ce que les terres conservent leur vocation verte, mais elle n'a rien à dire sur ce qui y pousse.

« Nos gouvernements au Québec n'ont pas encore compris que les vignobles sont des entreprises structurantes pour les régions, qui créent non seulement des emplois, mais un énorme attrait touristique et des retombées fiscales très intéressantes pour le trésor public », fulmine Jean-Pierre Bélisle, président de l'association des vignerons, qui regroupe une trentaine d'entreprises.

Le bureau de la ministre de l'Agriculture, Françoise Gauthier, n'a reçu aucune demande d'aide pour racheter le Vignoble Dietrich-Jooss. « Est-ce que la Financière agricole aurait pu soutenir un ou deux promoteurs ? Peut-être », indique sa porte-parole, Paule Dallaire.

Le président de l'association des vignerons ne veut pas seulement préserver les vignobles, il veut les développer comme en Ontario. « Le gouvernement ontarien a donné, avec le gouvernement fédéral, environ 200 millions de dollars en subventions à l'industrie viticole et vinicole en Ontario. Ça rapporte 250 millions de dollars par an en recettes fiscales », affirme Jean-Pierre Bélisle en citant l'importante progression des ventes de vin, de l'affluence touristique et de la valeur des vignobles dans cette province.

Le propriétaire de la Roche des Brises réclame donc 6 millions de dollars en subventions pour les vignerons québécois. Il voudrait que, d'ici 2014, 5 % des bouteilles de vin vendues à la SAQ proviennent du terroir québécois. Les ventes



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Christiane Dietrich garde le Vignoble Dietrich-Jooss ouvert tout l'été. On peut y acheter du vin, mais impossible de voir les vignes : le fermier qui a racheté les terres les a remplacées par des plants de maïs. La disparition de ce domaine réputé laisse un grand vide sur la jeune route des vins québécois.

des vignobles locaux, de 150 000 à 200 000 bouteilles par an actuellement, pourraient ainsi atteindre de 5 à 6 millions de bouteilles par an à la SAQ, calcule-t-il.

Le gouvernement québécois, qui considère le vin local comme un alcool artisanal, au même titre que le cidre et l'hydromel, n'est pas prêt à se prononcer. « On parle vraiment d'un secteur en émergence. Il a été convenu de dresser un portrait pour déterminer les meilleures façons d'intervenir dans l'avenir », note Paule Dallaire. Le projet, démarré il y a trois ou quatre mois, n'a pas encore d'échéancier.

D'autres petits vignobles, comme Angile, à Saint-Michel-de-Belle-

chasse, et L'Aurore boréale, à Saint-Eugène-de-Grantham, ont fermé leurs portes au cours des dernières années, mais c'est la première fois qu'une entreprise de l'envergure de Dietrich-Jooss disparaît. Y en aura-t-il d'autres ? Difficile à dire, car chaque cas est différent.

Le Clos de la Montagne est à vendre, mais comme il est situé en zone blanche, il ne pourrait pas être converti en terre agricole. « Je ne suis pas pressé, j'attends mon acheteur », dit Aristide Pigeon. Il faut être patient : Étienne Héroux a mis près de trois ans à vendre son petit vignoble.

Malgré tout, Christiane Dietrich ne regrette rien de son expérience. « On est bien content d'avoir participé à l'histoire viticole du Québec et j'espère que Dietrich restera dans les mémoires », dit-elle.

À l'aube de la cinquantaine, elle ne quitte le Québec que pour mieux retrouver la vigne. Sitôt ses dernières bouteilles vendues, elle ira travailler chez sa fille à Béziers, dans le Languedoc. Le Domaine des Grandes Courses n'en est qu'à sa première récolte, mais Christiane Dietrich se promet bien de faire entrer ce vin à la SAQ un jour. « C'est vraiment le début, mais c'est sûr qu'à un moment donné vous allez réentendre parler de nous », lance-t-elle avec un grand sourire.

Votre centre d'impression maison, une solution simple!

SONY



Cybershot DSCP100

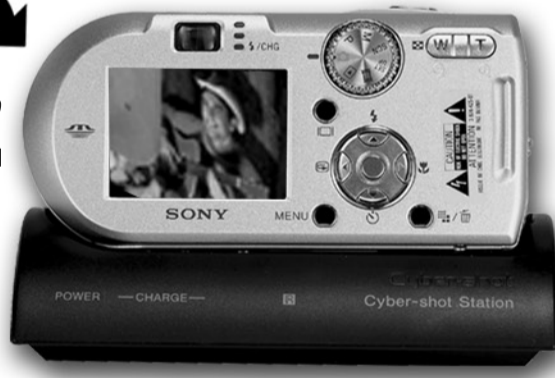
- Appareil numérique de 5.1 MP
- Zoom optique de 3x (numérique 6x)
- Lentille Carl Zeiss
- Écran ACL couleur de 1.8"
- Compatible "Pictbridge"
- Design ultra-compact
- Carte "Memory Stick" de 32mo

598\$

appuyez

branchez

imprimez



Dock CSSPHA

- Recharge vos piles
- Sortie audio/vidéo
- Télécommande inclus

98\$

Valeur de 150\$

GRATUIT!*
LES INDISPENSABLES
POUR CAMÉRAS
NUMÉRIQUES!

Incluant
CoreIDRAW, Ensemble de
nettoyage, papier photo,
5 impressions (5" x 7")



Imprimante DPP-EX50

- Imprimante photo numérique haute qualité par sublimation thermique
- Diaporama sur TV (sortie vidéo)
- Impression de qualité "labo photo"
- Première imprimante au monde qui permet d'éliminer l'effet "yeux rouges" de vos tirages
- Fonctions créatives sans ordinateur

248\$

FINANCEMENT 0% disponible!
Ajusté à vos besoins!

Magasinez en ligne! dumoulin.com
Dumoulin
Électronique • Informatique • Photo • Communications



MONTREAL 8390, rue St-Hubert (Sud de la métropolitaine) • MONTREAL 2050, boul. St-Laurent • MONTREAL 368, rue Ste-Catherine O. • MONTREAL 8990, boul. de l'Acadie • MONTREAL 5485, rue des Jockeys (près de l'Hippodrome Blue Bonnets) • LASALLE 7197, boul. Newman (Près du Carrefour Angrignon) • WEST ISLAND 6815, Transcanadienne (Fairview Pointe-Clare) • WEST ISLAND 2315, route Transcanadienne (boul. des Sources) • LAVAL 1599, autoroute 440 O. (Sortie boul. Industriel) • CARREFOUR LAVAL 3035, boul. Le Carrefour • LAVAL 1769, avenue Pierre-Peladeau (voisin du Colosus) • PLACE ROSEMERE (Face à rue Le Boulthillier) • BROSSARD 5705, boul. Taschereau (Est du Mail Champlain) • PROMENADES ST-BRUNO (Entrée #1) • LONGUEUIL 2203, ch. Chambly (Près de Curé-Poirier) • GATINEAU 195, Bellehumeur • ST-LEONARD 6852, rue Jean-Talon Est (Langelier & Galeries d'Anjou)

1-877-DUMOULIN

Précisions

Loi électorale du Canada

Dans son numéro du mercredi 23 juin, La Presse a publié un article intitulé « Un électeur, deux votes ». Cet article ne visait aucunement à inciter quiconque à voter plus d'une fois à la même élection. Un tel acte discréditerait le processus électoral. Le directeur des élections nous rappelle qu'un tel geste contrevient à la Loi électorale du Canada; il est punissable d'une amende pouvant aller jusqu'à 5000 \$ et de cinq ans d'emprisonnement. La Loi électorale du Canada prévoit que l'électeur qui a voté à une élection ne peut demander un autre bulletin de vote pour la même élection.

Yves Laganière

Contrairement à ce que nous écrivions en page A4 de notre numéro du dimanche 20 juin, le maire de Saint-Denis-sur-Richelieu, Yves Laganière, n'a pas acheté une nouvelle maison, mais a plutôt choisi de louer un logement à Saint-Denis afin de pouvoir continuer à siéger au conseil municipal.

FIJM et Gildan

Un article publié dans notre numéro de vendredi indiquait que les t-shirts promotionnels du Festival international de jazz de Montréal sont confectionnés par l'entreprise montréalaise Gildan. Selon le Festival, moins de 5 % de tous les t-shirts qui seront vendus dans les stands proviennent de ce fournisseur.

POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT (514) 285-6911
cyberpresse.ca/abonnement | 1 800 361-7453

PETITES ANNONCES (514) 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca | 1 866 987-8363

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

39 femmes évincées de leur chambre

L'immeuble appartient à un groupe laïque affilié à la congrégation des Franciscains

JULIE PARENT

En pleine crise du logement, 39 retraitées et femmes à faible revenu sont sur le point d'être évincées d'une maison de chambres appartenant à un groupe laïque affilié à la congrégation des Franciscains.

Le 22 mai dernier, un huissier a réuni les locataires au sous-sol de la Maison Saint-Antoine, un immeuble de briques située rue de Lanaudière, dans le quartier de la Petite-Patrie. Les dames présentes ont alors appris que le Tiers Ordre de saint François d'Assise, Fraternité de saint Antoine de Padoue exigeait leur départ d'ici le 31 août. Les autres femmes ont trouvé une lettre sous leur porte.

La lettre d'éviction était accompagnée d'une liste de refuges, dont certains pour hommes seulement : Old Brewery, Maison du père, Accueil Bonneau... Une insulte pour Jeannine, une femme dans la soixantaine qui désire taire son nom par crainte des représailles. « J'habitais là depuis neuf ans. On ne s'est pas senties respectées. Ça s'est fait dans l'urgence. »

« Certains des numéros de la liste n'étaient pas bons, renchérit une autre locataire. Ils commencent à mettre de la pression. Certaines ont reçu un appel : on leur demande quand est-ce qu'elles vont quitter leur chambre. »

Du côté des Franciscains, le frère Fernand Langlais n'avait pas en-

tendu parler de l'éviction. Au Tiers Ordre, c'est le silence total. Jeanne Laprade, une bénévole qui vient à la Maison une fois par semaine, n'a pas voulu répondre aux questions de *La Presse*. Quant au signataire de la lettre d'éviction, Denis Hogue, il n'a pas répondu à nos appels.

À la Maison Saint-Antoine, la rumeur règne. On dit que le propriétaire veut vendre et que l'immeuble se vendra plus facilement s'il est vide. Ou que le bâtiment n'est pas sûr.

Recours possible

Quoi qu'il en soit, la Régie du logement estime qu'un avis d'éviction aussi avarié de détails peut être contesté dans le mois suivant sa réception. Cependant, même après cinq semaines, les locataires peuvent encore demander une prolongation de délai.

D'après certaines locataires, parce que leur éviction aura lieu après le 1^{er} juillet, la Ville de Montréal refuse de leur verser le supplément au revenu accordé aux personnes pauvres se retrouvant sans logis.

Quant au refuge de la Ville, il sera déjà fermé depuis deux semaines quand certaines locataires de la Maison Saint-Antoine se retrouveront à la rue.

Jusqu'à présent, la Ville a déjà accueilli 22 ménages au YMCA Centre-Ville, dont 17 en transit et cinq qui n'ont toujours pas trouvé de toit. La Ville attend le plus fort de la vague pour la semaine prochaine.

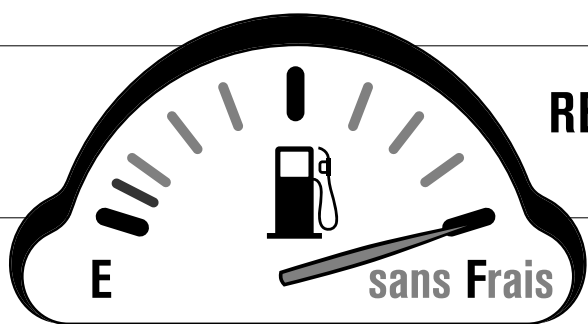


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Des résidentes de la Maison Saint-Antoine posent devant une statue du saint patron des lieux.

NISSAN

CERTAINES OFFRES CARBURENT PLUS QUE D'AUTRES



RECEVEZ **500 \$** D'ESSENCE GRATUITE SUR TOUS LES MODÈLES ILLUSTRÉS*



SENTRA 2004



Modèle SE-R Spec V illustré

La toute nouvelle ALTIMA 2005



Modèle 3.5 SE illustré

1 VERSEMENT PAYÉ PAR NISSAN!††

LOCATION À PARTIR DE

179 \$ /MOIS*

- Moteur 1,8 litres 126 chevaux
- Dossier arrière rabattable 60/40
- Freins avant à disque ventilé
- Assistance routière 24h

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ À LA LOCATION

0 \$ COMPTANT INITIAL (transport et préparation compris)

Financement de **1,8 %** à l'achat jusqu'à 36 mois***

PRIX À L'ACHAT

24 495 \$**

LOCATION À PARTIR DE

289 \$ /MOIS*

Comptant initial de **3 495 \$** (transport et préparation compris)

- Moteur 2,5 litres de 175 chevaux
- Boîte de vitesses automatique à 4 rapports
- Lève-glaces et verrouillage des portières électriques
- Freins à disque aux quatre roues
- Climatiseur
- Et beaucoup plus !

nissan.ca 1 800 387-0122

PROGRAMME POUR #
DIPLÔMÉS NISSAN

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE!

*Une carte d'essence prépayée Pétro-Canada d'une valeur de 500 \$ sera remise en bonus (moyennant le don d'un cent) à l'achat ou à la location de tout modèle neuf 2004 de Sentra, Quest, Pathfinder, Xterra, Titan, Armada, Frontier et Altima 2005 livré entre le 1^{er} juin et le 30 juin 2004. Dans le cas de l'Altima 2005, la promotion s'applique uniquement chez les concessionnaires participants de la province de Québec. La carte expire 2 ans après la date de l'achat ou la location desdits véhicules. De plus, la carte d'essence ne peut être utilisée pour l'achat de tabac ou échangée contre de l'argent. †Location de 60 mois pour la Sentra 1.8 2004 avec boîte de vitesses manuelle à 179 \$ par mois (C4LG54 A400) sans acompte ou échange ou à 289 \$ par mois pour la Sentra SE-R Spec V 2004 (C4RG54 A400) telle qu'illustrée. Location de 48 mois pour l'Altima 2.5 2005 avec boîte de vitesses automatique (T4RG75 AEO0) avec acompte ou échange équivalent de 3 495 \$ ou à 349 \$ par mois pour l'Altima 3.5 SE 2005 (T4SG75 AEO0) telle qu'illustrée. Pour un temps limité offres avec 0 \$ disponibles d'acompte sur la Sentra 2004. Limite de 24 000 km par année avec 0.10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de sécurité, équivalent à un versement mensuel, toutes taxes comprises, requis à la livraison. Pour un temps limité, 0 \$ de dépôt de sécurité sur la Sentra 2004. ††Le premier versement mensuel après livraison est acquitté par Nissan Canada pour tous modèles neufs et de démonstration de la Sentra 2004. Le premier versement client après livraison est payable 60 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-accueillies. **Prix d'achat de l'Altima avec boîte de vitesses automatique (T4RG75 AEO0). ***Taux de financement de 1,8% à l'achat sur la Sentra pour les termes jusqu'à 36 mois. 1, 11, *, **, ††Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus sur toutes les offres de location ou d'achat, transport et préparation (908 \$ pour la Sentra et 975 \$ pour l'Altima) en sus sur les offres d'achat. Sur approbation du crédit. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †Chez les concessionnaires participants. #Seuls les modèles Sentra, Altima et Xterra 2004 et Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés Nissan. Nissan, le logo Nissan, la signature «Découvrir» et les noms des modèles Nissan sont des marques de commerce de Nissan.



ACTUALITÉS

Libéral et minoritaire

MINORITAIRE

suite de la page A1

droit de vie ou de mort sur un éventuel gouvernement libéral minoritaire.

« De façon pratique, affirme le président d'Ekos, Frank Graves, on pourrait considérer le Bloc comme le grand gagnant. Il traînait d'abord la patte et pourrait désormais détenir la balance du pouvoir au Parlement. Ce doit être le nirvana pour le Bloc. »

En dehors du Québec, où le Bloc devrait égaler ou dépasser sa marque de 1993, ce dernier coup de sonde prévoit des luttes serrées en Colombie-Britannique et en Ontario, notamment. D'ailleurs, cette province devrait encore faire la différence en départageant le PLC du PC cette année.

Le 10 juin, les intentions de vote relevées par Ekos donnaient quatre points d'avance aux conservateurs de Stephen Harper en Ontario, mais le Parti libéral de Paul Martin a claire-

vince. Ainsi, les libéraux gagneraient en Ontario et dans les Maritimes mais perdraient au Québec, devant le Bloc, et dans l'Ouest, face aux conservateurs.

Les données indiquent également que le lieutenant québécois de Paul Martin, Jean Lapierre, serait en difficulté dans Outremont. Le ministre des Finances, Ralph Goodale, serait toutefois largement en avance dans Wascana, en Saskatchewan, mais la vice-première ministre, Anne McLellan, perdrait Edmonton-Centre.

De son côté, le chef du NPD, Jack Layton, serait élu dans Toronto-Danforth mais perdrait son député vétérinaire Lorne Nystrom dans Regina-Qu'Appelle, en Saskatchewan.

Ekos estime que le Bloc québécois et le Parti conservateur jouissent des appuis les plus solides en vue du scrutin de lundi. Parmi ceux qui favorisent le Bloc, 80 % disent qu'ils ne changeront pas d'avis avant le vote. Ce chiffre atteint 79 % chez les conservateurs mais chute à 71 % pour les libéraux.

Toutefois, à la question « mettant de côté vos intentions de vote à l'élection fédérale, quel parti pensez-vous

l'emportera ? », 44 % répondent que c'est le Parti libéral et 29 % le Parti conservateur, tandis que 21 % des personnes interrogées refusent de répondre ou ne savent pas.

Parmi les électeurs les plus déterminés à aller voter à quelques jours de la Fête du Canada, les personnes âgées seront à surveiller lundi. Les libéraux semblent favorisés par ce groupe démographique, mais les conservateurs ne sont pas loin derrière.

En fait, prévoit la firme Ekos, ces élections fédérales figureront parmi les plus serrées dans l'histoire de la politique canadienne.

« Les leaders sont à égalité, affirme le président de la maison de sondage, Frank Graves. Dans cette campagne, la politique canadienne est soudainement passée d'endormante à captivante. »

Deux autres coups de sonde prédisaient hier des gouvernements minoritaires avec des résultats similaires dans les intentions de vote. Compas prévoit que le PLC récoltera 34 % d'appuis, contre 33 % pour le PCC, tandis qu'Ipsos-Reid accorde 32 % des intentions de vote aux libéraux et 31 % aux conservateurs.

La répartition du vote ferait toutefois en sorte, selon cette maison de sondage, que Stephen Harper verrait 117 de ses députés l'emporter, alors que 101 candidats de Paul Martin seraient victorieux.

Les prédictions sur le nombre de sièges représentent une « tâche ingrate », avertit Ekos. La firme de sondages d'Ottawa avait obtenu un score impressionnant aux élections fédérales de novembre 2000, prédisant 170 sièges au PLC alors que le chiffre réel fut de... 172.

ABITIBI-CONSOL

Denis Coderre refuse de s'engager


PRESSE CANADIENNE

SAGUENAY – Le ministre responsable de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, Denis Coderre, a refusé hier de signer une lettre l'engageant à égaler la contribution du Québec dans le projet de modernisation de l'usine d'Abitibi-Consolidated, à La Baie (Saguenay).


Le projet de lettre lui a été présenté au cours de la rencontre à laquelle participaient le candidat libéral André Harvey et plusieurs membres du comité exécutif du Syndicat national des travailleurs des pâtes et papiers de Port-Alfred.

Ni le ministre ni le député ont accepté de signer, mais ils ont renouvelé l'engagement d'être partenaire avec la compagnie et le gouvernement.

Lundi matin, le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe avait invité les travailleurs de Port-Alfred à ne pas se contenter d'une vague promesse du candidat libéral et avait exigé que le premier ministre Paul Martin ou la ministre fédérale de l'Industrie, Lucienne Robillard, s'engage par écrit à égaler l'offre de financement du gouvernement provincial.



AILES
LES AILES DE LA MODE



Grand solde d'été
Jusqu'à **50%** de réduction

SOLDE SUR LES COLLECTIONS PRINTEMPS/ÉTÉ DES RAYONS FEMME, ACCESSOIRES FEMME, HOMME, LINGERIE ET ARTICLES DE DÉCO SAISONNIERS. FAITES VITE POUR PROFITER DU MAXIMUM DE CHOIX !

*Exceptions : cosmétiques, maillots de bain pour femme et homme, marchandise sélectionnée. Tous les détails en magasin.

DÉFINITIVEMENT OUVERT : Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537
Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

LASERVUE vous offre
ce qu'il y a de mieux pour vous...



Marc Mullie MD
30,000 chirurgies



Gordon Balazsi MD
30,000 chirurgies

PLAN BRONZE	PLAN ARGENT	PLAN OR
LASIK DE BASE	LASIK STANDARD	LASIK SUR MESURE

FINANCEMENT DISPONIBLE





LASERVUE

(514)-738-6666

www.laservue.net





Stationnement gratuit



LE SOLDE D'ÉTÉ
D'HARRY

— JUSQU'À —

50% DE RABAIS

Québec viole la Loi canadienne sur la santé, dénonce l'Association médicale de la province

ÉMILIE CÔTÉ

En pleine campagne électorale, le président de l'Association médicale du Québec, André Senikas, dénonce la façon dont Québec viole la Loi canadienne sur la santé, en dirigeant par exemple les accidentés de la route et du travail vers les cliniques privées.

« Disons qu'un accidenté nécessite un CT scan. Au lieu de placer l'individu sur une longue liste d'attente, l'État préfère avoir les résultats du test rapidement par l'entremise d'une clinique privée, explique-t-il. La Société d'assurance automobile du Québec et la CSST évitent ainsi une compensation financière inutile de six mois », expose le médecin.

« Pour épargner de l'argent, le gouvernement contourne la loi », dit-il.

Cette semaine, Paul Martin a vivement dénoncé la réforme des soins de santé du gouvernement albertain de Ralph Klein, soutenant qu'elle contrevient à la Loi canadienne sur la santé. D'après le Dr Senikas, il semble oublier que le gouvernement québécois — qui n'a pas réagi hier — bafoue également certains principes de cette loi.

En plus de collaborer avec les cliniques privées, Québec est la seule province qui contrevient au principe prônant un accès aux mêmes soins gratuits partout au Canada.

En effet, si un Québécois voit un médecin à Ottawa, il devra le payer selon un certain tarif et sera remboursé plus tard. Le hic, c'est qu'il sera remboursé selon le tarif de la Régie

d'assurance-maladie du Québec — le plus bas au Canada —, et devra assumer la différence. En avril dernier, même Philippe Couillard, ministre de la Santé, a admis l'existence du problème.

Le Dr Senikas souligne aussi que Québec constitue la province canadienne où les dépenses en santé par habitant sont les plus faibles, d'après les données de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS).

Pour l'omnipraticien, davantage d'examen doivent être couverts par la RAMQ en cliniques et pas seulement dans les hôpitaux. « Je ne propose pas que les gens paient pour être soignés dans les cliniques privées, soutient-il, mais qu'un plus grand nombre de nos services soient couverts par la RAMQ, comme les échographies. »

Une clinique de Longueuil devient privée

Certains médecins trouvent trop essoufflant le rythme de travail requis pour rentabiliser une clinique où les visites sont couvertes par la RAMQ. C'est ce que soulignent deux des six médecins de la Clinique médicale Bellevue, qui ont décidé de se désengager et d'ouvrir un centre privé de soins à Saint-Lambert.

« Les cas de nos patients ne se règlent pas en cinq ou 10 minutes, explique la Dr^{ce} Francine Blouin. Ce rythme est trop effarant et les patients sont obligés de patienter à cause de retards importants », dit-elle.

La RAMQ fournit aux cliniques 16,10 \$ par consultation. « Ça favorise la rapidité d'un rendez-vous à l'autre, mais il n'y a pas de



PHOTO PIERRE MCCANN, ARCHIVES LA PRESSE ©

Cette semaine, Paul Martin a vivement dénoncé la réforme des soins de santé du gouvernement albertain de Ralph Klein, soutenant qu'elle contrevient à la Loi canadienne sur la santé. D'après le Dr André Senikas, président de l'Association médicale du Québec, il semble oublier que le gouvernement québécois bafoue également certains principes de cette loi.

mode de rémunération idéal, considère la Dr^{ce} Blouin, cela dépend des types de clientèles. »

En payant un tarif horaire de 200 \$, seule la moitié des patients du Dr Blouin pourra se

permettre des consultations dans son nouveau centre privé. « Il y a une déception et c'est compréhensible, dit-elle, mais c'est un choix personnel et professionnel. »

Des CLSC privés de médecins

RAPHAËLLE DEROME

Depuis une semaine, il est impossible de consulter un médecin au CLSC Rosemont, que ce soit avec ou sans rendez-vous. Un bouleversement causé par Québec qui laisse 700 patients en plan.

À Rosemont comme ailleurs, les médecins comptant moins de 20 ans de pratique partent là où les besoins sont plus criants. Une nouvelle entente intervenue entre le gouvernement et les omnipraticiens oblige les médecins généralistes à travailler 12 heures par semaine dans des secteurs prioritaires : urgences, hospitalisations de courte durée, soins aux personnes âgées et obstétrique. Les services offerts dans les CLSC arrivent en fin de liste.

Plusieurs CLSC montréalais offrent donc moins de services. À Rosemont, il ne reste plus que des psychologues, des travailleurs sociaux et des infirmières. Au CLSC du Plateau Mont-Royal, le temps de consultation a été réduit de cinq à deux après-midi par semaine. Résultat : les gens attendent un an et demi pour consulter leur médecin. « Nous essayons de les rediriger vers les cliniques du quartier », dit la directrice générale, Nicole Corbin.

Certains médecins s'inquiètent néanmoins car les cliniques risquent de ne pas pouvoir absorber le surplus. Les patients « orphelins » pourraient donc se retrouver... aux urgences. « C'est comme si on déshabillait Paul pour habiller Jean », dit le Dr Sylvain Dion, président de l'Association des médecins de CLSC du Québec.

Pour le Dr Vania Jimenez, chef de médecine générale au CLSC Côte-des-Neiges, « cette décision est peut-être sage à très court terme, mais il s'agit d'une grave erreur à moyen et long terme ».

« Avec leurs médecins de famille et leurs équipes multidisciplinaires, seuls les CLSC offrent une prise en charge complète du pa-

tient, contrairement aux polycliniques », explique-t-elle.

L'Association des CLSC et des CHSLD du Québec estime que 6 % des médecins de CLSC seront forcés d'aller travailler dans d'autres secteurs à cause de la nouvelle entente. Mais son impact varie énormément d'un endroit à l'autre. À Côte-des-Neiges, le CLSC a déjà perdu le quart de ses médecins. Au CLSC des Faubourgs, personne ne part.

Les plus touchés sont ceux dont le personnel médical travaille seulement à temps partiel, comme à Rosemont. « Avec un poste à temps plein, on peut faire ses 12 heures ailleurs sans quitter le CLSC », insiste Sylvain Dion.

Plusieurs CLSC négocient avec l'Agence de développement de Montréal (l'ancienne régie régionale) pour garder leurs médecins. « On espère bien faire reconnaître certaines de nos activités comme étant prioritaires, par exemple en santé mentale », dit Daniel Fecteau, directeur général du CLSC Parc-Extension.

La réorganisation a aussi ses avantages. « Nous avons réussi à combler deux postes vacants au maintien à domicile, alors que nous avions de la difficulté à y recruter des médecins depuis plusieurs années », note Nicole Corbin.

Quant aux autres patients, on espère que les cliniques de quartier pourront se regrouper pour les accueillir, comme le prévoit le projet de loi 25. « Au lieu d'avoir deux ou trois petites cliniques ouvertes deux ou trois jours chacune, elles seraient obligées de se coordonner pour offrir des services sept jours sur sept », explique Daniel Corbeil, directeur général du CLSC Ahuntsic.

En raison du gel des admissions en médecine et des départs à la retraite massifs des années 1990, il manque 800 médecins omnipraticiens au Québec. Selon Statistique Canada, seulement 74 % des Québécois sont suivis par un médecin de famille, contre 86 % des Canadiens.

SOLDE D'ÉTÉ

jusqu'à

50% de RABAIS

sur une sélection de vêtements d'été et de chaussures.

Bovet

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est • CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins
 • OUEST: Centre Rockland - Fairview Pointe-Claire • RIVE-SUD: Promenades St-Bruno - Mail Champlain, Brossard
 • LAVAL: Carrefour Laval • RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord
 • JOLIETTE: Galeries Joliette • QUÉBEC: Place Sainte-Foy (Espace Nord) - Galeries de la Capitale

- FILLION
- FILLION
- FILLION
- FILLION
- FILLION

CETTE FOIS, NE VOUS TROMPEZ PAS.

Vous pouvez nous faire confiance, nous tenons toutes nos promesses et nous ne vendons pas de salades.

ACTUALITÉS

La famille Akhtar toujours menacée d'expulsion

PAULE VERMOT-DESROCHES

Le collectif *No one is illegal* (personne n'est illégal) a manifesté avec la famille de Shamim Akhtar devant les bureaux d'Immigration Canada, hier matin. Le cri du coeur lancé il y a deux semaines par cette famille pakistanaise menacée d'expulsion n'a toujours pas été entendu.

Shamim Akhtar, son mari et ses quatre enfants n'ont pas obtenu de sursis. Ils devraient donc être expulsés vers les États-Unis dès mardi. Stefan Christoff, membre du collectif, affirme que la famille a déjà fait ses valises.

De son côté, l'avocat de Shamim Akhtar, David Chalk, aura une ultime rencontre avec Immigration Canada lundi matin. Joint au téléphone hier, il soutient que le dossier n'a pas eu l'attention qu'il méritait. « Ils n'ont pas pris en compte le climat dangereux qui règne pour les musulmans chiites au Pakistan. Cette famille est en danger dans ce pays. »



Shamim Akhtar en compagnie de son fils d'un an et demi. Elle, son mari et ses quatre enfants pourraient être expulsés mardi.

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Halte à la réutilisation des outils médicaux

PAUL JOURNET

Chaque jour, les médecins soignent leurs patients avec des instruments stérilisés pourtant destinés à être jetés après le premier usage. Rien ne permet toutefois de conclure que la santé des patients est mise en danger, affirme l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ), pour qui il faut néanmoins les utiliser moins souvent ou mieux contrôler leur nettoyage.

Contraires budgétaires oblige, les

hôpitaux du Québec — et d'ailleurs — recyclent en effet une multitude d'instruments supposément conçus pour usage unique.

D'après le Dr André Poirier, président de l'Association des médecins microbiologistes infectiologues du Québec, cette pratique n'est pas nécessairement mauvaise. « Aucune étude ne démontre un lien de cause à effet entre le fait de soigner un patient avec des instruments à usage unique qui sont réutilisés et la transmission d'infections. »

Le problème, souligne le Dr Laurent Boisvert, directeur des affaires clinico-administratives de l'AHQ, c'est qu'aucune norme n'encadre le nettoyage, la désinfection et la stérilisation de ces instruments. Chaque hôpital fonctionne selon ses propres règles.

Pour éviter les dérapages, l'AHQ propose les solutions suivantes : ne pas réutiliser les instruments à usage unique qui pénètrent dans les tissus du corps ou qui touchent aux muqueuses, remplacer ce matériel

par des instruments réutilisables quand c'est possible ou confier à des entreprises indépendantes et certifiées le nettoyage du matériel à usage unique qu'on réutilise, comme c'est le cas aux États-Unis.


Usage simple ou double ?

Une question demeure : si on peut les réutiliser, pourquoi dit-on de ces instruments qu'ils sont à usage unique ? « Ce sont les manufacturiers qui décident de nommer leurs produits ainsi, rappelle le Dr Bois-

vert. On est parfois en droit de se poser des questions sur la pertinence de ces choix. »

Paul G. Brunet, directeur général du Conseil pour la protection des malades, n'y voit pas une astuce des manufacturiers pour augmenter leurs ventes. « Les économies réalisées avec ces réutilisations n'en valent pas la peine. La population a besoin d'être rassurée. Il faut cesser cette pratique tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas prouvé que leur réutilisation est sans danger. »

JUIN 2004

		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27		CE LUNDI, ON VOTE.				

Pour savoir où et quand aller voter, consultez votre carte d'information de l'électeur. Elle contient toute l'information dont vous avez besoin pour exercer votre droit de vote, et le processus de vote sera plus rapide si vous l'avez en main.

Les heures d'ouverture de votre bureau de scrutin, sont inscrites sur votre carte d'information de l'électeur et sur le site Web d'Élections Canada à www.elections.ca en cliquant sur l'icône Service d'information à l'électeur.

www.elections.ca 1 800 463-6868

ATS 1 800 361-8935 pour les personnes sourdes ou malentendantes

Si vous n'avez pas reçu cette carte, vous n'êtes probablement pas inscrit sur la liste électorale. Pour voter, il vous suffira de présenter à votre bureau de scrutin le jour d'élection une preuve d'identité qui porte vos nom, adresse et signature. Si vous n'avez pas un tel document, vous pourrez affirmer sous serment que vous êtes autorisé à voter à ce bureau de scrutin, pourvu que vous soyez accompagné d'un électeur inscrit dans la même section de vote qui peut se porter garant de votre identité.

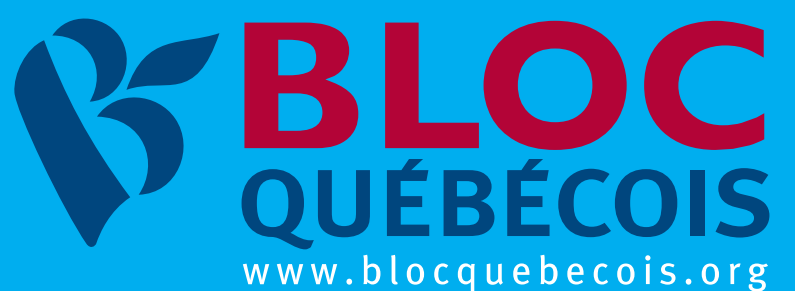
Pour plus de renseignements, communiquez avec votre bureau local d'Élections Canada ou consultez notre site Web à www.elections.ca.

 Elections Canada

Lundi, faites-vous plaisir...

votez !

Un parti propre au Québec



ACTUALITÉS

Charest prépare un remue-ménage dans la haute fonction publique

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Une purge se prépare dans la haute fonction publique québécoise. Un premier coup de balai sera donné mercredi par le gouvernement Charest, qui profitera du long congé de la Confédération pour procéder à plusieurs nominations partisans.

Ce sera, mercredi, la dernière réunion du Conseil des ministres à Québec d'ici le début août, le moment idéal pour brasser les cartes sans causer trop de controverses dans les médias.

Jean Charest ne prévoit pas de controverse, toutefois. « Il y a de l'équilibre dans les choix que fait le gouvernement. Il y a des gens de toutes les tendances, on est très rigoureux dans les choix, c'est toujours la compétence qui prime », a-t-il soutenu, relancé hier par *La Presse* en marge de la cérémonie de la Fête nationale.

Selon l'information obtenue, le premier ministre Charest fera cette semaine nommer un de ses plus proches collaborateurs, M^e Denis Roy, à la tête de la Commission des services juridiques, responsable de l'aide juridique. M^e Roy, qui était jusqu'à tout récemment conseiller parlementaire du premier ministre, était devenu il y a deux mois chef de cabinet de Jac-

ques Dupuis quand ce dernier avait accédé à la Justice — il a annoncé à des proches qu'il changerait d'emploi cette semaine. Cette nomination lui avait été promise depuis longtemps, indique-t-on par ailleurs. Il remplacera M^e Pierre Bélanger, l'ancien député péquiste d'Anjou, qui avait été nommé après sa défaite aux mains du libéral Jean-Sébastien Lamoureux, en 1998.

La Presse a aussi appris que les jours de Louis Roquet à la tête de la Société des alcools sont comptés. M. Roquet y avait atterri à contrecœur quand le gouvernement Landry l'avait délogé d'Investissement Québec pour y nommer Maurice Prud'homme, un ami de Pauline Marois et de Claude Blanchet. M. Roquet, qui a un profil économique, serait un candidat normal pour la Société générale de financement, un poste qui sera aussi bientôt vacant, mais on lui aurait plutôt offert la direction d'un autre organisme situé à Québec, a-t-on appris.

Pour le poste fort convoité de la SAQ, on entend maintenant le nom de Sylvain Toutant, un proche de Raymond Boucher, l'organisateur de la campagne de Jean Charest l'an dernier, a confié un apparatchik du PLQ. M. Boucher avait été récompensé par une nomination à la présidence du conseil de la SAQ. M. Toutant

est le gendre de Pierre Michaud, le président de RONA, un très bon ami de M. Boucher.

Guy Morneau est un autre mandarin dont le mandat ne serait pas renouvelé à la Régie des rentes. On devrait aussi connaître cette semaine le remplaçant de Diane Wilhelmy au ministère des Relations internationales — Gaston Harvey y assumait l'intérim depuis trois mois.

Plus tard

D'autres dirigeants de société d'État sont aussi en eaux troubles, mais le gouvernement n'est pas prêt semble-t-il à choisir leurs remplaçants. Jacques Brind'amour, ancien sous-ministre à la Sécurité publique devenu il y a deux ans président de la Société d'assurance automobile du Québec, est dans la mire du cabinet du ministre des Transports, Yvon Marcoux. Des démarches ont été entamées pour le déloger, mais le gouvernement n'a pu lui trouver de remplaçant à temps pour mercredi.

À *La Presse*, il y a trois semaines, le ministre Marcoux avait soutenu pourtant « avoir pleine confiance en M. Brind'amour ».

Autre dirigeant de société d'État qui aura quelques semaines de grâce : Henri Roy, nommé par intérim il y a un an à la tête de la Société générale de financement. Son remplacement



PHOTO ARCHIVES, LAPRESSE ©
Les jours de Louis Roquet à la tête de la Société des alcools seraient comptés.

sera chose faite au cours du mois d'août, confie-t-on au gouvernement. Le ministre responsable, Michel Audet, comptait bien pourtant nommer avant l'été le successeur de M. Roy.

Le prochain Conseil des ministres devrait aussi confirmer la nomination de Christos Sirros, le député libéral de Laurier, qui a démissionné la se-

maine dernière. Il devait être nommé délégué général du Québec à Bruxelles.

Un avant-goût

Déjà, avant-hier, le gouvernement Charest avait donné un avant-goût de ses intentions en procédant aux nominations de quelques hommes de confiance dans des postes stratégiques et bien rémunérés.

La surprise a été le départ de Gérard Bibeau, le fonctionnaire responsable des nominations. Il s'est approuvé lui-même à la présidence de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), un poste où Jacques Lamonde, plus associé au gouvernement péquiste, était loin d'avoir terminé son mandat. Ancien chef de cabinet au Travail sous Robert Bourassa, M. Bibeau avait longtemps été vice-président à la CSST.

Il sera remplacé par Marc Lacroix, depuis plusieurs années au Conseil exécutif, et qui a été dans le passé chef de cabinet aux Communautés culturelles.

Le gouvernement a aussi choisi Serge Rémillard, un ancien directeur du PLQ, pour diriger un comité sur l'accord sur le commerce intérieur. M. Rémillard avait pendant plusieurs années été vice-président à la Caisse de dépôt, nommé par le gouvernement Bourassa.

Baisse des inscriptions dans les services de garde scolaires

MARIE ALLARD

L'été commence mal pour plusieurs éducatrices en service de garde scolaire, qui ont appris qu'elle perdront leur boulot en septembre, faute de clientèle. À la Commission scolaire de Montréal (CSDM), les postes de 130 personnes — sur un total de 1100 — sont en jeu.

« Tout le Québec est touché par cette baisse de clientèle, a indiqué hier Céline Hardy, directrice générale de l'Association des services de garde en milieu scolaire. Nous craignons particulièrement pour les services de garde en milieu défavorisé ou rural, qui sont particulièrement touchés par la situation. »

La hausse du tarif quotidien des garderies scolaires — qui passera de 5 \$ à 7 \$ à la rentrée — décourage vraisemblablement les parents d'y inscrire leurs enfants. C'est cette mesure, ajoutée à la diminution du nombre d'enfants d'âge scolaire au Québec, qui fait craindre le pire.

À la CSDM, les préinscriptions faites ces derniers jours laissent présager une baisse de plus de 10 % de la clientèle. « Selon nos prévisions, de 3000 à 4000 enfants ne fréquenteront plus les services de garde à l'automne, a indiqué Diane De Courcy, présidente de la CSDM, lors d'un point de presse tenu le 17 juin. Ils rentreront chez eux la clé dans le cou. »

En conséquence, 60 éducatrices perdent leur emploi et 72 autres voient leur horaire de travail amputé d'au moins 10 heures par semaine. « Par rapport à l'an passé, il s'agit d'une baisse substantielle », a dit hier Ginette Allie, présidente de l'Association professionnelle du personnel administratif (APPA), le syndicat des éducatrices de la CSDM.

Les employées seront fixées sur leur sort lundi, au cours de la réunion d'affectation qui se déroulera à l'école secondaire Georges-Vanier. « J'ai très peur, a dit à *La Presse* une éducatrice non permanente, qui compte deux ans d'expérience. Je vais perdre mon poste, qu'une éducatrice avec plus d'ancienneté prendra, sans savoir s'il restera quelque chose pour moi. »

Les services de garde en milieu scolaire ont connu une croissance importante depuis 1997, année où la loi a obligé les commissions scolaires à offrir ces garderies aux parents qui le demandent. Alors que 93 000 enfants fréquentaient ces services de garde en 1997-1998, ils étaient 222 000 à le faire, cinq ans plus tard.

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a invoqué cette nombreuse clientèle pour justifier la hausse de tarif.

Or, selon l'Association des services de garde en milieu scolaire, la hausse du tarif exigée des parents est accompagnée d'une baisse équivalente de la subvention du ministère de l'Éducation. « Les parents vont payer plus cher sans qu'il y ait d'améliorations dans les services de garde, a dénoncé M^{me} Hardy. Nous n'aurons pas plus d'argent au bout du compte. »

SPORT
ACTIFDe notre collection
de bikinis séparables

Le licou triangle fleurs fiesta 15.99

Des marguerites pop ultra-blanches, de la tangerine, de l'orange, c'est la recette parfaite pour un été plein de soleil. Brassière à coussinets amovibles à coordonner avec sa culotte unie, ceinturée en contraste 15.99
6 à 14. Chaque pièce rég. 27.00



simons

Des membres des comités de transition voulaient des référendums

SÉBASTIEN RODRIGUE

Plusieurs membres des comités de transition de Montréal et de Longueuil, dont les présidents Pierre Lortie et Yves Ryan, ont signé les registres pour exiger la tenue d'un référendum sur la défusion dans d'anciennes villes fusionnées.

M. Lortie a signé le registre à Saint-Lambert, où les citoyens ont ensuite voté en nombre suffisant pour obtenir la défusion. M. Ryan a quant à lui signé le registre à Montréal-Nord, où il n'y a pas eu de référendum sur la défusion faute de signatures suffisantes.

Afin d'obtenir un référendum sur la défusion, au moins 10 % des électeurs devaient d'abord signer un registre, lequel est aujourd'hui public. Il a été impossible hier de s'entretenir avec le président du comité de transition de Montréal, Pierre Lortie, afin de savoir s'il avait voté lors du référendum à Saint-Lambert.

Quant à l'ancien maire de Montréal-Nord et président du comité de transition de Longueuil, il considè-

re qu'il ne s'agit pas d'une prise de position envers une des deux options. « Je ne m'en excuse pas, mais ce n'était pas une prise de position, il fallait signer pour être consulté », dit M. Ryan.

Le porte-parole du ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, fait valoir que les options politiques n'ont rien eu à voir dans le choix des membres des comités de transition. « On ne demande pas aux gens de quel bord ils sont politiquement pour juger de leur compétence. C'est la même chose dans ce cas-ci », précise Stéphane Gosselin.

D'autres membres des comités de transition de Montréal et de Longueuil ont également signé les registres, soit Sidney Kaushansky, à Côte-Saint-Luc, et Marcel Danis, à Boucherville. M. Kaushansky a refusé de faire des commentaires, prétextant qu'il avait trop de travail. Il a par ailleurs été impossible de communiquer avec l'ancien ministre conservateur et membre du comité de transition de Longueuil.

Les comités de transition où siègent les deux hommes auront à

participer à des décisions importantes concernant les deux villes où ils ont signé les registres. Au terme des travaux des comités de transition, il y aura quatre villes reconstituées à Longueuil et 15 à Montréal.

L'administration Tremblay-Zampino ne conteste pas la présence dans les comités de transition de deux membres en faveur des référendums sur les démembrements. « On va tout faire pour s'assurer que les intérêts des 1,6 million des citoyens qui ont choisi de rester à Montréal sont protégés et que le travail du comité est fait en pleine impartialité », ajoute Darren Becker, attaché de presse du comité exécutif de la Ville de Montréal.

De son côté, le porte-parole du maire de Longueuil, Jacques Olivier, ne voit pas un signe possible de partialité. « On n'a pas à se prononcer sur un geste démocratique ; c'était aussi démocratique de signer un registre que de ne pas le signer », dit Maxime Chagnon.

Les comités de transition auront notamment la responsabilité de répartir les actifs et les ressources

humaines entre les villes-centres (Montréal et Longueuil) et les villes défusionnées. Les comités organiseront également les prochaines élections municipales.

Les présidents des six comités de transition toucheront un salaire de 1000 \$ par jour, tandis que les membres des comités gagneront une somme allant de 600 à 800 \$ par jour. Le salaire pourrait toutefois être moins élevé pour ceux qui reçoivent un salaire de l'État, comme une pension. « Je ne m'en vais pas là pour faire de l'argent. J'ai accepté pour servir et ce n'était pas sollicité. Je l'ai accepté parce que je pense être utile », lance Yves Ryan.

Les comités resteront en place jusqu'à la reconstitution officielle des villes, prévue le 1^{er} janvier 2006. Le ministre Fournier a toutefois laissé entrevoir la possibilité qu'il y ait des élections anticipées et une reconstitution plus rapide.

Si les comités restent en place pendant un an et demi, la paye pourrait s'élever à 390 000 \$ pour les présidents des comités. Un membre d'un comité de transition payé 800 \$ par jour toucherait



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Pierre Lortie

quant à lui 312 000 \$. Lors des fusions municipales, la présidente du comité de transition de Montréal, Monique Lefebvre, a reçu 1000 \$ par jour, soit 261 000 \$ pour l'ensemble de son mandat. Alors dans l'opposition, les libéraux avaient trouvé « scandaleux » de lui payer un salaire équivalent à deux fois celui du premier ministre.

LE NOUVEL AÉROPLAN : MILLES ET MILLE POSSIBILITÉS

Aéroplan change pour devenir plus que jamais votre Aéroplan.

Vous pouvez maintenant accumuler des milles Aéroplan plus facilement et plus rapidement – et vous offrir de nouvelles primes qui vous ressemblent.

Profitez ainsi de l'instant présent avec plus de 150 primes *VotreStyle* : changez de parcours avec un nouvel ensemble de clubs Callaway Golf, assistez à une première sur Broadway, faites une promenade en Porsche sur l'autobahn... Voyagez partout : Air Canada et les transporteurs Star Alliance[™] vous ouvrent toutes les portes du monde. Partez au moment qui vous convient : les primes *Avenue* vous offrent un plus grand choix de sièges sur tous les vols d'Air Canada. Allez-y, vous avez mille possibilités.

Visitez aeroplan.com pour tous les détails.

Pas de périodes d'interdiction* ni de suppléments en argent. Plus de primes et de destinations.

aeroplan

Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

*Star Alliance est une marque de commerce d'Air Canada, Deutsche Lufthansa AG, Scandinavian Airlines System, Denmark-Norway-Sweden, Thai Airways International Public Company Limited et United Air Lines Inc.

*Applicable aux vols exploités par Air Canada. Tout voyage effectué grâce à une prime-voyage est sous réserve de la disponibilité.

ACTUALITÉS

Cordon Bleu abandonne le mot «terroir»

ARIANE KROL

Après avoir reçu des commentaires de consommateurs inquiets de la confusion engendrée par la présence du mot *terroir* sur les étiquettes de ses produits alimentaires, le fabricant montréalais Cordon Bleu a décidé de ne plus utiliser ce terme.

« Au début de juillet, les produits portant les nouvelles étiquettes vont commencer à se retrouver en magasin », a annoncé cette semaine à *La Presse* le président et chef de la direction des Aliments Cordon Bleu, Robert Ouimet.

Plusieurs consommateurs ont communiqué avec l'entreprise après la publication dans *La Presse* du dossier *Le terroir à toutes les sauces*, le 1^{er} mai.

Cordon Bleu avait lancé quelques mois plus tôt de nouveaux produits portant la mention « Les recettes du terroir québécois », des recettes qui avaient été approuvées par l'Institut culinaire du terroir. Ces mentions seront remplacées par le logo « Cordon Bleu, les recettes authentiques du

Québec », indique Robert Ouimet. « J'ai toujours mis l'accent sur les recettes. Je n'ai jamais dit que j'avais des produits du terroir », rappelle le président de l'entreprise.

Cordon Bleu a investi près de 2,5 millions de dollars pour créer de nouveaux produits, améliorer ceux qui existaient déjà et relancer sa gamme de ragoûts, de sauces et de plats mijotés en conserve. Le fabricant a fait appel à des chefs québécois de renom pour l'aider à mettre au point des recettes fidèles à la tradition québécoise, comme celle du mijoté de porc aux « patates jaunes ». Les aliments Cordon Bleu qui ne répondaient pas à ces nouveaux critères d'authenticité ont été commercialisés sous une autre marque, comme les pâtés, ou tout simplement éliminés, comme les flocons de viande.

« S'il y a une compagnie qui, de par les efforts qu'elle a déployés et sa crédibilité, méritait de s'associer directement avec les recettes et de les appeler fièrement du terroir québécois, c'est bien Cordon Bleu », déplore Robert Ouimet. Beaucoup de produits ven-



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE ©

Les étiquettes portant la mention « Les recettes du terroir québécois », seront remplacées par le logo « Cordon Bleu, les recettes authentiques du Québec ».

dus dans les supermarchés ou les restaurants emploient le terme *terroir* sans pouvoir en justifier

l'utilisation, ce qui n'était pas le cas de Cordon Bleu, dit-il. « Mais je vois tout le tollé qu'il y a en ce

moment en dehors de nos produits (autour du mot *terroir*) et je pense que ce n'est pas demain que la nuance entre recette du terroir et produit du terroir sera faite. Et je ne veux pas être pris là-dedans. »

Rajuster le tir n'a pas été trop coûteux, car l'entreprise a épuisé ses anciennes étiquettes avant de lancer les nouvelles, qui ont nécessité de légères modifications graphiques, dit Robert Ouimet. Le site Internet sera également retouché, promet-il.

Un groupe de travail mandaté par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a recommandé l'an dernier de faire du terroir une appellation réservée, dont l'usage serait limité à des produits répondant à des critères bien précis.

La ministre Françoise Gauthier envisage plutôt de laisser le mot *terroir* accessible à tous et de créer un logo que seuls les producteurs agréés par le MAPAQ pourront utiliser. L'Union des producteurs agricoles (UPA), Option Consommateurs et Solidarité rurale jugent cet encadrement insuffisant.

CHRYSLER

INSPIRATION INCLUSE



Bien équipée à partir de

29 995\$^Δ

CHRYSLER 300 2005

« Une fois de plus, Chrysler prouve hors de tout doute qu'il est le manufacturier nord-américain numéro un lorsqu'il est le temps d'innover. »

Benjamin Cyr, *Essai-Auto.com*

QUAND LUXE ET PERFORMANCE SE RENCONTRENT.

CHRYSLER



Le véhicule à usages spéciaux le plus éconergétique de 2004.

ENERGUIDE

Basé sur les cotes du guide de consommation de carburant 2004 publié par Ressources naturelles Canada.



Berline Chrysler Sebring 2004

- Moteur 2,4 L à DACT, 16 soupapes
- Transmission automatique à 4 vitesses
- Climatiseur
- Vitres électriques
- Portes électriques
- Rétroviseurs électriques
- Télédéverrouillage
- Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Régulateur de vitesse
- Système de prévention du vol Sentry Key^{MD}

ACHETEZ À

19 995\$^Δ

OU LOUEZ À

254\$[†]

par mois. Location de 48 mois. Comptant initial de 4 395 \$ ou échange équivalent. Option 0 \$ comptant également disponible. 0 \$ dépôt de sécurité



«Le véhicule à usages spéciaux le plus éconergétique de sa catégorie selon Energuide.»

Chrysler PT Cruiser 2004

- Moteur 2,4 L à DACT, 16 soupapes
- Transmission automatique à 4 vitesses
- Climatiseur • Vitres électriques
- Portes électriques
- Rétroviseurs électriques
- Télédéverrouillage
- Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Régulateur de vitesse
- Système de prévention du vol Sentry Key^{MD}
- Console au plancher pleine longueur
- Glaces à écran solaire, teinte foncée, à filtre UV

0%

de financement à l'achat jusqu'à 60 mois^{*} sur tous les modèles Chrysler PT Cruiser 2004OU LOUEZ À 229\$[†]

par mois. Location de 48 mois. Comptant initial de 3 855 \$ ou échange équivalent. Option 0 \$ comptant également disponible. 0 \$ dépôt de sécurité

FINANCIEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR

SERVICES FINANCIERS CHRYSLER CANADA

VISITEZ VOS CONCESSIONNAIRES CHRYSLER • JEEP • DODGE OU CHRYSLER-CA. 0,0 % de financement à l'achat, jusqu'à 60 mois sur tous les modèles Chrysler PT Cruiser 2004. Δ Les prix comprennent les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et sont établis pour la Chrysler 300 2005 avec l'ensemble 28H et pour la berline Chrysler Sebring LX 2004 avec l'ensemble 28E et pour la berline Chrysler PT Cruiser 2004 avec l'ensemble 28E et pour la berline Chrysler Sebring LX 2004 avec l'ensemble 24H. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 ¢ le kilomètre. V, T Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de Services DaimlerChrysler Canada. V, Δ, T Ces offres d'une durée limitée sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre, à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques, et s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs 2004 ou 2005 sélectionnés en stock. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut commander ou échanger un véhicule. Transport et taxe sur le climatiseur (lorsque applicable), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre, taxes et frais d'administration des concessionnaires en sus. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Q Gratuité à l'achat ou à la location d'un véhicule neuf 2004 ou 2005. TM Le Véhicule Experience StudyTM 2003 de Strategic Vision est une enquête faite auprès de 31 800 acheteurs d'un nouveau véhicule, parmi plus de 200 modèles, pendant les mois d'octobre et de novembre, aux États-Unis, à la suite des 90 premiers jours suivant l'achat. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec

ACTUALITÉS

Le nouveau directeur du MAC enfin nommé

JÉRÔME DELGADO
COLLABORATION SPÉCIALE

Le feuilleton Marcel Brisebois semble, cette fois-ci, bel et bien chose du passé. Le conseil d'administration du Musée d'art contemporain (MAC) a enfin arrêté, cette semaine, son choix pour la succession du directeur, en poste depuis 1985.

À la grande surprise de tous, l'heureux élu n'est pas une personnalité déjà implantée dans le Montréal artistique. Pas de Claude Gosselin ou de Chantal Ponbriand, des noms parmi d'autres souvent cités, mais un dénommé Marc Mayer.

Âgé de 48 ans, né à Sudbury (Ontario) et diplômé d'histoire de l'art à l'Université McGill, Marc Mayer s'est depuis quelques années bâti une bonne réputation dans l'Amérique anglo-saxonne. D'abord à Toronto, où, en tant que directeur de la Power Plant Contemporary Art Gallery, au Harbourfront Center, il a conçu entre 1998 et 2001 des expos d'artistes canadiens de premier plan (Kim Adams, Angela Grauerholz, Christine Davis). Puis, engagé dès 2001 au Brooklyn Museum de New York comme directeur adjoint de l'art, il a eu la possibilité de revoir le travail de figures clés de l'art contemporain des années 70 (Judy Chicago) ou 80 (Jean-Michel Basquiat).

Bref, l'homme semble avoir le bagage approprié pour diriger le MAC. Il faut dire que le milieu a longtemps eu sur le cœur le fait que Marcel Brisebois n'avait pas de formation d'historien de l'art.

D'un enthousiasme débordant et d'une grande générosité, le nouveau directeur s'est montré peu loquace quant à ses projets concrets, disant simplement vouloir voir ce qui s'est fait dans le passé (tant côté conservation que diffusion) et corriger, s'il le faut, certaines lacunes.

« J'ai des idées », dit-il, tout en précisant ne pas avoir de passion particulière. Il reconnaît le retour en force de la peinture, est conscient de l'importance de la photographie, veut revoir la place des projections vidéo, mais sans plus. « Je veux avant tout rencontrer les membres de l'équipe et écouter leurs idées. J'aime travailler en équipe. »

Ce qui semble clair dans sa tête, c'est qu'il veut faire du MAC la fierté de tous, un musée ouvert et accessible, avec une grande visibilité extérieure et un rez-de-chaussée animé. Sans tomber dans le populisme, il n'hésite pas à dire qu'il faut « donner le goût aux gens de s'intéresser » au musée.

Marc Mayer ne semble d'ailleurs pas trop s'en faire au sujet des difficultés qui l'attendent. Il confie même avoir « hâte de connaître les pépins ». Il espère pouvoir travailler de concert avec le gouvernement et avec les différents acteurs de la scène artistique (Biennale, Mois de la photo), ne voulant surtout pas entrer en concurrence avec qui que ce soit.

Marcel Brisebois ayant accepté de prolonger (encore) son séjour, le nouveau directeur n'entrera pas en fonction avant septembre. Il rencontrera alors les médias. On en saura peut-être plus sur ses goûts, qu'il qualifie d'« éclectiques ».

VOUS LE MÉRITIEZ BIEN!

Zytco Solarium

VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRÉ
ESTIMATION SANS FRAIS

4940 CHEMIN BOIS-FRANC,
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
514-335-2050
800-361-9232

WWW.ZYTCO.COM

3235717

Pella REMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES

Les journées Pella

Ne bougez pas.

Nous apporterons chez vous notre plus important solde de l'année.

Il suffit d'un seul appel!

Aucun paiement pour 180 jours!*

Réduction de **15%** sur chaque fenêtre et porte-fenêtre rénovation Pella^{MD}*

Appelez, visitez notre magasin ou permettez-nous de vous rendre visite. Demandez une consultation à domicile www.appointment.pella.com.

LE MAGASIN DE PORTES ET FENÊTRES PELLA

5265 SHERBROOKE OUEST
NOTRE-DAME-DE-GRÂCE • 514-331-1055

9704 ROUTE TRANSCANADIENNE • ST-LAURENT • 514-331-1055

1600 MERIVALE ROAD • OTTAWA • 613-727-8080

* Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Voir les détails en magasin. L'installation des produits doit être confiée à des installateurs professionnels. La présente offre ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion spéciale. La réduction s'applique uniquement aux projets de rénovation. Financement offert aux clients admissibles seulement. L'offre prend fin le 29 août 2004. © 2004 Pella Corporation.

LE REGARD DES CONNAISSEURS.

3208680

Hbc NETTOYAGE RÉSIDENTIEL @ la **Baie**

Nettoyage de conduits

Aucun frais cachés!

Un seul prix*
Pour système de chauffage simple et système monozone.

179\$

- AUCUN frais de départ
- AUCUN frais par conduit
- AUCUN frais d'accès

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie par aspiration les conduits d'aération et de ventilation. Il est muni de filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97 % des irritants en suspension dans l'air. Renseignez-vous au sujet de nos filtres électrostatiques et de notre désinfection entièrement naturelle!

Rabais de **75\$** Désinfection entièrement naturelle, nettoyage de la soufflerie et des serpentins. Notre prix ord.: 233\$

Offre valide jusqu'au 3 juillet 2004.

1 800 818-7779
Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1».

Hbc SERVICES À DOMICILE • NETTOYAGE RÉSIDENTIEL
• DÉCORATION INTÉRIEURE
• RÉNOVATION RÉSIDENTIELLE

QUALITÉ-FIABILITÉ-COMMODITÉ

*Services résidentiels seulement. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé. Services non offerts dans toutes les régions.

© Copyright 2003 Compagnie de la Baie d'Hudson

3237851A www.hbc.com

SOLDÉS D'ÉTÉ

JUSQU'À 50% DE RABAIS DANS TOUS LES DÉPARTEMENTS

caban

CABAN.COM

MONTREAL: RUE ST-CATHERINE COIN MCGILL COLLEGE.

3238979A

L'ARGENT, L'ARGENT OÙ PASSE-T-IL?

LA PRESSE AFFAIRES

Tous les jours dans **LA PRESSE**

ACTUEL SI LA TENDANCE SE MAINTIENT...

Tous les jours dans **LA PRESSE**

.com le plus beau jour de leur vie

Profitez de nos tarifs réduits pour voyager aux États-Unis.

Air Canada est le chef de file des bas tarifs aller simple pour toutes les grandes villes américaines.

Bas tarifs Web Tango de tous les jours, aller simple de Montréal à partir de:

94\$ NEW YORK	109\$ WASHINGTON, D.C. BALTIMORE	113\$ CHICAGO	122\$ MIAMI/ORLANDO TAMPA	137\$ PHILADELPHIE
146\$ DALLAS FORT WORTH	155\$ LAS VEGAS/PHOENIX LOS ANGELES	155\$ SAN FRANCISCO PORTLAND, OR/SEATTLE	165\$ HOUSTON	169\$ BOSTON

D'autres tarifs avantageux aussi offerts tout l'été!

Réservez sur aircanada.com et obtenez un mille Aéroplan^{MD} supplémentaire pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis. Ou téléphonez à votre agent de voyages.

aircanada.com
.com c'est pas cher

323783A

Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Les tarifs sont basés sur un aller simple et applicables aux nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant lorsqu'il est applicable, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12\$, ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Séjour minimal de 7 jours. D'autres conditions s'appliquent. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz^{MC}) ou de ZIP^{MC}. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. ^{MD}Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. ^{MC}ZIP est une marque de commerce de Zip Air inc.

ACTUALITÉS

Une nouvelle pièce de 25 cents marque l'anniversaire de l'Acadie

RAYMOND GERVAIS

Afin de souligner le 400^e anniversaire de l'Acadie, la Monnaie royale canadienne lance aujourd'hui une nouvelle pièce commémorative de

25 cents, l'Acadie 1604-2004.

Plus tôt cette année, la Monnaie royale avait marqué le début des célébrations du 400^e anniversaire de l'établissement d'une colonie française sur l'île Sainte-Croix, au large

des côtes du Nouveau-Brunswick, en lançant une pièce de collection de 1 \$ en argent.

La nouvelle pièce de 25 cents est offerte à compter de maintenant dans les institutions financières

d'un bout à l'autre du pays. Elle est la première d'une série de pièces commémoratives qui seront émises au cours de l'année en rapport avec l'histoire acadienne.

Selon Stan Keys, ministre responsable de la Monnaie royale, « l'apport des Acadiens à l'histoire nationale du Canada est immense. Une fois en circulation, chaque pièce de l'Acadie 1604-2004 rappellera aux Canadiens les batailles et les victoires qui ont marqué l'histoire des Acadiens depuis leur arrivée à l'île

Sainte-Croix il y a 400 ans. »

La première pièce, sur laquelle on voit un voilier du 17^e siècle, rappelle l'arrivée des pionniers sur l'île Sainte-Croix, premier chapitre de la fière histoire des 400 ans de langue et de culture françaises au Nouveau Monde. Les racines acadiennes implantées sur l'île Sainte-Croix ont évolué pour former des colonies prospères dans les Maritimes, surtout concentrées au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.

La région de Québec Tu me fais tourner la tête!

Photo: Jean-François Brière



Claude Huot

Hôtel Classique

À partir de
81⁵⁰\$

par personne
pour 2 nuits
occupation quadruple
(basée sur 2 adultes
et 2 enfants)



HÔTEL

Classique

Le Classique du Festival...

L'Hôtel Classique vous offre ce forfait avantageux de 2 nuits d'hébergement dans un hôtel 4 étoiles: piscine intérieure, stationnement intérieur gratuit, 2 restaurants-bars-terrasses branchés et le prestigieux macaron du Festival. Le tout à 12 minutes des activités.

1 800 463-1885

info@hotelclassique.com • www.hotelclassique.com



Parc Aquarium de Québec

Visitez, découvrez et plongez...

Vivez une expédition de la zone boréale jusqu'à l'Arctique. Venez découvrir plus de 3500 spécimens. Observez nos ours blancs, morse et plusieurs espèces de phoques. « Eau » plaisir de vous accueillir!



1 866 659-5264

www.parcaquarium.ca

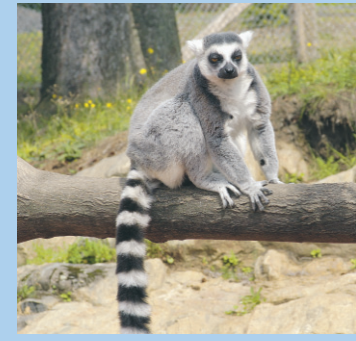
Jardin zoologique du Québec

Offrez-vous le monde!

Admirez ces beautés de la nature: perroquets, kangourous, chats pêcheurs, ours, cerfs de Virginie, chimpanzés et beaucoup plus... Explorez l'immense et fascinante serre exotique. Assistez à la spectaculaire démonstration de vol d'oiseaux.

1 888 622-0312

www.jardinzoologique.ca



8 juillet - Ferland le cœur à la fête
Jean-Pierre Ferland et 300 choristes

9 juillet - Jours de plaines
avec Daniel Lavoie, Bruno Pelletier, Luce Dufault,
Marie-Jo Thério, Luck Mervil et Boom Desjardins



Spectacles
exclusifs au
Festival d'été
de Québec

infofestival.com



www.infofestival.com

1 888 992-5200

du 8 au 18 juillet 2004

Canada

VACANCES
air transatHilton
Québec

Québec

Astérix[®]
et les Romains



Astérix et les Romains

Une exposition où la fiction et la réalité cohabitent joyeusement. Découvrez de magnifiques pièces archéologiques datant de l'empire romain, en compagnie des célèbres personnages de la BD.

Une exposition du Rijksmuseum van Oudheden, Leiden (Pays-Bas), adaptée par le Musée de la civilisation.

Jusqu'au 2 janvier 2005

1 866 710-8031 • (418) 643-2158

www.mcq.org/asterix

Le Musée de la civilisation est subventionné par le ministère de la Culture et des Communications.

www.regiondequebec.com

1 877 BONJOUR, poste 793

Bonjour! Québec

QUÉBEC
Ville et région
TOURISME CONGRÈS

Il y a 400 ans, une odyssee changea le visage du Canada pour toujours.



Cette année marque le 400^e anniversaire de la première colonie française en Amérique du Nord. Quatre cents ans se sont écoulés depuis que Pierre Dugua, sieur de Mons, accompagné de Samuel de Champlain, mettait le cap sur le Nouveau Monde pour y fonder une colonie au nom du roi Henri IV. La lutte héroïque d'un courageux groupe de pionniers du XVII^e siècle pour survivre aux rigueurs de cette nouvelle terre donna naissance au peuple acadien et signala les débuts du Canada moderne.

côte Est avant de découvrir une petite île au confluent de trois cours d'eau dans la baie de Fundy. Sûr de cette île, qu'il nomma Sainte-Croix, le sieur de Mons ordonna à ses hommes de préparer le terrain en vue de l'établissement d'une colonie permanente.



Le sieur de Mons était persuadé que l'île Sainte-Croix était un emplacement qui serait facile à défendre contre les invasions.

L'hiver de 1604-1605.

Son assurance fut de courte durée. Des nuées de moustiques s'abattirent sur les hommes, et leurs récoltes furent brûlées par un soleil impitoyable. Octobre amena le froid et la neige et la rivière se remplit rapidement de glaces flottantes, coupant l'accès à la terre ferme. S'ajoutant aux rigueurs de l'hiver acadien, des pénuries d'eau potable, de vivres et de bois de chauffage mirent la colonie à rude épreuve. À l'arrivée du printemps, presque la moitié des 79 colons avaient perdu la vie. Les survivants déménagèrent dans un endroit plus clément, mais les répercussions historiques de cette aventure continuent de retentir.

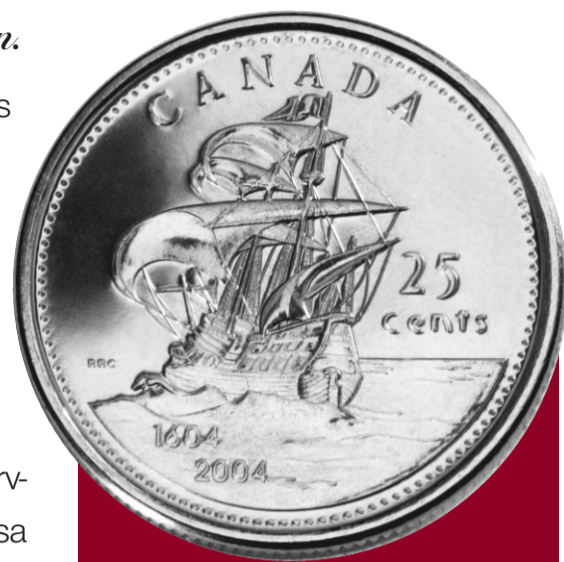
Un riche patrimoine acadien.

Aujourd'hui, des milliers d'Acadiens vénèrent leur ascendance et leur riche patrimoine historique. L'odyssée des pionniers de l'île Sainte-Croix a pris place dans la légende, celle de la survivance d'un peuple tenace qui a conquis l'adversité pour prospérer et préserver sa culture, ses traditions et sa joie de vivre.

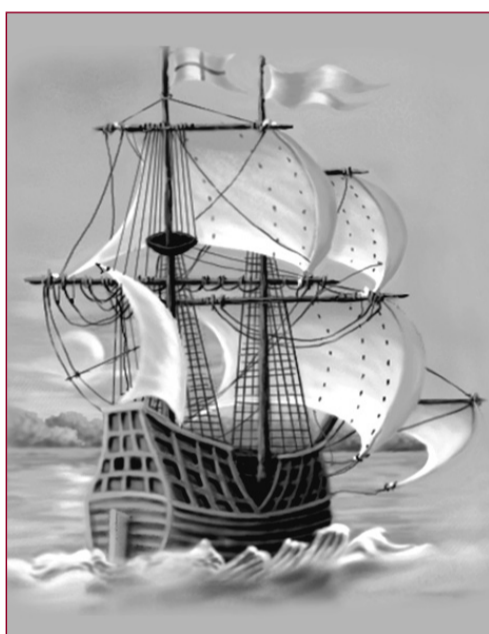
Une pièce de monnaie commémorative.

Les colons de l'île Sainte-Croix furent les précurseurs d'une longue lignée de pionniers venus de tous les coins du monde qui ont fait du Canada leur terre d'élection. Pour commémorer l'esprit d'aventure des vaillants pionniers européens, et de tous ceux qui ont ensuite marché dans leur foulée, la Monnaie royale canadienne est fière de mettre en circulation une pièce de 25 cents commémorant le 400^e anniversaire de la première colonie française en Amérique du Nord, à l'île Sainte-Croix. Créatrice par excellence de souvenirs durables du patrimoine canadien, de ses valeurs et de ses hauts faits, la Monnaie est heureuse d'aider à commémorer cette odyssee.

Notre identité, notre réalité...



Recherchez cette pièce de circulation de 25 cents de la Monnaie royale canadienne dans votre menue monnaie et collectionnez-la comme souvenir du 400^e anniversaire de la première colonie française en Amérique du Nord, à l'île Sainte-Croix.



Cette gravure d'un voilier du XVII^e siècle, l'un des cinq qui ont traversé l'Atlantique au printemps de 1604, orne l'une des faces de la nouvelle pièce de circulation de 25 cents du 400^e anniversaire.

La découverte d'une île.

Champlain et le sieur de Mons explorèrent une grande partie de la

Procurez-vous vos pièces de monnaie commémoratives du 400^e anniversaire sans tarder.



Dollar éprouve numismatique 2004 en argent

Présenté dans un élégant écrin, ce dollar 2004 en argent pur reflète un superbe fini éprouve numismatique (relief givré sur champ brillant) et porte un double millésime « 1604-2004 ». Il est accompagné d'un certificat d'authenticité.



Dollar brillant 2004 en argent

Superbement frappée en fini brillant (relief brillant sur champ brillant), cette pièce est ornée du même motif que celui du dollar en argent éprouve numismatique.



Ensemble éprouve numismatique 2004

Une présentation digne du dollar en argent éprouve numismatique. Il est entouré de la version éprouve numismatique de toutes les pièces de monnaie de circulation canadienne.

En vente à la Monnaie royale canadienne, chez les marchands de pièces, aux comptoirs de Postes Canada et dans les magasins La Baie.



MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ROYAL CANADIAN MINT

www.monnaie.ca

1 800 267-1871

DIRECTEMENT DE L'IMPORTATEUR

Grande vente de meubles en rotin et en teck

(aussi en osier synthétique)

Vaste sélection pour l'intérieur et extérieur



Grandes réductions jusqu'à 70 %

INFLUENCE

sur des collections de meubles en rotin haut de gamme (seulement au centre de liquidation à Saint-Hubert)

ROTIN ET TECK

8493, boul. Décarie, Mont-Royal, sortie Jean-Talon
3919, boul. Taschereau, Saint-Hubert (Centre de liquidation)
3705, autoroute des Laurentides (A-15), Laval, sortie 10
1375, boul. Charest Ouest, local 1, Québec

Tél. : (514) 734-2801
Tél. : (450) 445-8678
Tél. : (450) 681-8443
Tél. : (418) 686-1121

Les heures d'ouverture : lun., mar. et merc. 10 h à 18 h • Jeu. et ven. 10 h à 19 h • Sam. 10 h à 17 h • Dim. 12 h à 17 h (seulement à Laval)

www.influence.ca

ACTUALITÉS

Le défunt incinéré trop tôt: une poursuite de 55 000 \$

CHRISTIANE DESJARDINS

Les proches de Maurice Lachance qui comptaient se recueillir sur sa dépouille au salon funéraire se sont plutôt retrouvés devant des cendres. Pour ajouter à leur désarroi, l'urne n'était pas celle que le défunt avait choisie.

Amèrement déçue de ces obsèques, la famille vient d'intenter une poursuite de 55 000 \$ contre la maison funéraire Les Espaces Memoria, à Montréal.

Maurice Lachance est mort à 50 ans, le 24 novembre 2003, à l'hôpital Cité de la Santé, à Laval. Dans les documents déposés cette semaine au palais de justice de Montréal, Chantal Lachance et Lorraine Lachance, respectivement fille et mère du défunt, racontent qu'il avait signé un contrat de préarrangements funéraires en 1988. Étaient incluses dans ce contrat la rencontre au crématorium, une urne et l'inhuma-

tion, pour la somme de 1000 \$. Quelques mois plus tard, M. Lachance a décidé de changer d'urne et déboursé les 183 \$ requis par la maison funéraire.

Le jour du décès de M. Lachance, la famille se présente au salon funéraire et remplit le contrat. Le défunt doit être exposé à cercueil ouvert le samedi 29 novembre, entre 14 h et 16 h. L'employé du salon demande alors à la famille de lui envoyer une belle photo du défunt ainsi que des vêtements pour l'habiller. Le lendemain, la fille de M. Lachance apporte ces effets au salon. Plus tard cette journée-là, alors qu'elle est de retour chez elle, on la prie de se rendre d'urgence à la maison funéraire. On l'avise alors que son père a été incinéré par erreur dans la journée. Il n'y a plus grand-chose à faire d'autre que d'accepter ce changement de programme.

Cette première déception sera

toutefois suivie d'une autre, le jour de l'exposition, allègent les deux femmes. En pénétrant dans le salon, la mère du défunt s'effondre en larmes en constatant que l'urne exposée n'est pas celle de son fils. « Ne faisant qu'amplifier les ennuis des demandereses, les préposés de la maison funéraire, en changeant l'urne de M. Lachance, ont omis d'en changer la plaque correspondante », écrit-on dans la poursuite.

S'estimant doublement lésées par ces péripéties, les deux femmes réclament des dommages moraux et exemplaires à la maison funéraire. Elles n'ont pu se recueillir sur la dépouille, ce qui constituait pour elles un rituel permettant d'accepter et de vivre plus aisément le deuil. D'autre part, à cause de la méprise de l'urne, elles se demandent encore aujourd'hui si la nouvelle urne contient bien les cendres de l'être cher.

Un jeune Afghan espère obtenir au Canada l'opération qui lui sauvera la vie

PRESSE CANADIENNE

KABOUL – Un médecin canadien accompagnera la semaine prochaine un enfant afghan et son père à Ottawa, où des chirurgiens cardiaques espèrent pouvoir l'opérer et lui sauver la vie.

Djamshid Djan Popal, 9 ans, se trouvait toujours hier dans un hôpital de Kaboul où des médecins afghans faisaient de leur mieux, malgré leurs ressources limitées, pour le maintenir dans un état stable et le préparer au plus important voyage de sa vie. Des mé-

decins canadiens ont déterminé que le garçon pourrait continuer à vivre encore un ou deux mois sans subir l'opération qui corrigera une malformation cardiaque congénitale, impossible à guérir dans son pays. « J'avais abandonné tout espoir, a dit son père reconnaissant, Shafiullah Djan Popal, un fermier originaire d'un petit village isolé, à trois heures de voiture de Kaboul, la capitale. Il y a un an, les médecins m'avaient dit qu'il mourrait s'il restait en Afghanistan. » Et aux médecins militaires canadiens,

aux donateurs et au principal commanditaire de ce voyage qu'il n'a jamais rencontré, Saddique Khan, de Hamilton, M. Popal a dit : « Je ne sais pas comment vous remercier. Je ne sais pas comment répondre à l'honneur que vous m'avez fait. »

Les médecins d'un hôpital ontarien ont accepté d'effectuer bénévolement les tests qui permettront d'établir un diagnostic et, si possible, d'effectuer l'opération qui corrigera le problème du garçon, dont les jours sont comptés.

Saddique Khan, un Canadien d'origine pakistanaise qui a reçu sa citoyenneté il y a moins de trois ans, a investi une importante somme de son propre argent et il a sollicité la communauté musulmane de Hamilton pour qu'elle soutienne la cause du petit Djamshid. Le garçon et son père arriveront au Canada le 1^{er} juillet.

La villégiature à seulement 30 minutes de Québec

Mont-Sainte-Anne

FAMClub vacances

Pendant que les parents s'évadent en montagne, jouent une partie de golf ou profitent d'un repos mérité, l'équipe de « Dynamiques Animateurs » propose une grille d'activités aux enfants de 4 à 17 ans. Le Fam Club Mont-Sainte-Anne, une formule animée pour des vacances inoubliables!

Le forfait comprend:

- 2 nuits d'hébergement,
- 2 jours d'activités au Fam Club +,
- 40\$ Villégiature Mont-Sainte-Anne, échangeables aux établissements participants.

À partir de **127\$** **** **136\$** 50\$

Par jour, en occupation familiale (2 adultes et 2 enfants). Disponible entre le 28 juin et le 28 août, certaines conditions s'appliquent.

1 888 827-3434 • www.famclub.net

ILS BRILLENTPARMI LES MEILLEURS!

L'ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

L'Ordre national du Québec constitue la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec.

Il met en lumière les réalisations et l'excellence de citoyens du Québec.

Le 23 juin dernier, à la salle du Conseil législatif de l'Hôtel du Parlement, à Québec, le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, remettait l'insigne de l'Ordre national à trente-trois personnalités qui, par la ferveur de leur engagement, ont contribué de façon remarquable au prestige et au rayonnement du Québec.

À tous et à toutes, félicitations!



Grands officiers

Officiers

Chevaliers



Lise Bacon



Jeanine C. Beaubien



Serge Joyal



Jean-Pierre Perreault à titre posthume



Jean-Charles Chebat



Stephen A. Jarislowsky



Philippe Latulippe



Ginette Reno



Claire L'Heureux-Dubé



Francesco Bellini



Jean-Paul L'Allier



Jean-Marie Roy



Jean G. Dumesnil



Pierre-Jean Jeanniot



Louise Lévesque



Serge Savard



Bernard J. Shapiro



André Chagnon



Jeanne Larocque Blackburn



François Tavenas à titre posthume



Pierre Ferron



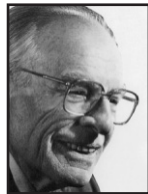
Marie Laberge



Judes Poirier



Raymond St-Cyr



Marcel Trudel



Richard Drouin



Margaret Lock



Jean-Marie Toulouse



Samuel O. Freedman



Jacques Languirand



Gil Rémillard



Armand Vaillancourt



Jean Gaulin

Pour soumettre une candidature à l'Ordre national du Québec, veuillez consulter le site Internet www.mce.gouv.qc.ca/ordre



EN BREF

Meurtre: triple condamnation

Entérinant la suggestion commune de la Couronne et de la défense, le juge Claude Parent a imposé hier des peines de prison de sept et 10 ans à trois jeunes hommes qui ont plaidé coupables à une accusation réduite d'homicide involontaire. La victime, José Silveira, ingénieur à la retraite de 67 ans, a été tué d'une balle à la bouche dans sa résidence de Pierrefonds, le 19 septembre dernier. Les trois accusés, David Langlais, 22 ans, Donald Fernandes, 19 ans, et Raphaël Gopie, 19 ans, voulaient détrousser le sexagénaire de sa collection d'armes dans l'espoir de les revendre 1000 \$. Gopie, qui s'est pointé au domicile de Silveira avec une jeune femme pour accomplir le vol, a paniqué quand la victime a voulu refermer sa porte. Il a tiré et tué M. Silveira. Il a été condamné à 10 ans de prison. Langlais, qui connaissait la victime et avait eu l'idée du vol, a écopé sept ans, tout comme Fernandes.

Beau-père accusé de meurtre

Le beau-père d'une fillette de 2 ans et demi morte dans des circonstances nébuleuses, a été accusé de meurtre prémédité hier au palais de justice de Joliette. Steve Marchand, âgé de 20 ans, avait été arrêté, jeudi, à Saint-Michel-des-Saints, dans Lanaudière, relativement au meurtre de la petite Shade Durand, survenu le 13 juin. Le suspect avait la garde de l'enfant pendant que la mère était au travail. L'autopsie a révélé que la fillette avait été battue. Steve Marchand, qui n'a pas d'antécédents judiciaires, devra revenir devant le tribunal le 2 juillet pour la communication de la preuve.

Presse Canadienne

La Saint-Jean : 10 arrestations

Les célébrations de la Fête nationale ont donné lieu à une dizaine d'arrestations, à Montréal et Laval. À Montréal, cinq personnes ont été arrêtées en rapport avec les grandes fêtes, dont une pour voies de fait sur un agent de la paix. Deux personnes ont été arrêtées pour avoir contrevenu aux règlements municipaux, une pour grossière indécence et une autre pour avoir troublé la paix. Au parc Maisonneuve, où un grand spectacle était présenté, l'endroit a été libéré vers 1 h 15, la pluie ayant aidé à l'évacuation rapide. Pendant ce temps, à Laval, cinq autres arrestations ont été effectuées, principalement pour méfait ou bris de condition.

Presse Canadienne

Gare aux sucettes

Santé Canada avise le public de jeter immédiatement les sucettes de marque BABY/BÉBÉ achetées dans un magasin Dollarama. Le Laboratoire de la sécurité des produits de Santé Canada, qui a testé la sucette récemment, a constaté qu'elle n'est pas conforme aux normes canadiennes de sécurité. Durant des essais, la tétine et l'anneau de plusieurs sucettes se sont détachés. Un bébé ou un jeune enfant pourrait donc s'étouffer ou en avaler un morceau. La sucette est munie d'une garde en forme de coeur illustrant huit thèmes différents : football, baseball, basketball, soccer, orange, fraise, raisin ou citron. Dollarama ne vend plus ces sucettes, mais quelque 149 000 ont été vendues au Canada avant ce rappel. Avant de jeter le produit, on conseille de le détruire en coupant la tétine avec des ciseaux. On peut obtenir plus de renseignements au 514-283-5488.



Tous les jours dans LA PRESSE

Trois blessés graves poursuivent la police de Laval

Ils lui reprochent de ne pas avoir pris au sérieux le cas d'un policier de la GRC devenu fou

CHRISTIANE DESJARDINS

Trois jeunes hommes qui ont manqué périr sous les balles d'un policier de la GRC devenu fou, Jocelyn Hotte, réclament 1,7 million de dollars à la police de Laval.

Pierre Mainville, 31 ans, Hugues Ducharme, 33 ans, et David Savard, 31 ans, allèguent que les policiers de Laval ont mal fait leur travail en ne prenant pas assez au sérieux l'appel de détresse que l'ex-conjointe du policier Hotte leur avait fait, cinq jours avant le drame. Dans la soirée du 23 juin 2001, sur l'autoroute 13, le policier Hotte a pris en chasse la voiture de son ex-

conjointe, Lucie Gélinas, dans laquelle se trouvaient aussi Mainville, Ducharme et Savard. Tous quatre s'en allaient fêter la Saint-Jean à Montréal.

Roulant à vive allure, Hotte, 45 ans, a embouti la voiture de Mme Gélinas plusieurs fois avant de se mettre à tirer avec son arme de service sur tous ceux qui se trouvaient à l'intérieur de l'auto. Mme Gélinas, 37 ans, est morte, tandis que ses trois passagers ont été gravement blessés.

À l'issue de son procès, Jocelyn Hotte a été déclaré coupable du meurtre de Mme Gélinas ainsi que de tentatives de meurtre sur ses trois passagers ; il a été condamné à

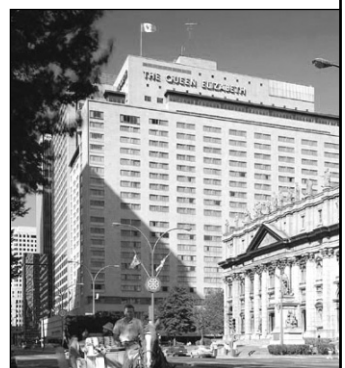
la prison à vie. Mainville est désormais cloué à un fauteuil roulant, une balle l'ayant atteint à la colonne vertébrale. Ducharme, atteint à plusieurs endroits, dont à la mâchoire, a dû subir des reconstructions du visage, et Savard, atteint à un bras, a perdu de la mobilité. Aucun n'a pu reprendre son emploi depuis.

Quelques jours avant le drame, soit le 18 juin 2001, Mme Gélinas avait composé le 911 pour se plaindre du harcèlement de Hotte. Celui-ci n'acceptait pas la rupture, après six ans de fréquentation. Deux policiers se sont rendus chez Mme Gélinas pour prendre sa déposition, mais ils sont repartis en

classant l'appel comme « non fondé ». Mme Gélinas hésitait à déposer une plainte officielle, de crainte de nuire à la carrière de Hotte dans la police. Cependant, elle leur a mentionné que Hotte l'espionnait, la harcelait, qu'il avait connu des épisodes de dépression, qu'il avait une arme de service, qu'il était tireur d'élite dans la GRC et qu'il venait de la menacer de mort. Les trois jeunes hommes soutiennent que les policiers de Laval ont été négligents en repartant sans rien faire. Mainville réclame 770 500 \$, tandis que Ducharme et Savard demandent chacun 450 000 \$, dans une poursuite commune déposée à Montréal.



Fairmont Le Château Frontenac, Québec



Fairmont Le Reine Elizabeth



Fairmont Tremblant, Mont-Tremblant

SI VOUS AVEZ ATTENDU L'ÉTÉ TOUT L'HIVER, N'ATTENDEZ PAS UNE MINUTE DE PLUS POUR PROFITER DE CETTE OFFRE SPÉCIALE.

Pour un temps limité, lorsque vous profitez de nos forfaits Couette et Café avantageux, vos enfants de 12 ans et moins déjeunent avec vous gratuitement. Réservez et séjournez avant le 31 août et laissez les Hôtels Fairmont faire de votre été le plus mémorable qui soit.

RÉSERVEZ VOTRE FORFAIT COUETTE ET CAFÉ ET LAISSEZ-NOUS OFFRIR À VOS ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS UN PETIT-DÉJEUNER

GRATUIT.

HÔTELS *Fairmont*

Une histoire de cœur

Téléphonez au 1 888 270 5455 ou à votre agent de voyages.

www.fairmont.com

PROFITEZ DE FORFAITS COUETTE ET CAFÉ AVANTAGEUX DANS TOUS NOS ÉTABLISSEMENTS CANADIENS INCLUANT :

Hôtels :			Centres de villégiature :		
Montréal	Fairmont Le Reine Elizabeth	à partir de 289 \$	La Malbaie	Fairmont Le Manoir Richelieu	à partir de 269 \$
Ottawa	Fairmont Château Laurier	à partir de 259 \$	Montebello	Fairmont Le Château Montebello	à partir de 279 \$
St-Jean	The Fairmont Newfoundland	à partir de 307 \$	Mont-Tremblant	Fairmont Tremblant	à partir de 249 \$
Toronto	The Fairmont Royal York	à partir de 279 \$	Québec	Fairmont Le Château Frontenac	à partir de 345 \$
			St. Andrews	The Fairmont Algonquin	à partir de 259 \$

Le tarif des forfaits Couette et Café est calculé par chambre, par nuit, pour une chambre de catégorie Fairmont pour deux personnes et est assujéti à la disponibilité. Le service est inclus. Taxes en sus. Les enfants de 17 ans et moins séjournent gratuitement lorsqu'ils occupent la même chambre que l'adulte qui les accompagne. Le petit-déjeuner gratuit est offert pour les enfants de 12 ans et moins. L'offre de petit-déjeuner peut être honorée dans certains points de services alimentaires désignés. Certaines restrictions s'appliquent. Une réservation à l'avance est nécessaire. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Ne s'applique pas aux groupes. Offre valide dans tous les établissements canadiens du 24 juin au 31 août 2004.

BIGRAS & ses chœurs
« LIVE »

Le samedi 26 juin - 19h00

sur La scène



et visitez le BISTRO SAO



au site olympique de Bromont
Sorties 74 et 78 de l'autoroute 10



ACTUALITÉS

Les automobiles Popular inc.
Le Volkswagen du Plateau

Vente - Vente - Vente

L'été vous sourit
TOUT EST À VENDRE




LA RÉFÉRENCE VOLKSWAGEN
Votre concessionnaire sur le plateau depuis 1952

Étes-vous fait pour Volkswagen?

Ouvert de 9 h à 21 h du lundi au vendredi
www.popularvw.com

Popular MONTREAL

5441, rue Saint-Hubert, Montréal • (514) 274-5471

TRANSPORT AÉRIEN

Les agents de bord refusent de passer de 40 à 50 passagers

« Ce serait un trop grand risque », plaident-ils

MALI ILSE PAQUIN

Les agents de bord accusent Transports Canada de vouloir réduire leur nombre lors des vols commerciaux. Avec cet amendement, qui a été l'objet d'audiences publiques en avril, le nombre de passagers par agent passerait de 40 à 50. Prospectus à la main, des dizaines d'employés d'Air Canada et Air Transat ont tenté hier matin de rallier les voyageurs à leur cause à l'aéroport Montréal-Trudeau.

Pour les agents de bord, augmenter le nombre de passagers sous leur responsabilité est risqué. D'autant que la violence à bord des avions fait les manchettes depuis quelques années, rappelle Suzanne St-Jean, porte-parole du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui représente 8000 travailleurs du transport aérien.

« Notre rôle pour assurer le bien-être des clients et de l'équipage augmente d'année en année, précise-t-elle. Nous sommes

devenus des professionnels de la sécurité! Transports Canada a même demandé que notre formation annuelle comporte un volet pour désamorcer une attaque terroriste. Qu'il envisage de changer ce ratio, qui date de 1979, est insensé! »

« Quarante personnes, c'est déjà beaucoup! Une dizaine de plus, c'est autant de vies qui s'ajoutent à notre responsabilité! »

Du côté de Transports Canada, on se fait avare de commentaires. « Nous étudions cette option, se contente de répondre la porte-parole, Lucie Vignola. Nous ne savons pas si ou quand le ratio pourrait changer. Ce ne sera certainement pas avant deux ou trois mois. »

Pour sa part, Warren Everson, de l'Association du transport aérien du Canada, a rappelé que le scénario envisagé est la norme internationale. « Si c'est bon pour les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, pourquoi est-ce que ça ne le serait pas pour ici? Une étude que nous avons commandée a d'ailleurs révélé qu'un tel changement ne compromettrait pas la sécurité des vols. Les économies occasionnées par ce changement donneraient un bon coup de pouce à l'industrie aérienne, qui est mal en point. »

Avril Poulin, agente de bord à Air Canada, sait ce que c'est que d'avoir une cinquantaine de têtes à sa charge. Elle en a fait l'expérience plus d'une fois sur un *Regional Jet*, qui compte seulement 50 sièges. « Quarante personnes, c'est déjà beaucoup! Une dizaine de plus, c'est autant de vies qui s'ajoutent à notre responsabilité! Advenant une urgence, c'est encore plus stressant. »

Fido se surpasse : les appels entrants sont illimités.

Forfait Appels entrants illimités

- > Appels locaux entrants illimités
- > Messages instantanés, images et textes entrants illimités
- > 100 minutes de jour, en semaine
- > 1000 minutes soirs et week-ends

25\$ par mois

Cette offre se termine le 30 juin.

fido

Achetez sur fido.ca ou en composant le 1 888 481-FIDO.

Promotion d'une durée limitée offerte avec toute nouvelle activation, avec ou sans Entente Fido®. Les appels entrants sont illimités s'ils sont reçus à l'intérieur de la zone de couverture numérique de Fido. Des frais d'itinérance et d'interurbain peuvent s'appliquer. Les messages textes entrants illimités ne comprennent pas les messages textes provenant du service de Messagerie texte du site fido.ca. Le service de Messagerie image peut être utilisé uniquement entre abonnés Fido; appareil compatible MMS requis. Des frais de transmission de données s'appliquent aux messages images reçus en itinérance aux États-Unis ou à l'étranger. Frais d'accès au réseau et autres frais applicables non compris. Sujet à la politique d'utilisation équitable de Fido. Détails en magasin. Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

LES MAGASINS

- 1004, rue Sainte-Catherine Ouest
- Carrefour Angrignon
- Carrefour Laval
- Centre Rockland
- Place Versailles
- Place Rosemère
- Centre Fairview Pointe-Claire
- Carrefour du Nord, Saint-Jérôme
- Mail Champlain
- Les Promenades St-Bruno
- Les Galeries d'Anjou
- Centre Eaton

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Montréal :

LA CABINE
TÉLÉPHONIQUE

BRAULT
MARTINEAU

Positive
ÉLECTRONIQUE

KIOSQUE
Place Longueuil

FUTURE SHOP

FOXCOM

B
MOBILE

TelePlus

ZONE MOBILE

MONDE

La coalition montre les dents à Falloujah

Pendant qu'éclatent les bombes, l'opinion américaine se met à contester cette guerre

D'APRÈS AFP et AP

BAGDAD — Alors qu'un nouveau sondage suggère qu'une majorité d'Américains voit désormais l'invasion de l'Irak comme une erreur, les forces de la coalition montraient les dents hier, l'armée américaine bombardant la ville de Falloujah pour venir à bout d'un repaire présumé de combattants liés à Abou Moussad al-Zarqoui.

Il s'agissait de la troisième frappe en deux jours contre le réseau du terroriste jordanien d'Al-Qaeda qui, après avoir revendiqué les attaques meurtrières de jeudi, a souligné son intention de défendre le bastion sunnite dans une vidéo diffusée par la chaîne arabophone Al-Arabiya.

L'armée américaine a pour sa part prévenu qu'elle agirait « quels que soient le lieu et le moment où (elle trouverait) des éléments du réseau Zarqoui », soupçonné de vouloir à présent attaquer Bagdad.

Bien que la coalition assure opérer sur la foi de nombreux renseignements, des habitants de Falloujah sont convaincus qu'elle a simplement trouvé un prétexte pour attaquer leur cité, où elle rencontre une forte résistance depuis avril.

Le gouvernement intérimaire irakien, qui estime que les étrangers sont les premiers visés par la violence, affichait à Bagdad la même fermeté. « Le temps de la confrontation est venu », a lancé le ministre de la Défense Hazem Shaalan. Le vice-président Ibrahim al-Jaafari envisage d'ailleurs de prendre des mesures d'urgence ou de décréter la loi martiale, au moins dans certaines zones, si la situation devenait critique.



PHOTO AFP

Sous la direction d'un cheikh extrémiste, de jeunes Irakiens étudiaient le Coran cette semaine dans la ville sunnite de Falloujah, où les forces de la coalition poursuivaient hier une offensive musclée. Le cheikh utilise les traces de balles laissées sur la mosquée qu'il chapeaute pour inciter ses élèves à haïr les Américains.

Elle restait tendue à Mossoul, dans le nord, où 62 personnes ont été tuées jeudi, et où les policiers étaient très présents. Ailleurs, de nouvelles violences maintenaient la pression. Un policier irakien a été tué et un autre blessé par une bombe antipersonnel à Bagdad, et dans le sud, trois obus de mortier ont explosé près d'un oléoduc. Deux corps étetés ont par ailleurs été retrouvés à Kirkouk.

Sur fond de violence, le président américain George W. Bush devait arriver hier soir à Dublin pour un court sommet avec l'Union européenne, où des milliers de personnes opposées à sa politique irakienne ont manifesté, avant de se rendre à Istanbul au début de la semaine prochaine pour un sommet de l'OTAN.

À la veille du transfert officiel de souveraineté à Bagdad, les États-

Unis vont tenter d'arracher à leurs alliés une implication, même symbolique, de l'organisation en Irak malgré les réserves de la France et de l'Allemagne.

L'administration Bush assiste parallèlement à une montée d'insatisfaction sur la question irakienne au sein de l'électorat américain. Selon un nouveau sondage Gallup réalisé pour la chaîne CNN et le quotidien USA Today, 54 % des Américains

interrogés pensent désormais que la guerre était une erreur. Ils n'étaient que 41 % au début du mois de juin.

De même, plus de la moitié des personnes interrogées estiment que le conflit irakien a rendu les États-Unis moins sûrs en matière de terrorisme alors que le président Bush s'évertue à répéter le contraire sur toutes les tribunes.

Par ailleurs, 31 experts de l'ONU en matière de droits de l'homme ont exhorté hier les États-Unis et d'autres gouvernements détenant des terroristes présumés à donner accès à leurs centres de détention à des observateurs de l'organisation internationale.

Dans un communiqué commun, ils ont notamment réclamé un accès total aux prisons en Irak et en Afghanistan ainsi qu'à celle de la base de l'armée américaine à Guantanamo, à Cuba. Le Comité international de la Croix-Rouge est pour l'instant le seul organisme indépendant à pouvoir accéder à ces lieux de détention.

Les auditions préliminaires au procès d'une soldate américaine accusée d'avoir posé à côté du cadavre d'un détenu irakien dans la prison d'Abou Ghraïb ont par ailleurs apporté un nouveau témoignage suggérant que des hauts gradés étaient au courant des sévices infligés dans ce pénitencier.

L'administration américaine soutient que les sévices relevés dans ce centre de détention découlent du dérapage de simples soldats alors que plusieurs documents révélés par les médias témoignent du recours à grande échelle dans les prisons militaires à des pratiques d'interrogatoire contraires aux Conventions de Genève.

Moore dans la tête de George W. Bush

Ce sont d'abord les adversaires du président qui se précipitent aux salles pour voir *Fahrenheit 9/11*



ALEXANDRE SIROS
WASHINGTON

Les liens entre Hollywood et le monde politique aux États-Unis sont bien connus. Rarement, toutefois, voit-on des représentantes du Parti démocrate bourdonner en face des cinémas pour solliciter des dons.

C'était le cas hier devant le cinéma Avalon, une coquette salle de repertoire située dans le nord de Washington. On y présentait le plus récent film de l'ineffable Michael Moore, *Fahrenheit 9/11*, qui prenait l'affiche aux États-Unis dans un nombre record de salles pour un documentaire.

C'est que la parution du film de Moore se veut un événement politique d'envergure. Les Améri-

cains font la queue avec enthousiasme pour avoir la chance de le voir, comme ils l'ont fait il y a quelques jours pour mettre la main sur le livre de Bill Clinton.

Si ça se trouve, bon nombre d'Américains qui ont acheté la biographie de l'ancien président seront parmi les spectateurs du film de Moore. À discuter hier avec les fervents amateurs qui s'étaient empressés d'acheter des billets pour la première séance publique du film dans la capitale américaine, on se rendait compte que le cinéaste prêche pour l'instant au convertis. À ceux qui ont déjà une dent contre George W. Bush.

« C'est un excellent film. J'aimerais qu'il soit projeté dans un plus grand nombre de cinémas pour que plus de gens voient ce qui se passe dans notre pays et constatent le cynisme de l'administration Bush », a déclaré Darnelle Sneeb, une afro-américaine quinquagénaire qui travaille dans le secteur des ressources humaines.

Mme Sneeb se décrit comme une électrice indépendante, mais elle ne porte clairement pas l'actuel président américain dans son coeur. « Il y a beaucoup de gens qui croient que parce qu'il est chrétien, c'est un bon leader », mais ce n'est pas le cas, précise-t-elle, estimant que le documentaire en fait la preuve.

Marie Williams, une quinquagénaire à la retraite qui l'accompagnait, partageait entièrement cet avis, soulignant qu'elle et son amie sont chrétiennes et s'opposaient à la guerre en Irak dès le départ. « Ils sont allés là sans la bénédiction des Nations unies, comme si c'était une grande urgence. Je ne suis pas contre la guerre si c'est nécessaire mais je suis contre cette guerre et la façon dont ils l'ont faite », a-t-elle dit.

Steven Banker, un retraité âgé de 70 ans, était encore plus catégorique. Se disant « très anti-Bush », il a qualifié de « renversant et impressionnant » le documentaire. « Si des indécis voient ce film, je ne vois pas comment il

est possible de réélire Bush. C'est un film puissant », a-t-il déclaré.

La seule façon pour Moore d'avoir un impact sur l'issue du scrutin présidentiel de novembre sera effectivement de réussir à convaincre les Américains qui ne sont pas déjà de fidèles démocrates d'aller voir son film. Le fait qu'il soit présenté dans plus de 800 salles d'un bout à l'autre des États-Unis (trois fois plus que le nombre record d'écrans pour son documentaire précédent) pourrait potentiellement contribuer à diversifier son auditoire.

Si républicains et indécis boudent le film, Moore pourra toujours se consoler en se disant qu'il aura encore une fois soulevé la controverse et provoqué de nombreux débats. Même George Bush père a affirmé que le documentaire se veut une « attaque personnelle vicieuse » contre son fils.

Pour l'instant, donc, les républicains prennent la menace Moore au sérieux. L'organisation conservatrice Citizens United s'appête

à lancer une campagne de pub contre le documentaire. Un autre groupe conservateur intimiderait des propriétaires de salles pour qu'ils cessent de diffuser le film.

Qui plus est, Moore est dans la mire de la Commission électorale fédérale. Après avoir reçu des plaintes de la part de républicains, l'organisme pourrait interdire la publicité pour *Fahrenheit 9/11* après le 30 juillet. Ce qui n'empêchera pas le cinéaste de continuer à dénigrer le président américain dans les grands médias de son pays.

Moore en a encore eu l'occasion cette semaine sur les ondes du réseau CBS. Critiqué pour avoir suggéré, dans son film, ce à quoi Bush pensait le 11 septembre 2001 lors des attaques terroristes, il a su tourner la situation à son avantage. « C'est de la satire, a-t-il répliqué. Les pensées que je lui mets dans la tête, c'est mon humour. En fait, je pense même qu'il est très généreux de présumer qu'il y avait des pensées dans sa tête. »

Salma Yaqoob parcourt le monde pour dénoncer la guerre

CAROLINE TOUZIN

Salma Yaqoob s'est juré de ne jamais se taire devant l'injustice. Jeune mère de trois enfants, étudiante au doctorat en psychologie et musulmane pratiquante, elle est devenue une véritable leader du mouvement antiguerre en Angleterre.

La femme de 32 ans arborait un sourire timide et des traits quelque peu tirés, hier, lorsque *La Presse* l'a rencontrée lors de son passage à Montréal. Et pour cause : elle est au pays depuis mercredi et elle a déjà donné des conférences à Toronto et à Ottawa à l'invitation de différents groupes antiguerre. Hier soir, elle en donnait une à Montréal. Ensuite, ce sera Brooklyn et Manhattan. Tout cela en moins de deux semaines.

Son plus jeune enfant, Aslan, qui n'a pas encore 2 ans, la suit dans son périple et... dans toutes

les manifestations. « C'est un vrai bébé antiguerre, s'exclame-t-elle. J'ai eu mes premières contractions quand je prononçais un discours devant un million de personnes à Londres, le 28 septembre 2002. » Elle a tenu à terminer son discours pour finalement accoucher quelques heures plus tard.

Elle prend un air triste lorsqu'elle raconte comment elle en est venue à prendre les rues d'assaut pour promouvoir la paix. « Peu de temps après le 11 septembre 2001, je me promenais au centre-ville de Birmingham quand un homme m'a craché dessus. Personne n'a réagi. C'est ce qui m'a le plus insultée. Je n'avais jamais vécu une telle manifestation de racisme, alors que je vis dans cette ville depuis que j'ai 1 an », raconte-t-elle.

Mme Yaqoob s'est fait élire comme présidente de la coalition *Stop*

the war à Birmingham, l'une des plus grandes villes d'Angleterre, quelques mois plus tard. Elle s'est aussi présentée comme candidate aux élections européennes du 10 juin dernier sous la bannière de la nouvelle coalition *Respect — the Unity Coalition*. Elle a terminé deuxième au premier tour des élections et troisième au deuxième tour dans sa circonscription.

Respect a récolté 2 % des suffrages au pays en faisant campagne contre la guerre en Irak et les privatisations. Ce mouvement a été formé en janvier 2004 entre autres par George Galloway, député exclu du Parti travailliste de Tony Blair pour son opposition à la guerre en Irak.

« Nous croyons que d'avoir présenté des candidats dans toutes les circonscriptions du pays, c'est déjà une victoire. (...) Notre campagne a véritablement commencé en mars, sans publicité, juste par

du bouche à oreille », explique la militante.

Elle soutient comme plusieurs analystes politiques que le mouvement antiguerre est responsable de la perte de près de 500 sièges des travaillistes dans les 166 conseils locaux où le tiers des électeurs devaient choisir quelque 6000 représentants le 10 juin dernier.

Mme Yaqoob a été et est encore courtisée par différents partis en raison, croit-elle, de ses croyances musulmanes. « Les grands partis ne veulent pas perdre le vote des musulmans, sauf que moi je refuse d'être le visage musulman d'un parti (...) Je veux influencer le programme politique », lance-t-elle, pendant qu'Aslan revendique de la nourriture à grands coups de poing sur la table.

Elle tient à faire passer un message d'espoir durant sa tournée

de quelques villes canadiennes et américaines : « Les gens sont vraiment désillusionnés par les politiciens, mais pas par la politique. Sinon, on n'aurait pas eu des millions de personnes de par le monde à nos manifestations antiguerre. »

La dame prend l'exemple de l'Angleterre pour dénoncer le « déficit démocratique » contre lequel elle invite les gens à lutter. « Nos politiciens ont été complaisants. Étant élus, ils ont cru pouvoir nous engager dans une guerre, alors que la majorité de la population s'y opposait », dit-elle.

Salma Yaqoob, appuyée par sa mère qui garde les enfants chaque fois qu'elle en a besoin et par son mari, médecin, qui l'accompagne lorsque son travail le lui permet, continuera à militer tant que sa famille ne vivra pas dans un monde sans guerre.

VENTE DE FIN DES CLASSES

Plus de 1,5 millions en inventaire

Plus de 200 ensembles (fixation - wakeboard) Réduits jusqu'à 60%

Shorty à partir de 45\$

Tube O'Brien 79\$

Skis Combo 179\$

Kneeboard O'Brien 149\$

Spéciaux valides jusqu'au 30 juin 2004

L'ENTREPÔT au vent fou
NAUTISME EXTRÊME
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal
www.auventfou.com 1-800-336-2126

MONDE

Washington va sanctionner les milices de l'État au Darfour

D'APRÈS AFP

WASHINGTON – Les États-Unis ont décidé d'imposer des sanctions contre des membres des milices pro-gouvernementales accusées de graves crimes dans la région du Darfour, à l'ouest du Soudan, et pourraient faire de même pour des dirigeants soudanais, a déclaré hier le département d'État américain.

L'administration est en train d'examiner quels individus exactement seront soumis à ces sanctions, dont le principe a été décidé, a indiqué le porte-parole adjoint du ministère américain des Affaires étrangères, Adam Ereli.

« Nous allons prendre des sanctions contre des membres des djandjawids (milices arabes), mais lesquelles exactement, nous ne sommes pas encore en mesure de le di-

re », a-t-il déclaré. M. Ereli a ajouté que ces sanctions seraient prises sans attendre de savoir si ce qui se passe dans cette province peut être, ou non, qualifié formellement de « génocide », une définition sur laquelle Washington se penche actuellement.

Il a également confirmé que Washington examinait la possibilité d'appliquer de telles sanctions à des membres du pouvoir soudanais qui seraient jugés responsables des exactions au Darfour.

Les sanctions généralement prises par Washington dans ce type de cas sont le gel d'avares aux États-Unis, ou des interdictions d'obtenir des visas américains.

Un haut responsable américain, l'ambassadeur itinérant chargé des crimes de guerre Pierre Prosper, avait déclaré jeudi que Washington avait des « indications »

sur un possible génocide au Darfour, mais pas encore de confirmation formelle.

Le secrétaire d'État Colin Powell doit se rendre les 29 et 30 juin à Khartoum et au Darfour même pour plaider pour un règlement de cette crise qui a fait quelque 10 000 morts, provoqué le départ de plus de 100 000 réfugiés vers le Tchad et déplacé environ un million de personnes à l'intérieur du Soudan.

Une rencontre est prévue au Soudan avec le secrétaire général Kofi Annan, qui doit aussi se rendre là-bas la semaine prochaine afin de tenter de mettre fin au conflit.

« Il y aura une pression collective » sur le gouvernement soudanais, a indiqué hier M. Annan en conférence de presse avant son départ pour une tournée le menant notamment en Afrique.

Zellers

Samedi, dimanche et lundi seulement!

Les 26, 27 et 28 juin 2004

Faites-vous une beauté
N'attendez plus!

Economisez

de **25%** à **50%**



Prix CISEAUX
367 avant 4,97
Variété de produits Fa® pour le corps, 300 ml

Prix CISEAUX
667 avant 8,97
Brosse à dents Looney Toons™ ou Bionicles® à piles



Prix CISEAUX
997 avant 14,97
Gel blanchissant Simply White™ Colgate® transparent, 10 ml

Prix CISEAUX
1497 avant 19,98
Gel blanchissant Simply White™ Colgate® de nuit, 10 ml



Prix CISEAUX
837 avant 11,27
Rasoir ou paquet de 4 lames de rechange Schick® Quattro



Prix CISEAUX
1497 avant 19,97
Taille-barbe MicroTouch® pour homme



Prix CISEAUX
147 avant 2,97
Savons au lait de chèvre Natura®, 2 x 141 g

LIQUIDATION

Rabais de **25%***
TOUS les produits beauté-santé
à prix déjà réduit

*Sur le dernier prix étiqueté.

Johnson & Johnson Gillette Canada Inc.
Procter & Gamble Inc. Kimberly-Clark® Jergens® Unilever®



Prix CISEAUX
547 avant 7,32
Gel de rasage Edge® ou Skintimate®, emballage de 3

Prix CISEAUX
447 avant 5,97
Variété de gels nettoyants Keri®, 320 ml

Prix CISEAUX
367 avant 4,97
Gel nettoyant Jergens®, 300 ml

Prix CISEAUX
1867 avant 24,97
Porte-soie dentaire Water Pik® à piles

Prix CISEAUX
447 avant 5,97
Assortiment de produits capillaires LaCoupe®

LIQUIDATION Rabais de **25%*** TOUS les articles de table jetables à prix déjà réduit

3239264A

Le choix varie selon le magasin. Quantités limitées. Désolés, aucun bon d'achat différé.

Prix en vigueur du samedi 26 juin au lundi 28 juin 2004.



Accident meurtrier en Iran

AGENCE FRANCE-PRESSE

NOSRAT ABAD - La course folle d'un camion-citerne a transformé jeudi soir une halte sur une route du sud-est de l'Iran en un brasier dans lequel ont péri brûlés vifs au moins 90 voyageurs.

Le camion transportant de l'essence est entré en collision vers 22 h 30 avec un car à l'arrêt au poste de police de Nosrat Abad, à une centaine de kilomètres de la ville de Zahédan, embrasant dans un périmètre d'une cinquantaine de mètres six cars et cinq camions à l'arrêt, a indiqué hier Mohammad Taghi Hosseini Tabatabaie, chef de l'Université médicale de Zahédan, cité par les médias.

Le Croissant-Rouge a indiqué que le nombre de morts pourrait atteindre 200, mais ce chiffre n'a pas été confirmé officiellement.

Selon un responsable de l'organisation, Alireza Ghadiani, certains corps ont quasiment fondu dans la fournaise, attisée par la présence de deux camions transportant du goudron et l'arrivée dans les flammes d'un autre camion d'essence qui a pris feu à son tour. Selon la télévision, la police aurait en plus stocké sur place de l'essence de contrebande confisquée à des trafiquants.

Le chauffeur à l'origine de l'accident aurait été incapable de freiner à l'approche du poste de police où les cars étaient en train d'être contrôlés. Son camion aurait dérapé, heurté un poste électrique, puis le poste de police et se serait immédiatement embrasé.

Différents responsables s'interrogeaient sur ce qui avait poussé à construire là un poste de contrôle, au détour d'un virage d'où les véhicules sortent à toute allure, provoquant régulièrement des accidents.

Les routes d'Iran passent pour être parmi les plus dangereuses du monde. Près de 100 000 Iraniens ont été tués sur les routes en cinq ans, et 25 772 au cours de la seule année écoulée de mars 2003 à mars 2004, soit trois par heure, selon la médecine légale.

La vétusté des véhicules, dont un tiers a plus de 20 ans, le mauvais état et l'insuffisance du réseau routier et le mépris caractérisé des Iraniens, en particulier des chauffeurs de poids-lourds, pour les règles de conduite expliquent ce massacre.

MEUBLES ANDRÉ PERRAULT

Le Chic de l'ouest au prix de l'est

GRAND SOLDE
JUSQU'AU 24 JUILLET, NOUS PAVONS NOS TAXES SUR TOUS LES MEUBLES DE NOS COLLECTIONS SHERMAG.

Trois étages d'idées à parcourir...
Shermag

3960, rue Bélanger Est, MtL.
Ferné le dimanche
Tél.: 514-725-5245
Meubles du Québec

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu...
MISE SUR TOI
1 866 505-JEUX

SUPER 7 Tirage du 2004-06-25
16 22 29 31 33 34 46
Complémentaire: (11)

Banco Tirage du 2004-06-25
01 02 12 13 14 15 20 23 27 28
29 31 40 47 48 53 54 60 61 69

La Quotidienne Tirage du 2004-06-25
③ ④
877 8430

Extra Tirage du 2004-06-25

NUMÉROS	LOTS
358453	100 000 \$
58453	1 000 \$
8453	250 \$
453	50 \$
53	10 \$
3	2 \$

LaMini NUMÉROS LOTS

NUMÉROS	LOTS
591965	50 000 \$
91965	5 000 \$
1965	250 \$
965	25 \$
65	5 \$
59196	1 000 \$
5919	100 \$
591	10 \$

RÉNO DÉPÔT®

Déménagez comme un pro,

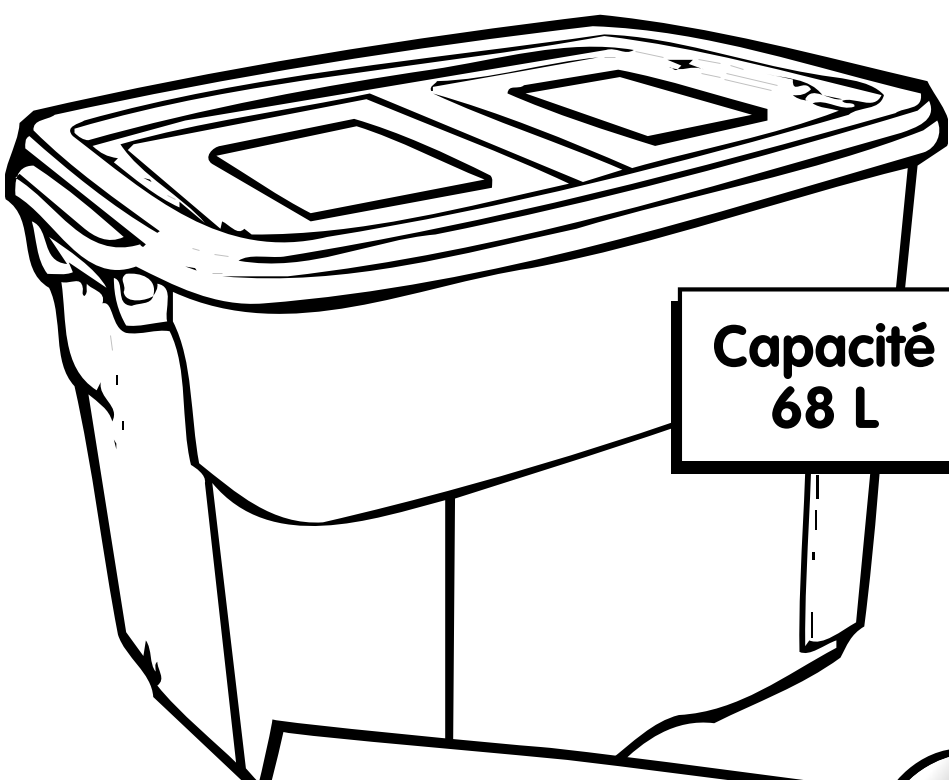
À PRIX
IMBATTABLES!



BAC DE RANGEMENT

17-1/4" long. x 15-3/4" larg. x 24-1/4" prof.
En plastique bleu. Couvercle enclenchant.
Panneaux et rebord renforcés. Avec
poignées.

Sterilite®



Capacité
68 L

688
#17304436
(152671)

DIABLE

51-1/2"x21"x19". Cadre
en acier. #6672 (155797)

Capacité
600 lb!

29⁹⁸

RR
ROYAL
INTERNATIONAL

DIABLE ROBUSTE

Roues en caoutchouc 8"x15".
2 courroies à cliquet de 10'
incluses. # 6676 (238725)

84⁹⁷

RR
ROYAL
INTERNATIONAL

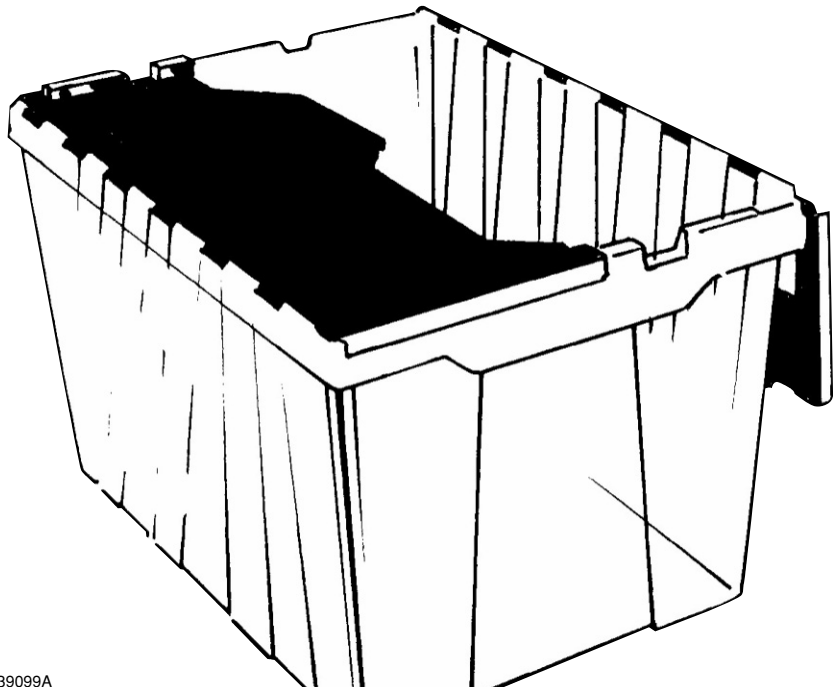
Capacité
600 lb!

DÉVIDOIR

Dévidoir avec réglage de tension.
4 roulettes de ruban de 48mm x
55m incluses. #342-44 (292271)

8⁷¹

cantech



Capacité
45 L

BAC DE RANGEMENT

21" long. x 15" larg.
x 12" prof. En plastique
transparent avec
couvercle bleu.

GSC

5⁹⁸
211512 C
(287218)

14 SUCCURSALES!

• ANJOU
• BEAUPORT
• BROSSARD
• GATINEAU
• LASALLE

• LAVAL
• MARCHÉ CENTRAL
• NOTRE-DAME-
DE-GRÂCE
• POINTE-CLAIRE

• QUÉBEC
• ROSEMÈRE
• SHERBROOKE
• STE-DOROTHÉE
• ST-HUBERT

HEURES D'OUVERTURE:

• LUN. AU VEN. DE 8 H À 21 H
• SAM. DE 8 H À 17 H • DIM. DE 8 H À 17 H

FERMÉ LE 1^{ER} JUILLET

Si jamais vous trouvez un article identique à plus bas prix ailleurs, que nous pouvons vérifier, nous vous l'offrirons au même prix que notre concurrent moins

10% SUR-LE-CHAMP... GARANTI!

En raison des fluctuations du marché, les prix peuvent varier après le 1^{er} juillet 2004. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités à un nombre raisonnable, pour nos clients entrepreneurs comme pour le grand public. Nous nous efforçons de faire une publicité juste et véridique. Par ailleurs, une erreur humaine ou mécanique pourrait survenir. Dans un tel cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour satisfaire notre clientèle. Nos prix ne comprennent pas la TPS ni la TVQ. Notre garantie de prix imbattables, avec 10% de moins sur-le-champ, ne s'applique pas aux soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents. Certains produits peuvent différer des illustrations. © Réno-Dépôt inc. 2004

CELUI QUI FAIT BAISSER LE COÛT DE LA RÉNOVATION®!

La grande interrogation



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

La grande surprise de cette campagne aura certainement été la remontée des conservateurs et de leur chef Stephen Harper, politicien peu connu, peu charismatique, mais qui a réussi à transformer la marche de la victoire de Paul Martin en combat pour la survie.

Bien sûr, Stephen Harper a lui aussi profité du scandale des commandites et du désir de chasser les libéraux. Mais le succès du chef conservateur, posé et articulé, a reposé sur sa capacité de proposer un vent de renouveau souhaitable dans la vie politique canadienne.

Les Canadiens, en raison de la division de l'opposition, étaient en quelque sorte devenus les otages du gouvernement libéral contre lequel n'existait aucune alternative. La fusion récente des alliés et des progressistes-conservateurs a créé, bien plus vite qu'on pouvait le croire, une force assez crédible pour prétendre remplacer les libéraux.

On a donc senti un vent de sympathie pour la sincérité, la fraîcheur et l'esprit de renouveau amenés par M. Harper. Cela touche moins les Québécois, puisque son parti est à toutes fins pratiques absent de la scène politique québécoise. Mais la possibilité que les élections mènent à une victoire conservatrice justifie que les Québécois, comme les Canadiens, se mettent à réfléchir très sérieusement à ce que signifierait l'avènement d'un gouvernement conservateur. Et quand on y regarde de plus près, il reste beaucoup d'inconnues et de questions sans réponses.

D'abord sur la doctrine sociale du Parti conservateur du Canada. Si nous sommes maintenant familiers avec le conservatisme fiscal, M. Harper amènerait au gouvernement les idées du conservatisme social, avec des points de vue beaucoup plus traditionnels sur des thèmes comme l'avortement, l'homosexualité, la justice, la famille.

La campagne de peur des libéraux n'est cependant pas justifiée. Les positions conservatrices évoluent et s'éloignent de plus en plus de l'idéologie réformatrice. M. Harper redouble d'efforts pour ramener son parti vers le centre. Mais le processus de transformation reste cahoteux. Les sursauts d'indignation de militants conservateurs montrent aussi à quel point la cohésion de ce nouveau parti n'est pas encore assurée, et cela nous force à nous demander comment M. Harper pourrait imposer son autorité à un parti encore hétérogène et indiscipliné.

Cela étant dit, les résultats limités de la campagne de peur des libéraux soulèvent des questions. À part sur l'avortement, les valeurs des Canadiens et des Québécois sont-elles si progressistes qu'on le croit ? Les grandes valeurs dites canadiennes imposées par les tribunaux et les élites politiques correspondent-elles si bien que cela à ce que pensent les gens ? Je soupçonne que bien des citoyens, dans leur for intérieur, ne sont pas terrifiés du tout par la perspective d'un retour du balancier vers la droite.

Mais si on oublie ces grands débats sociaux, il est clair que les conservateurs ont une vision du Canada qui se rapproche bien plus des préoccupations québécoises que les positions libérales. Stephen Harper, héritier des réformistes et des conservateurs, est un apôtre de la décentralisation et de la réduction du poids du gouvernement central, et il a un préjugé favorable envers les provinces. Bravo. Quoique cette autre conception du Canada se ferait avec des valeurs de l'Ouest, comme on l'a vu dans sa remise en cause du bilinguisme à Air Canada.

Mais la grosse différence entre les libéraux et les conservateurs porte sur les questions fiscales. Les conservateurs nous promettent une austérité qui a du bon après des années où les libéraux, une fois qu'ils ont éliminé le déficit, se sont relancés dans les dépenses et parfois dans des gaspillages éhontés. Que quelqu'un veuille faire le ménage, c'est une bonne chose. Qu'un parti remette aussi sur le tapis la question du fardeau fiscal et promette des allègements fiscaux pour les classes moyennes, est aussi une excellente chose.

Mais pourraient-ils livrer la marchandise ? Le programme conservateur pêche par optimisme et par imprécision, en promettant à la fois des dépenses nouvelles, en santé et en défense, et de substantielles baisses d'impôt. C'est une équation qui semble impossible sans des compressions importantes dont les conservateurs prennent bien soin de ne pas parler, même si elles définiraient la personnalité de leur gouvernement.

La bonne nouvelle, c'est que l'évolution rapide des conservateurs permet maintenant au Canada de disposer d'une alternative politique. C'est là un progrès remarquable pour notre démocratie. La mauvaise nouvelle, c'est que le PCC est comme un enfant qui a grandi trop vite, avec un programme encore trop flou, un certain degré d'impréparation et une cohésion encore fragile.

Il sera donc difficile pour bien des Canadiens et des Québécois qui choisiront les conservateurs de le faire sans une certaine appréhension. Leur dilemme : voter conservateur, c'est chasser les libéraux et choisir un réel changement, notamment au plan fiscal. Mais c'est aussi prendre un risque, celui d'ouvrir la porte à un virage à droite plus important que ce qu'ils souhaiteraient.

adubuc@lapresse.ca

Un grand défi

Faire du Canada une vraie fédération ne sera pas une mince affaire pour le nouveau premier ministre

GUY LAFOREST



L'auteur est professeur au département de science politique de l'Université Laval et président de l'ADQ. Il a été candidat de ce parti lors de la dernière campagne électorale.

Le métier de professeur exige de répéter souvent les mêmes choses. Pendant l'ère Chrétien, j'ai fréquemment affirmé que je préférerais être gouverné de façon fédérale par un anglophone unilingue de l'Alberta plutôt que de manière quasi-impériale par un compatriote du Québec. La formule s'applique imparfaitement à Stephen Harper et à Paul Martin, les deux plus vraisemblables vainqueurs des élections du 28 juin. Elle m'aidera néanmoins à cerner le défi fondamental de notre prochain premier ministre.

D'origine ontarienne, Stephen Harper a vécu les années déterminantes de sa vie adulte en Alberta et il a choisi d'y devenir bilingue. Il serait juste de l'associer au dynamisme économique de l'Ouest et au renouveau intellectuel du conservatisme

contournable allié américain, réorganiser notre système de santé face au vieillissement accéléré de la population, plancher sur la difficile mais combien nécessaire question de l'intégration du Québec dix ans après le référendum de 1995 et plus de vingt ans après le rapatriement de la Constitution.

J'estime cependant que le gagnant, dans cette belle et terrible lutte que se livrent messieurs Harper et Martin, aura un défi encore plus fondamental que tous les enjeux sectoriels de cette campagne. Tous deux hommes d'action capables d'une réflexion approfondie, messieurs Harper et Martin auront à réévaluer la conception même de l'État canadien, autrement dit l'esprit objectif qui prévaut à Ottawa dans la culture politique et dans le fonctionnement des institutions.

Pluralité de principes

Depuis sa fondation moderne en 1867, l'État canadien a abrité une pluralité de principes : le libéralisme à l'anglaise, la démocratie, le fédéralisme (souveraineté partagée, coordination sans subordination entre les partenaires), mais aussi une vision hiérarchique, d'origine impériale, attribuant une prépondérance juridique, politique et presque morale au gouvernement central sur les provinces. À deux reprises, au vingtième siècle, le Ca-

na n'aurait pu connaître une modernisation fédérale de son système politique : durant les années soixante, avec l'axe Pearson-Laurendeau, et pendant nos années lac Meech, avec l'alliance Bourassa-Mulroney-Peterson. À la veille des élections de 2004, la configuration partisane offre peut-être une troisième vraie chance de fédérer l'État canadien.

Fédérer l'État canadien, cela ne sera pas une mince affaire. Cela exigera de transformer la culture politique de l'élite administrative à Ottawa. Pour un mélange de raisons, qui tiennent tantôt aux origines historiques du Canada, tantôt à une tradition de compétence qui mérite d'être reconnue, tantôt à une disproportion dans les ressources humaines et financières entre les fonctions publiques fédérales et provinciales, tantôt aux pressions de la mondialisation, tantôt aux moyens employés (au mépris de la primauté du droit et de l'éthique publique) dans la lutte contre les souverainistes québécois, tantôt aux craintes légitimes des nationalistes canadiens face aux États-Unis, la haute fonction publique à Ottawa est devenue une force d'empêchement aux efforts d'amélioration du dialogue fédéral au Canada.

Pour faire du Canada une vraie fédération, il faudra croire à la nécessité de ce projet, dire que cela est dans l'intérêt supérieur du pays et l'imposer fermement à Ottawa. Cela devrait commencer par des gestes concrets. Les Conférences des premiers ministres devraient se tenir sur une base annuelle et être mieux préparées. Les prochaines conférences, sur la santé ou tout autre sujet, devraient être coprésidées par le premier ministre et un vis-à-vis provincial. L'ordre du jour devrait être préparé conjointement. Par ailleurs, aucune initiative du genre de celle que M. Martin souhaite auprès des municipalités, relevant de la compétence des provinces, ne devrait être prise sans l'aval du Conseil de la Fédération.

Ce projet fédératif, c'était l'idée de Claude Ryan quand il a adhéré en raison à « l'hypothèse canadienne » en 1964. M. Ryan ajoutait à ce défi une interprétation québécoise. Quelques années avant sa mort, il écrivait ceci : « Si plusieurs tentatives ont échoué, ce fut principalement en raison de l'opposition persistante à laquelle elles se sont heurtées auprès des promoteurs d'une conception rigide de l'unité canadienne... d'une vision abstraite et doctrinaire de l'égalité des personnes et des provinces... Les mêmes causes engendrant habituellement les mêmes effets, aucun progrès sérieux ne pourra être accompli avec le Québec tant que l'on persistera à s'inspirer de cette conception. »

Le grand défi qui attend notre prochain premier ministre, si j'ajoute le raisonnement de Claude Ryan à ma propre hypothèse, sera de faire du Canada une vraie fédération en ne faisant ni vainqueurs ni vaincus entre le projet national canadien et le projet national québécois.

Pour réellement fédérer le Canada, il faudra croire à la nécessité de ce projet, dire que cela est dans l'intérêt supérieur du pays et l'imposer fermement à Ottawa.

canadien. Paul Martin s'est établi à Montréal pour fonder une famille et gagner sa vie. Il est devenu un Québécois par choix. Il serait juste, également, de l'associer au dynamisme économique de l'après-Révolution tranquille et à de nobles efforts pour renouveler le fédéralisme libéral au Québec.

La diversité des thèmes soulevés pendant la passionnante campagne de 2004 l'a rappelé à souhait, le prochain premier ministre du Canada ne manquera pas de défis et de problèmes : gérer un Parlement complexe, se pencher sur la question du déséquilibre fiscal, trouver une nouvelle entente avec notre encombrant mais in-

canada aurait pu connaître une modernisation fédérale de son système politique : durant les années soixante, avec l'axe Pearson-Laurendeau, et pendant nos années lac Meech, avec l'alliance Bourassa-Mulroney-Peterson. À la veille des élections de 2004, la configuration partisane offre peut-être une troisième vraie chance de fédérer l'État canadien.

Fédérer l'État canadien, cela ne sera pas une mince affaire. Cela exigera de transformer la culture politique de l'élite administrative à Ottawa. Pour un mélange de raisons, qui tiennent tantôt aux origines historiques du Canada, tantôt à une tradition de compétence qui mérite d'être

VOTRE OPINION EN PHOTOS

Poteau insolite!

JEAN GODIN



L'auteur est un résident de Montréal.

Malgré plusieurs travaux faits ces dernières semaines à l'intersection du boulevard Gouin ouest et de l'Acadie (enfouissement des câbles, réfection de la chaussée et des trottoirs), le poteau de feux de signalisation que l'on voit sur la photo n'a jamais été installé de façon définitive. On dirait qu'il se cherche une place !

Pour l'instant, il nuit à la circulation des piétons. Il est installé au beau milieu du trottoir, alimenté par un fil électrique aérien, déposé sur une plaque d'acier et retenu en place par deux énormes blocs de béton. À moins d'être seul, les piétons doivent le contourner : les amoureux passant chacun de leur côté pour se retrouver après, les parents se séparant de leurs enfants, carrosses et poussettes tentant d'éviter une collision frontale.

L'hiver, cela devient un sport extrême. Pour déneiger le trottoir, la chenillette doit contourner le poteau, ce qui l'amène à passer sur le terrain privé de la maison adjacente. Soit pour marcher ou pour se rendre à l'abri d'autobus, les piétons doivent passer eux aussi sur le gazon gelé de ce propriétaire généreux.

Il y a deux ans, le service de la voirie a élargi la courbe du boulevard Gouin. Pour réaliser les travaux, on a alors déplacé le pauvre poteau de signalisation. Une fois les travaux réalisés, les citoyens pleins d'espoir ont alors pensé qu'on installerait le poteau dans un emplacement. Il a repris son ancienne position avec ses deux blocs de béton comme gardes du corps. Comme quoi on ne change pas facilement ses habitudes !



FORUM

Le spectre du référendum



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Paul Martin n'est décidément pas rapide sur la gâchette. Il vient tout juste de découvrir que le Bloc québécois est un parti souverainiste ! Il a fallu une manchette du *Globe and Mail* pour lui ouvrir les yeux et depuis ce temps, il tape sur le clou, suppliant les francophones fédéralistes de ne pas voter pour un parti sécessionniste.

C'est bien le même Paul Martin qui, face à Gilles Duceppe pendant quatre heures de suite, d'abord au débat français, ensuite au débat anglais, n'a jamais trouvé le moyen d'attaquer le chef bloquiste sur la question de la souveraineté.

Cette extraordinaire omission, qui montre à quel point M. Martin est dépourvu d'instinct politique et de combativité, avait d'ailleurs surpris tout le monde, à commencer par M. Duceppe, qui était sûr que ses adversaires mèneraient la charge sur l'allégeance indépendantiste du Bloc. Mais personne n'a tiré, même pas M. Martin, qui, en tant que Québécois, était pourtant le mieux placé pour ce faire.

Jusqu'à ce que Bernard Landry déclare au *Globe and Mail* qu'une victoire du Bloc favoriserait la tenue d'un référendum, la stratégie du Bloc consistait à mettre la pédale douce sur la souveraineté, en répliquant, lorsque la question venait sur le tapis, que c'est au Québec que la souveraineté se déciderait — ce qui est du reste techniquement exact. Mais le discours bloquiste allait plus loin, en écartant systématiquement l'idée qu'il pourrait y avoir un lien direct entre un succès du Bloc et la souveraineté.

Durant la campagne, les Landry, Larose et cie, ne se sont pas gênés pour proclamer que le 28 juin serait « la première manche », la deuxième étant l'élection du PQ et la troisième, le référendum « gagnant ». M. Duceppe, par contre, se gardait bien de souscrire en public à cette vision-là, et surtout de ramener à la surface le mot honni de « référendum ».

Mais les chefs souverainistes ont l'art de se tirer mutuellement dans le pied. Lucien Bouchard multipliait les croc-en-jambe à l'endroit de Jacques Parizeau ; lequel fit ensuite invo-

Les Québécois ont souvent prouvé qu'ils votent « à la pièce » et qu'on ne peut tenir leur allégeance pour acquis.

lontairement dérailler la campagne de Landry... et ce dernier allait faire de même avec Duceppe !

Au moment même où le Bloc tentait de faire le plein des votes francophones fédéralistes, M. Landry, incapable de retenir sa langue, allait ramener à la surface le scénario qui fait déjà saliver les souverainistes. Cette sortie était une gaffe tactique, dans la mesure où le Bloc a tout intérêt à cacher à un électeurat qui ne veut pas entendre parler de référendum les conséquences logiques de sa victoire. Mais Landry ne faisait que dire la vérité quelques jours trop tôt (car on peut être sûr que lundi soir, une fois l'électorat bien entré dans la cage à homard, le Bloc et le PQ se vanteront d'avoir accéléré la marche vers la souveraineté).

Théoriquement, tout pourrait en effet s'enchaîner. Première manche : en monopolisant le vote québécois, le Bloc isole le Québec, empêche les Québécois de participer au pouvoir fédéral, renforce l'illusion que le Québec est une victime perpétuelle et que seul un parti exclusivement québécois peut servir ses intérêts, accentue l'irritation du Canada anglais devant ce qui est effectivement une usurpation caractérisée du système fédéral, et augmente les tensions et les ressentiments de part et d'autre de la « frontière ».

Deuxième manche : le PQ revient au pouvoir dans trois ou quatre ans (une hypothèse fort vraisemblable, compte tenu de l'impopularité du gouvernement Charest).

Et puis enfin, la troisième manche... Le nouveau gouvernement péquiste bénéficie d'une situation favorable pour la tenue d'un référendum : un camp fédéraliste affaibli et désorganisé, l'apport logistique d'une énorme députation bloquiste, avec ses bureaux de comté et son personnel politique (payés, incidemment, par l'ensemble des contribuables canadiens).

La s'arrête le scénario, qui n'a d'ailleurs rien d'inéluctable. Bien des choses peuvent se passer d'ici quatre ans, et rien ne dit que le PQ sera alors en mesure de remporter, voire de tenir, un référendum. En outre, la loi sur la clarté — une loi dont les sondages de l'époque montrent qu'elle a été bien acceptée au Québec sauf par les souverainistes militants — rendra difficile le choix d'une question ambiguë. La question référendaire devra être claire et directe — ce qu'elle aurait d'ailleurs toujours dû être, question d'honnêteté élémentaire envers l'électeurat.

Les Québécois ont souvent prouvé qu'ils votent « à la pièce » et qu'on ne peut tenir leur allégeance pour acquis. Cette année, le contexte est rassurant pour les électeurs non souverainistes : le PQ n'étant pas au pouvoir, il n'y a pas de référendum à l'horizon. Ils peuvent donc exprimer leur colère contre les libéraux sans courir le risque qu'on les prenne au mot, en se disant que demain est un autre jour.

Si la tendance se maintient...

Les Canadiens pourraient élire le dixième gouvernement minoritaire de leur histoire

GÉRALD A. BEAUDOIN



L'auteur est professeur émérite. Il a été sénateur de 1988 à avril 2004.

Au Canada, au niveau fédéral, nous avons connu neuf gouvernements minoritaires. Si la tendance actuelle se maintient, il n'est pas impossible, lundi, qu'il y en ait un dixième.

Le cas de 1925 est souvent évoqué. Le soir du vote, Mackenzie King était le second et non le premier pour le nombre de sièges (101 pour les libéraux contre 116 pour les conservateurs d'Arthur Meighen). King réussit néanmoins à diriger le gouvernement, avec l'appui des 25 députés progressistes). Vers la fin du mois de juin 1926, voyant poindre à l'horizon le scandale des douanes, il alla rendre visite au gouverneur général, Lord Bryng et lui demanda la dissolution. Le gouverneur général lui fit remarquer qu'il n'avait pas perdu de vote de confiance ; il lui refusa la dissolution. King démissionna comme premier ministre. Le gouverneur général invita le chef de l'opposition, le conservateur Meighen, à former un gouvernement. Meighen accepta. Ce gouvernement ne dura pas. Meighen posa le vote de confiance le 29 juin 1926 et perdit par une voix. Le gouverneur général accorda une dissolution à Meighen parce que la Chambre était devenue ingouvernable. Aux élections générales du 14 septembre 1926 qui suivirent, King fut reporté au pouvoir.

Dans huit cas sur neuf, la personne qui a dirigé le gouvernement minoritaire était celle qui avait eu le plus grand nombre de sièges : King en 1921, Diefenbaker en 1957 et en 1962, Pearson en 1963 et en 1965, Trudeau en 1972 et Clark en 1979.

Le cas de King en 1925 est donc le seul où la personne qui était la seconde pour le nombre de sièges obtenus a réussi à diriger le gouvernement minoritaire. Quoique isolé, le précédent est là. Mais les circonstances ont joué un grand rôle en 1925-1926. En 1921, King avait eu l'appui des progressistes pendant près de quatre ans et c'est avec eux qu'il s'allia en 1925 de nouveau.

Si le lundi 28 juin aucun chef de parti n'obtient 155 députés, autrement dit, si l'on a un gouvernement minoritaire, qu'arrivera-t-il ?

Si le premier ministre a le plus grand nombre de sièges, il va tenter de faire une entente avec un autre parti et rester au pouvoir. Il



En 1957, les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire dirigé par le conservateur John Diefenbaker (en bas à gauche).

lui faudra aussi, bien sûr, gagner le vote de confiance lors de la convocation de la Chambre des Communes. Plusieurs premiers ministres l'ont fait.

Si le premier ministre, toujours dans l'hypothèse du gouvernement minoritaire, arrive au second rang pour le nombre de sièges, qu'arrivera-t-il ?

Certains ont dit qu'il pourra invoquer le précédent de King d'octobre 1925, tenter une alliance avec un autre parti et diriger le dixième gouvernement minoritaire. Interrogé sur le sujet, le mercredi soir 23 juin par Bernard Derome à RDI, le premier ministre Paul Martin a admis qu'il faut choisir celui qui raffe le plus grand nombre de sièges.

Je suis d'accord avec ce principe. C'est d'ailleurs ce que firent Louis St-Laurent en 1957 et Pierre Trudeau en 1979. La tendance va dans cette direction depuis 1957.

Monsieur St-Laurent, un avocat réputé qui fut choisi par King comme ministre de la Justice durant la guerre et qui lui succéda comme premier ministre n'avait que sept sièges en moins. Il aurait pu tenter d'obtenir une entente. Ce juriste, qui a joué un grand rôle dans l'abolition des appels au Conseil privé et la réforme de la Cour suprême, a choisi de ne pas suivre le précédent de King

de 1925. Ce choix m'impressionne.

Monsieur Trudeau, le constitutionnaliste et professeur, avec vingt-deux sièges de moins que monsieur Clark, fit de même. Clark devint premier ministre.

Cette tendance depuis 1957 m'apparaît la bonne, la meilleure. Notre système parlementaire d'inspiration britannique est basé sur le nombre de sièges.

Une partie de notre constitution est non écrite. C'est le cas des conventions constitutionnelles. Elles n'en font pas moins partie de notre constitution. Le vote de confiance, le choix du premier ministre, la dissolution, sont des conventions constitutionnelles.

Notre constitution est composée de trois éléments : les textes constitutionnels, les décisions des cours de justice et les conventions constitutionnelles. Les deux premiers éléments constituent le droit constitutionnel canadien. Les cours de justice se prononcent sur la teneur de ces deux éléments. Pour ce qui est des conventions, les cours peuvent les reconnaître. Si elles sont violées, le remède réside dans l'arène politique et ne relève pas des tribunaux.

Les choses ont changé depuis 1925. Les conventions constitutionnelles et la Constitution ont continué d'évoluer.

Demeurons prudents

Les résultats des sondages ne peuvent tenir compte du vote des « discrets » et du taux d'abstention

PIERRE DROUILLY



L'auteur est professeur au département de science politique de l'UQAM.

Depuis le début du scandale des commandites, pas moins de 39 sondages pancanadiens ont été menés (dont 18 depuis le déclenchement officiel de la campagne électorale), ainsi que 18 sondages québécois (dont 6 depuis le déclenchement de la campagne électorale). Avant le scandale des commandites, le PLC flottait à environ 50 % des intentions de vote au Canada, laissant loin derrière lui le PC avec ses 25 % des intentions de vote.

L'affaire des commandites a fait chuter les intentions de vote libérales d'environ 10 %, qui se sont stabilisées à 40 %, mais dès le déclenchement officiel des élections, le 23 mai dernier, les intentions de vote libérales ont subi une nouvelle chute jusqu'à un niveau d'environ 30 %. Les tout derniers sondages effectués cette semaine semblent indiquer une légère remontée des libéraux.

Souvenons-nous toujours de cette remarque du physicien Niels Bohr, qui disait que « la prédiction est une chose très difficile, surtout lorsqu'elle concerne l'avenir » !

Les intentions de vote conservatrices ont connu une progression continue depuis l'affaire des commandites et le congrès à la chefferie du PC, passant de moins de 25 % avant la mi-février, à 30 % depuis, puis à presque 35 % après le déclenchement des élections. Les tout derniers sondages effectués cette semaine montrent que le vote conservateur s'est stabilisé ou même qu'il a connu un certain recul. Le NPD, quant à lui, a oscillé entre 15 % et 20 % des intentions de vote, depuis l'affaire des commandites

jusqu'aux tout récents sondages.

Balayage bloquiste

Au Québec, si l'on s'en tient uniquement aux sondages effectués par des maisons québécoises (dont les échantillons plus gros sont donc plus précis), le BQ connaissait, avant l'affaire des commandites, une progression lente mais continue depuis l'automne dernier : toutefois le PLC menait largement avec plus de 45 % des intentions de vote, le BQ se situant sous les 40 %. Le scandale des commandites a complètement inversé les choses, le BQ grimpa soudainement au-dessus des 45 % des intentions de vote et le PLC chutant sous la barre des 35 %. Depuis les deux dernières semaines, le BQ a encore consolidé ses appuis à près de 50 %, le PLC plongeant à environ 25 %, tandis que le PC et le NPD oscillent autour de 10 % depuis plusieurs mois. De tels chiffres, s'ils s'avèrent, laissent entrevoir un balayage bloquiste comparable à celui de 1993.

Dans le reste du Canada, les libéraux ne semblent solidement implantés que dans les provinces maritimes, alors que l'Ouest demeure un fief conservateur (à l'exception peut-être de la Colombie-Britannique). C'est donc l'Ontario, avec ses 106 députés

qui fera la différence : jusqu'au déclenchement des élections, le PLC y devançait encore le PC, même si les intentions de vote libérales y avaient chuté d'environ 10 % depuis le scandale des commandites, comme partout ailleurs au Canada. C'est que le PC n'arrivait pas, dans les sondages, à atteindre un vote comparable au vote réuni du PC et de l'Alliance canadienne aux élections de 2000 (38 %).

Depuis le déclenchement des élections, le PC s'est approché dans les sondages, à peu

près partout au Canada, du vote combiné Alliance-PC de 2000 : la transposition des résultats des dernières élections sur la nouvelle carte électorale montre que cela aurait déjà donné 119 circonscriptions au PC, 21 à peine de moins que le PLC.

Les projections des résultats des sondages sur la carte électorale, effectuées par la maison Ipsos-Reid et par nous-mêmes, montrent que nous nous dirigeons vers un gouvernement minoritaire, fort probablement conservateur, bien que les tout derniers sondages indiquent que la possibilité d'un gouvernement libéral minoritaire n'est pas encore complètement exclue.

Des inconnues

Toutefois, il faut demeurer prudent dans toute anticipation du résultat du vote. Il y a bien entendu tous les problèmes liés à l'instrument de mesure de l'opinion publique qu'est le sondage, en particulier le problème des répondants qui ne révèlent pas leur intention de vote. On sait depuis longtemps que ces répondants discrets (une personne sur sept dans le sondage CROP) n'ont pas exactement le même profil que ceux qui répondent, et au Québec ils sont généralement plus fédéralistes, ce qui fausse systématiquement les résultats de sondages en faveur du camp souverainiste.

Plus important encore, l'inconnue du taux de participation. Les sondages ne nous donnent aucune indication fiable sur la participation électorale : tout ce que l'on peut anticiper, c'est une participation plus forte qu'aux dernières élections, puisque cette fois-ci la compétition politique est plus serrée. Mais s'il advenait que l'abstention soit quand même assez forte, que valent des sondages qui recueillent l'opinion d'une population plus large que celle qui s'exprimera le jour du vote ? Les réponses à ce genre de questions, nous les aurons le soir du vote. D'ici là, on ne peut que rappeler une fois encore cette remarque du physicien Niels Bohr, qui disait que « la prédiction est une chose très difficile, surtout lorsqu'elle concerne l'avenir » !

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

Pour un gouvernement minoritaire



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Les Canadiens sont furieux. Le grondement sourd de leur colère s'est fait entendre tout au long de la campagne électorale. Et, si l'on en croit les sondages, c'est la mauvaise humeur qui risque de déterminer le vote d'un grand nombre d'électeurs lundi. Pourtant il faut souhaiter que, malgré cette grogne compréhensible, les Canadiens prennent le temps de soupeser les conséquences de leur choix.

Le gouvernement libéral a à son crédit de belles réussites. En particulier, le Canada est aujourd'hui devenu un modèle de dynamisme économique et de gestion des finances publiques, envié dans tout le monde développé. Quand on songe qu'en 1994, le pays était au bord de la faillite, il s'agit d'une réalisation tout simplement remarquable. Jean Chrétien et Paul Martin en sont les principaux artisans.

On dit souvent que la situation économique est le meilleur indicateur du sort qui attend un gouvernement; alors comment expliquer que les Canadiens hésitent à réélire les libéraux? C'est que la population a l'impression d'avoir été flouée. Alors que le gouvernement fédéral exigeait d'eux des sacrifices pour remettre de l'ordre dans ses finances, politiciens et fonctionnaires dépensaient leur argent sans trop compter: programmes de création d'emplois politisés, système d'enregistrement des armes à feu mal conçu, programme de commandites détourné de ses fins. Certes, il y a eu des exagérations dans les comptes rendus qu'on a fait

Il faut souhaiter que, malgré cette grogne compréhensible, les Canadiens prennent le temps de soupeser les conséquences de leur choix.

de ces affaires; il reste qu'un inadmissible laisser-aller, quand ce n'était pas du favoritisme (et même de la fraude, si les accusations déposées par la Couronne s'avèrent fondées) a présidé à la gestion de fonds publics.

En définitive, ce sont les élus qui doivent assumer la responsabilité de ce gâchis. Malheureusement, convaincus d'être invincibles, d'être les seuls aptes à gouverner le Canada, les libéraux ont eu tendance à minimiser ces affaires. Le ressentiment des Canadiens n'en est que plus grand, et renvoie au second plan le bilan généralement positif des libéraux.

Beaucoup de Québécois sont tentés d'exprimer leur mécontentement en votant pour le Bloc québécois. Le Bloc occupe une place à

Ottawa, où il parle au nom des nombreux Québécois souverainistes. Cependant, il serait trompeur que le Québec soit représenté par les seuls souverainistes à la Chambre des communes. Il ne serait pas dans l'intérêt du Québec non plus qu'il se trouve peu ou pas du tout de Québécois au sein du prochain cabinet. C'est pourquoi nous pensons que les Québécois qui croient au Canada ne devraient pas céder au chant des sirènes bloquistes.

Les « intérêts du Québec » que compte défendre Gilles Duceppe sont les intérêts du Québec tels que perçus par les souverainistes; c'est-à-dire que les députés du Bloc feront tout ce qu'ils peuvent pour faciliter le retour du Parti québécois au pouvoir et ouvrir la voie à la tenue d'un troisième référendum sur la souveraineté. Combien de Québécois souhaitent vraiment reprendre ce chemin-là?

Le NPD s'étant discrédité par une plateforme électorale fantaisiste, seuls le Parti libéral et le Parti conservateur peuvent aspirer à former le prochain gouvernement du Canada. Malheureusement, l'un et l'autre suscitent trop de réserves pour que les Canadiens puissent, sans inquiétude, leur confier la gouverne du pays pour les cinq prochaines années.

Les attentes à l'égard de Paul Martin étaient tellement élevées qu'une certaine déception était inévitable. Mais qui aurait pu prévoir la chute libre à laquelle nous avons assisté? À l'encontre du bon sens politique M. Martin, qui s'était bâti une réputation d'homme conciliant, a entrepris de régler ses comptes avec le camp Chrétien dès son accession au poste de premier ministre. Ce comportement revancharde a non seulement déchiré le Parti libéral, mais a terni l'image de M. Martin dans l'électorat.

Bien des libéraux estiment que le premier ministre aurait dû dédramatiser le scandale des commandites, plutôt que d'insister pesamment sur sa propre indignation. Qui sait comment les Canadiens auraient réagi? De toute façon, les difficultés de M. Martin ne viennent pas que de cette affaire. L'homme semble manquer de flair, d'instinct politique. Il s'est révélé piètre communicateur, particulièrement en

langue française. Surtout, il n'a jamais su répondre de façon convaincante à LA question que les Canadiens n'ont pas cessé de lui poser: comment se fait-il que vous n'étiez pas au courant de ce qui se passait dans le dossier des commandites? Et si vous saviez quelque chose, pourquoi n'avez-vous rien fait?

Les Canadiens ont aussi réalisé que Paul Martin était un homme aux convictions changeantes. Les attaques lancées contre Stephen Harper pendant la campagne sonnaient d'autant plus faux qu'il n'y a pas si longtemps, le chef libéral semblait partager certaines des idées de son rival (sur le mariage gai et la guerre en Irak, notamment). Au Québec, où l'on attendait un fédéraliste à la Pearson, on se

demande aujourd'hui ce que pense vraiment ce Paul Martin qui, tout en parlant sans cesse de collaboration avec les provinces, a fait de deux compétences provinciales (la santé, les villes) ses priorités absolues.

Les électeurs canadiens ne connaissent à peu près rien du chef conservateur, Stephen Harper. Les libéraux leur avaient dépeint une sorte de Jean-Marie Le Pen albertain; ils ont découvert un homme posé, intelligent et habile. Un homme tout à fait digne d'être premier ministre du Canada. Sauf qu'il reste beaucoup d'incertitudes quant à ses intentions réelles. Le nouveau Parti conservateur plonge toujours ses racines dans la droite réformiste de l'Ouest, une droite dont le fond anti-bilinguisme, anti-Québec, anti-gai, anti-

Les libéraux et les conservateurs suscitent trop de réserves pour que les Canadiens puissent, sans inquiétude, leur confier la gouverne du pays pour les cinq prochaines années.

judges et pro-armes est encore trop présent pour que la majorité des Canadiens s'y reconnaissent.

Le cadre financier du programme conservateur, qu'on espérait particulièrement rigoureux compte tenu de l'idéologie du parti, est au contraire terriblement imprudent, prévoyant des dépenses et baisses d'impôt de près de 60 milliards en cinq ans (à cet égard, le programme libéral est beaucoup plus crédible). Enfin, dans l'ensemble, l'équipe des candidats conservateurs au Québec n'est pas de gros calibre.

La démocratie canadienne se portera mieux lorsque les citoyens auront le choix entre au moins deux partis véritablement nationaux. Or aujourd'hui, autant par leurs idées que par leur représentativité géographique, ni les libéraux ni les conservateurs ne peuvent prétendre être des formations pancanadiennes.

Le Parti libéral doit comprendre que le gouvernement du Canada ne lui appartient pas. Que les libéraux n'ont pas le monopole des valeurs canadiennes. Et que les Canadiens ont raison d'exiger que leurs impôts soient administrés avec respect et parcimonie. De plus, le Parti libéral doit entreprendre de renouveler son discours et son personnel, en particulier au Québec.

De son côté, le Parti conservateur doit achever l'union de ses deux partis fondateurs par une fusion des idées, de sorte qu'il soit capable de présenter aux Canadiens un programme clair et acceptable dans toutes les régions du pays. Redevenu une force politique modérée et crédible, le PC sera en mesure, s'il consent les efforts nécessaires, d'attirer des Québécois de talent capables d'ancre la formation dans la province.

Un dénouement possible des élections de lundi pourrait pousser les deux partis à faire l'examen de conscience et les changements qui s'imposent de part et d'autre: l'élection d'un gouvernement minoritaire. Loin d'être la catastrophe appréhendée par certains, un tel scénario comporterait, croyons-nous, plus d'avantages que d'inconvénients.

Un gouvernement minoritaire, de quelque parti qu'il soit, devrait gouverner avec prudence, tout en prenant les mesures visant à s'assurer éventuellement la confiance d'un plus grand nombre de Canadiens. À court terme, cet exercice serait salutaire pour tous les partis présents à la Chambre des communes. L'élection d'un gouvernement minoritaire provoque toujours une certaine dose d'incertitude au pays. Mais les expériences qu'a connues le Canada dans le passé montrent qu'une telle tension peut être féconde.

Les Québécois fédéralistes considèrent que ce scénario comporte un risque important: le Bloc québécois pourrait hériter de la balance du pouvoir. Cependant, même d'un point de vue fédéraliste, une telle situation n'entraînerait pas que des désavantages. En particulier, elle forcerait le Bloc à prendre des décisions, à faire des compromis, et à en assumer les conséquences politiques, ce qu'il n'a jamais eu à faire jusqu'ici. De plus, il devrait être possible pour les partis fédéralistes — en autant qu'ils plaquent l'intérêt du pays avant l'intérêt partisan — de s'entendre pour minimiser l'influence des députés bloquistes.

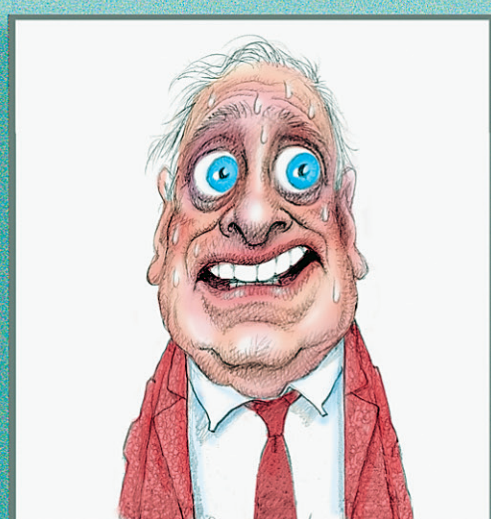
On le voit, à deux jours du vote, la situation n'est pas claire. Quel est l'enjeu principal de ces élections? Quel chef ferait, sur la longue période, le meilleur premier ministre? Quelle direction prendra l'un ou l'autre des partis s'il est porté au gouvernement?

À l'issue de cette campagne électorale, il reste tant de questions sans réponse qu'il sera particulièrement difficile pour les électeurs canadiens de faire un choix. Parce qu'il en est ainsi, nous les invitons à prendre leur temps, à y réfléchir avec tout le sérieux que mérite l'exercice démocratique, et à ne pas se laisser guider seulement par la colère. Dans le cadre de cette réflexion, les Canadiens prendront en compte un grand nombre de facteurs, parmi lesquels ils ne devraient pas négliger la compétence des candidats qui se présentent dans leur circonscription.

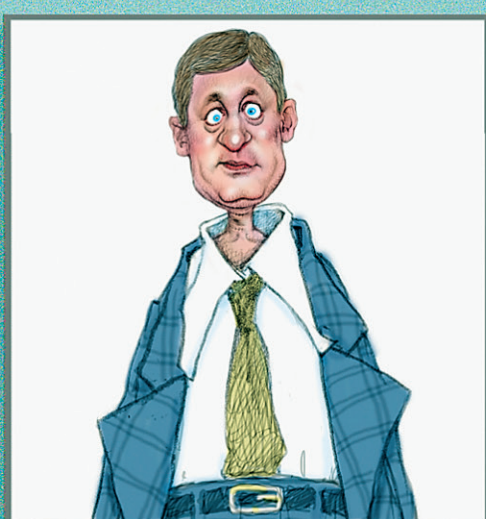
Il faut aussi garder à l'esprit le nouveau régime de financement des partis fédéraux, mis en place par le gouvernement Chrétien. Désormais, l'État financera les partis selon le nombre de votes obtenus lors des plus récentes élections. Par conséquent, chaque citoyen peut se sentir libre de voter selon ses convictions, sachant qu'il contribuera, sinon à faire élire un gouvernement ou un député, au moins à consolider les assises financières de la formation de son choix.

Il est donc d'autant plus important cette année de se rendre aux urnes. Non seulement voter est-il un devoir et un privilège. Lundi, vraiment, chaque vote compte.

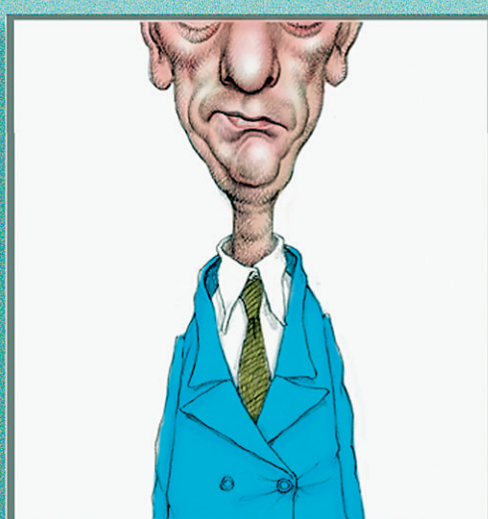
LE NOUVEAU BULLETIN DE VOTE D'ÉLECTIONS CANADA



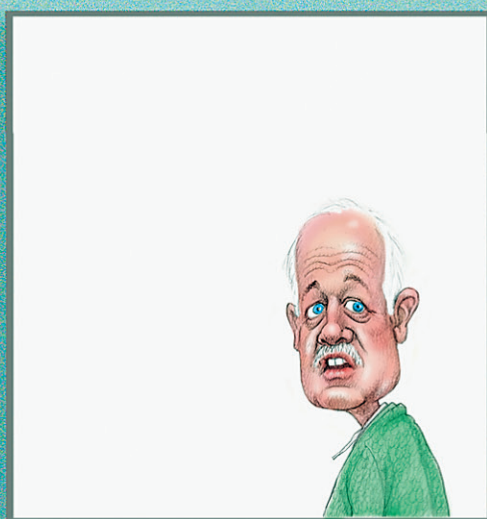
MARTIN



HARPER



DUCEPPE



LAYTON

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

Le pouvoir ou le chialage?

Il y a deux types de tendances dans l'environnement politique du Québec: il y a les partis qui se plaignent et ceux qui font quelque chose.

Malheureusement, ceux qui font quelque chose au Québec semblent plus blâmés par le peuple pour leurs erreurs que leurs bons coups sont reconnus.

Il ne faut pas se le cacher, nous, les Québécois, adorons être scandalisés. Nous en sommes tellement friands que nous sommes prêts à nous déresponsabiliser du prochain gouvernement fédéral en votant pour le « représentant syndical » plutôt que pour celui que nous aimerions voir prendre les décisions.

Les promesses du Bloc sont faciles à faire. Puisque leur objectif est de démontrer que le Canada ne fonctionne pas, ils promettent, non pas d'améliorer notre vie en tant que Canadiens, mais plutôt de présenter les côtés négatifs de toute décision prise par le gouvernement qui aura été élu « par les autres ». La prochaine élection n'est pas un référendum sur la souveraineté, c'est un référendum sur ce que nous sommes et sur nos valeurs. Dans cette élection, les questions sont simples, êtes-vous pour Kyoto ou contre, êtes-vous pour les mariages gays ou contre, êtes-vous pour le choix des femmes à l'avortement ou contre? Maintenant demandez-vous si vous préférez contrôler votre vie ou vous plaindre parce que ça ne va pas comme vous

voulez? Quant à moi, je fais confiance aux Québécois que j'aurai élus au pouvoir.

G. Primeau
 Montréal

Le Québec a toujours été isolé

Il ne reste plus qu'un seul argument aux fédéralistes dans cette campagne électorale: en votant Bloc québécois, le Québec va s'isoler, prétendent-ils. Comme si c'était un phénomène nouveau. Le Québec a toujours été isolé depuis la Conquête de 1760. Facile à comprendre: nos députés et ministres fédéralistes, une fois élus, gouvernent le Canada et non le Québec, ce qui

est normal. Mais cette normalité isole toujours le Québec qui ne représente qu'une minorité au Canada. J'appuie mon argument sur des faits concrets. Nos députés et ministres fédéralistes québécois nous ont donné de beaux cadeaux: la loi des mesures de guerre en 1970, le rapatriement de la Constitution en 1982, le rejet de l'Accord du lac Meech, le plan B, la loi sur la supposée clarté, le refus de reconnaître la nation québécoise, le scandale des commandites, et j'en passe, la liste de cadeaux est très longue. On pourrait remonter jusqu'au début de la fédération. Le Québec a toujours été isolé dans la fédération canadienne. Alors ce n'est pas l'élection du 28 qui va changer quelque chose. Mais en votant massivement pour

le Bloc, le Canada va peut-être finir par se réveiller. Alors là, les choses vont changer.

Normand Rousseau
 Gatineau

Des qualités essentielles

Je pense qu'il sera bénéfique pour notre société que les libéraux ne soient pas majoritaires. Ainsi l'arrogance, le despotisme et la corruption ne seront pas au menu. Pour régner il faut des qualités que bien des libéraux influents n'avaient pas. Ces qualités sont l'honnêteté, le souci du bien public et le désir de servir avant de se servir...

Ronald Boivin

la  Baie encore plus

Seulement @ la Baie

LAUREN
R A L P H L A U R E N



À la Baie : rue Sainte-Catherine O., Fairview Pointe-Claire et Carrefour Laval.

Obtenez jusqu'à 50 % plus de points Primes Hbc.

Utilisez conjointement les deux cartes au moment de régler votre achat dans les magasins de la famille Hbc.



ÉLECTIONS 2004

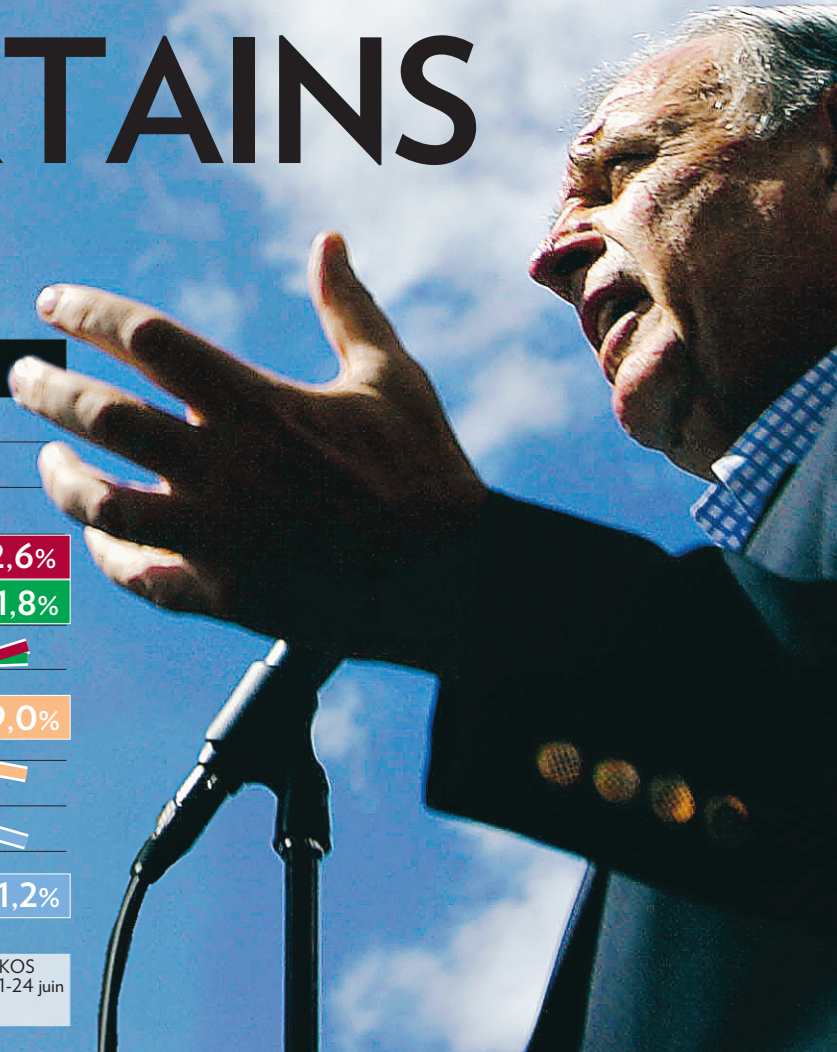
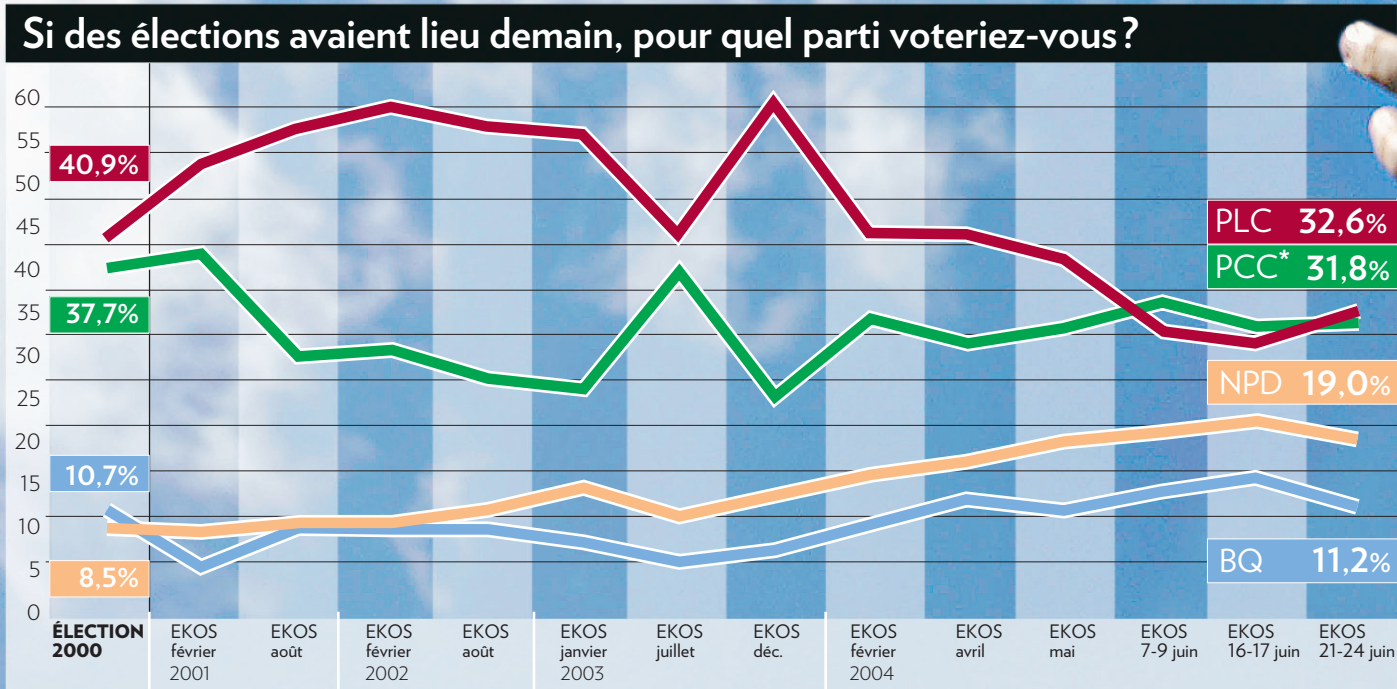
PARTICIPATION
COMBIEN D'ÉLECTEURS VOTERONT ?
PAGE A29

RALPH NADER DONNE SON APPUI AUX NÉO-DÉMOCRATES PAGE A33

SONDAGE EKOS - LA PRESSE - TORONTO STAR

DES CIEUX INCERTAINS

INTENTIONS DE VOTE AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES



* Intentions de vote combinées de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur jusqu'en décembre 2003.
MÉTHODOLOGIE : Ce sondage a été réalisé à partir de 5254 entrevues téléphoniques effectuées du 21 au 24 juin, choisies de façon aléatoire auprès de Canadiens âgés de 18 ans et plus. La marge d'erreur au niveau national est de 1,4%, 19 fois sur 20. Le nombre de répondants dans certaines circonscriptions sélectionnées a été augmenté afin de réduire la marge d'erreur. Les résultats comparatifs des élections de 2000 sont extraits d'un sondage effectué du 23 au 25 octobre 2000 auprès de 2265 Canadiens. Toutes les données ont été équilibrées afin de refléter la démographie canadienne au chapitre de la répartition régionale, du sexe et de l'âge.

INTENTIONS DE VOTE SELON LES RÉGIONS

Si des élections avaient lieu demain, pour quel parti voteriez-vous?

	Colombie-Britannique	Alberta	Prairies	Ontario	Québec	Maritimes
PLC	30%	23%	29%	38%	28%	39%
PCC	34%	58%	37%	35%	11%	33%
NPD	27%	12%	30%	21%	7%	28%
BLOC	--	--	--	--	51%	--
VERTS	7%	7%	5%	5%	3%	0%

PROJECTION DU NOMBRE DE SIÈGES SELON LES RÉGIONS

	Ontario	Québec	CANADA
PLC	58	20	117
PCC	41	0	109
NPD	7	0	27
BLOC	0	55	55
TOTAL	106	75	308

LES LIBÉRAUX PERÇUS COMME LES VAINQUEURS PROBABLES

Sans tenir compte de vos propres intentions de vote, quel parti selon vous va remporter les prochaines élections?

PLC	44%
PCC	29%
BLOC	3%
NPD	2%
NSP / Refus	21%

Tout se jouera en Ontario

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – L'Ontario sera une fois de plus au centre de la lutte très serrée que se livreront jusqu'à la dernière minute les libéraux et les conservateurs afin de former le prochain gouvernement fédéral.

Le dernier sondage Ekos -La Presse-Toronto Star indique en effet que le Parti libéral de Paul Martin y recueille 38 % des intentions de vote, ce qui lui donnerait 58 sièges. Le Parti conservateur de Stephen Harper obtient 35 % d'appuis, pour 41 sièges. Avec 21 % d'intentions de vote, le NPD de Jack Layton terminerait la course avec sept députés.

La maison de sondages estime que les conservateurs semblent avoir fait le plein d'appuis potentiels en Ontario, tandis que les libéraux ont repris du poil de la bête et quelques voix aux néo-démocrates. « L'Ontario semble mettre l'accent sur la sécurité plutôt que sur l'aventure et le châtement. Il se peut que le pouhrit quelque peu irrationnel de sponhrit M. Martin pour les péchés de M. McGuinty (le premier ministre libéral provincial) se soit dissipé », pense le président de la firme Ekos, Frank Graves.

Jusqu'à la mi-juin, le Parti conservateur avait nettement pris la tête des intentions de vote dans cette province, mais le PLC aurait repris les devants. Le changement est survenu quelques jours après les déclarations du chef conservateur Stephen Harper qui liaient son opposant libéral, Paul Martin, à la pornographie juvénile.

Une portion non négligeable de l'électorat appuie toujours le NPD, mais la province compte aussi de nombreux supporters écologistes. Le Parti vert de Jim Harris y obtient effectivement 5 % des intentions de vote.

Le Bloc confirme son emprise au Québec

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC – Avec 23 points d'avance sur le Parti libéral, le Bloc québécois se dirige vers une victoire facile au Québec lundi soir, selon le dernier sondage Ekos-La Presse-Toronto Star.

Cette enquête confirme à peu de choses près les intentions de vote exprimées dans le sondage Crop-

Réalisé du 21 au 24 juin, le coup de sonde Ekos démontre que c'est en grignotant quelques points chez ces deux formations politiques de gauche que le Parti libéral a réussi à devancer les conservateurs.

« La clé du succès pour le PLC, note M. Graves, repose sur un groupe assez important d'électeurs néo-démocrates qui pourraient se tourner vers les libéraux. C'est déjà le cas auprès de l'électorat féminin. »

Toujours en Ontario, selon 254 personnes interviewées par Ekos dans la circonscription de Toronto-Danforth, le chef du NPD, Jack Layton (46 %)

La Presse de mercredi dernier, où le Bloc obtenait 50 % des appuis.

Selon l'enquête menée par Ekos du 21 au 23 juin dans la province, le parti de Gilles Duceppe recueillerait 51 % des intentions de vote des électeurs québécois.

Le Parti libéral obtiendrait 28 %, le Parti conservateur 11 %, le NPD 7 %, et le Parti vert 3 %.

devancerait le député libéral sortant, Dennis Mills (37 %).

Dans le reste du pays

Ailleurs au Canada, les libéraux ne seraient majoritaires qu'à un seul autre endroit, soit dans les provinces maritimes. L'enquête Ekos indique que 39 % des électeurs y favoriseraient le PLC, contre 33 % les conservateurs et 28 % le NPD. En termes de sièges, cela en donnerait 18 aux libéraux, 8 aux conservateurs et 6 aux néo-démocrates.

Dans l'Ouest, rien de nouveau : le Parti conservateur serait toujours roi

et maître, même si le NPD pourrait faire bonne figure dans les Prairies et en Colombie-Britannique. C'est d'ailleurs dans la province la plus à l'ouest que la lutte serait la plus serrée entre les trois principaux partis politiques au pays. Le PC y recueillerait 34 % d'appuis et 17 députés ; le Parti libéral, 30 % et 11 élus ; le NPD, 27 % et huit représentants à Ottawa.

Toutefois, le vétéran néo-démocrate Lorne Nystrom serait sur le point de perdre au Parti conservateur son siège de Regina-Qu'Appelle en Saskatchewan, si l'on en croit le sondage Ekos.

Dans la même province, l'actuel ministre des Finances, Ralph Goodale, aurait une bonne avance dans Wascana. Mais en Alberta, la vice-première ministre, Anne McLellan, serait en danger dans Edmonton-Centre. Ekos lui prédit même une « défaite décisive » face au conservateur Laurie Hawhn, un militaire à la retraite.

L'Alberta resterait le château fort des conservateurs avec 58 % des intentions de vote, ce qui représente 27 sièges sur 28 selon Ekos. Au Manitoba et en Saskatchewan, le PC serait également favorisé avec 37 % d'appuis, contre 30 % pour le NPD et 29 % pour les libéraux.

ÉLECTIONS 2004

DEUX ÉQUIPES EN CAMPAGNE

Une campagne électorale demande de l'organisation. Derrière le candidat que l'on voit dans les médias se cache une vaste équipe. De la personne responsable des bénévoles à celle chargée des avocats le jour du vote en passant par la préposée au buffet, la liste s'allonge. *La Presse* a rencontré l'équipe du candidat bloquiste dans Rosemont-La Petite-Patrie, Bernard Bigras, et celle de Marlene Jennings, candidate libérale dans Notre-Dame-de-Grâce—Lachine. (Pour des raisons logistiques, l'équipe du Bloc n'a réuni que ses membres principaux).



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

L'ÉQUIPE LIBÉRALE DE MARLENE JENNINGS DANS NOTRE-DAME-DE-GRÂCE—LACHINE

1. Rachel Lafortune, responsable des aînés. 2. Michèle Ciampini, chargée des buffets et capitaine de NDG. 3. Violet Coulson, assistante au pointage. 4. Magda Tadros, agenda, publicités et communications. 5. Maria Hernandez Quintanilla, adjointe à la personne responsable des bénévoles. 6. Désirée McGraw, pointage. 7. Violeta Stoican, responsable du pointage. 8. Maria Mazzuca, pointage. 9. M^e Daniel Lavery, responsable des avocats (jour J) 10. Elizabeth McSween, agent officiel. 11. Daria Kapnik, responsable des jeunes. 12. Stanley Baker, responsable du porte à porte. 13. Pauline Bergeron, responsable des bénévoles. 14. Joyce Isaacs, pointage. 15. Michèle Charbonneau, adjointe pour bénévoles. 16. Marie-Armelle Placide, pointage. 17. Cyriaque Sumu, pointage. 18. Christopher Marilley, pointage. 19. Mario Duran-te, capitaine de région. 20. John Relton, organisateur en chef. 21. David S., pointage. 22. Peter John Kennedy, codirecteur du comité. 23. Rodrigue Saint-Pierre, codirecteur du comité. 24. Russell Copeman, député provincial de Notre-Dame-de-Grâce. 25. Claude Dauphin, maire de l'arrondissement de Lachine. 26. Gabriel Retta, affiches et accompagnateur de Marlene Jennings.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

L'ÉQUIPE BLOQUISTE DE BERNARD BIGRAS DANS ROSEMONT—PETITE-PATRIE

1. Robert Loiselle, directeur de l'organisation de la campagne. 2. Bernard Bigras, député-candidat. 3. Pierrette Huot, responsable du financement. 4. Éric Daoust, responsable de la structure. 5. Normand D'Ambrosio, responsable du jour J. 6. Marie Bégin, responsable du pointage. 7. Robert Laporte, responsable de la mobilisation. 8. Jacques Archambault, responsable de la mobilisation. 9. Martin Doiron, représentant jeunes. 10. Richard Roussin, agent officiel du candidat. 11. M^e Marc Michaud, responsable des services juridiques. 12. Robert Dion, responsable des communications.



Clarkson pourrait jouer un rôle central

KARIM BENESEAIEH

Les élections 2004 pourraient passer à l'histoire et faire les délices des experts en parlementarisme britannique. Si les Canadiens votent lundi pour un gouvernement minoritaire, ils redécouvriront du même coup que leur chef d'État est la gouverneure générale Adrienne Clarkson.

C'est elle qui, en s'appuyant sur la tradition parlementaire et les recommandations du premier ministre sortant, devra trancher quant à la composition du prochain gouvernement. Sa marge de manoeuvre serait cependant très limitée, jugent les experts, puisque les conventions politiques

canadiennes tranchent presque toujours en faveur du gouvernement en place.

En fait, la dernière fois qu'un gouverneur général a refusé d'obéir aux ordres d'un premier ministre canadien remonte à 1926. Une répétition de ce scénario est aujourd'hui qualifiée de très improbable, voire d'« absurde » par les constitutionnalistes.

Une équipe de conseillers constitutionnels et juridiques, sous l'égide du Conseil privé, a cependant été constituée pour tenter de démêler les diverses possibilités qui se présenteraient à M^{me} Clarkson dès mardi matin.

Évidemment, dans le cas d'un gouvernement majoritaire, qu'il soit con-

servateur ou libéral, la situation est claire. Le chef du parti qui dispose d'une majorité de siège est invité à former le gouvernement.

Dans l'éventualité où aucun parti n'obtient une majorité de sièges, il reviendra à Paul Martin de décider s'il souhaite rester premier ministre. Il aura ce privilège même si les libéraux obtiennent moins de sièges que les conservateurs. Dans ce cas, M. Martin devra former une coalition en obtenant l'appui de tiers partis de façon à remporter au moins un premier vote de confiance.

C'est ce qui est arrivé en 1925, quand le premier ministre libéral Mackenzie King avait décidé de gar-

der le pouvoir même si son parti avait obtenu moins de sièges que les conservateurs. Il a réussi à gouverner pendant un an avec l'appui du Parti progressiste.

Paul Martin, lui, devra s'assurer que le NPD et le Bloc québécois accepteraient de laisser le Parti libéral au pouvoir. Pas besoin d'un appui formel ou d'une coalition en bonne et due forme : il suffit que les partis n'aient pas l'intention avouée de renverser le gouvernement à la première occasion.

Évidemment, ce scénario n'est mathématiquement possible que si les libéraux n'ont qu'un léger retard sur leurs rivaux conservateurs. S'ils de-

vaient être battus par plus d'une dizaine de sièges, la tradition imposerait à Paul Martin de remettre sa démission à la gouverneure générale.

C'est là que les scénarios deviennent nettement plus imprévisibles.

Car la situation politique canadienne en 2004 est exceptionnelle, de l'avis de nombreux analystes. Les conservateurs, s'ils n'obtenaient qu'une minorité de sièges, pourraient difficilement former une coalition avec leurs rivaux socio-démocrates. Il est donc probable que la gouverneure générale demande à Paul Martin de tenter de créer une coalition.

Les libéraux se trouveraient alors dans la même situation que les huit autres gouvernements minoritaires qu'a connus le Canada, qui ont tenu en moyenne un an et cinq mois. Le plus éphémère a duré 177 jours, d'août 1957 à février 1958.

Dernier round serré

LAURA-JULIE PERREAU

REVUE DE PRESSE

Égalité entre libéraux et conservateurs : voilà ce que tous les journaux canadiens prédisent à quelques jours des élections. Dans ce dernier round de la bataille électorale, les partis politiques s'arrachent chaque vote. Et tous les moyens sont bons pour séduire avant le 28 juin !

Il faut regarder du côté de l'Ontario, province qui détient à elle seule 33 % des sièges de la Chambre des

communes, pour voir se déployer toute la panoplie des armes de persuasion. À Hamilton, ancien château fort libéral où la lutte est très serrée, les trois principaux partis ont décidé de donner un peu d'aide à leurs bénévoles qui font du porte-à-porte en utilisant des centres d'appel pour atteindre le plus d'électeurs possible, écrit le *Hamilton Spectator*. Un des candidats libéraux a déclaré qu'il avait reçu 8 appels, dont trois de son propre parti, en une semaine !

À Toronto, ce sont les journaux des groupes ethniques qui ont remarqué le soudain intérêt que les partis leur

portent à moins d'une semaine des élections, note le *Toronto Star*. Le quotidien torontois donne en exemple le *Desi News*, destiné à la communauté sud-asiatique de Toronto. Dans son dernier numéro de 52 pages, le journal a imprimé 10 pages de publicité réservées uniquement aux partis politiques.

Dans un éditorial publié cette semaine, le *Toronto Star* remarquait que peu d'attention a été portée aux questions de l'immigration et de la diversité ethnique pendant la campagne. Ces dossiers ont pourtant pris le haut du pavé dans la très convoitée circonscription de Toronto-Danforth cette semaine. Le chef du NPD, Jack Layton, qui y affronte la vedette libérale Dennis Mills, a marqué plusieurs points lors d'un débat en pro-

mettant d'éliminer les frais de 975 \$ que doivent déboursier tous les nouveaux immigrants.

Quel Grewal ? Quel Cheema ?

Quittons l'Ontario pour aller faire un tour à Surrey, en banlieue de Vancouver, où le dédoublement des noms inquiète certains candidats. Le candidat libéral, Gulzar Cheema, un ancien ministre libéral au provincial, se fait apostropher par les électeurs qui le confondent avec Jasbir Cheema, un conservateur qui a gagné une investiture controversée contre un ancien député, souligne le *Vancouver Sun*, dans un article qui avait aussi pour but de différencier le député conservateur Gurmant Grewal, de sa femme, la néophyte Nina Grewal. Les deux époux se présentent dans

des circonscriptions différentes de Surrey. Pour ajouter à la confusion, la ville de Surrey a été redécoupée pour cette élection.

Au Nouveau-Brunswick, un débat entre les quatre candidats dans la circonscription de Moncton-Riverview-Dieppe, s'est transformée en bataille des sexes. *L'Acadie-Nouvelle* rapporte que le candidat conservateur, Jean Leblanc, a été isolé par ses trois concurrentes, la ministre libérale sortante Claudette Bradshaw, la néo-démocrate Héléne Lapointe et la candidate du Parti vert, Judith Hamel. Les trois politiciennes ont fait la vie dure au candidat conservateur sur la question de l'avortement, de la peine de mort et du bilinguisme, question centrale dans cette province qui abrite une large minorité francophone.



La beauté intérieure

Enfin, la liberté de choisir !

À l'achat d'un matelas chez Linen Chest, vous ne recevez pas de cadeau dont vous ne voulez pas de toute façon. Vous recevez plutôt un certificat cadeau d'une valeur pouvant atteindre 800\$*. Vous aurez ainsi le loisir de choisir ce qui vous plaît dans un de nos magasins.

en Plus

NOUS PAYONS LES TAXES SUR TOUS LES MATELAS ET SOMMIERS**

Base de lit gratuite
Livraison gratuite
Installation gratuite

Nous reprenons votre vieux matelas, sans aucuns frais.

GARANTIE DE 30 JOURS

TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Centre Rockland (Montréal) • Promenades de La Cathédrale (centre-ville) • Galeries Laval (Laval) • Place Portobello (Brossard)

SERVICE À DOMICILE GRATUIT 514.341.7810

www.linenchest.com

* La valeur du certificat cadeau peut varier entre 100 \$ et 800 \$ selon la valeur à l'achat d'un matelas ou d'un ensemble de matelas et sommier de marque Simmons Beautyrest ou Sealy Posturepedic. Le certificat cadeau ne peut être appliqué au registre de mariage ni à tout achat de matelas ou ensemble de matelas et sommier de marque Simmons ou Sealy et il ne peut être échangé pour de l'argent comptant. ** Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ, excluant les produits Tempur. Cette offre est en vigueur jusqu'au 4 juillet 2004 et elle ne peut être combinée à aucune autre offre. Ne s'applique pas aux produits vendus ou achetés antérieurement.

ÉLECTIONS 2004

Martin paraît renoncer à la majorité

JOËL-DENIS BELLAVANCE

TORONTO — Le chef du Parti libéral, Paul Martin, semble se résigner à ce que les Canadiens élisent un gouvernement minoritaire pour la première fois en 25 ans lors des élections de lundi.

En faisant campagne hier en Ontario, M. Martin a admis pour la première fois que les probabilités que ses troupes conservent leur majorité à la Chambre des communes sont très minces.

Le chef libéral entend donc profiter des heures qui lui restent d'ici à ce que les électeurs se prononcent pour continuer d'exhorter les sociaux-démocrates et les fédéralistes du Québec à se ranger derrière le Parti libéral s'ils veulent empêcher le chef du Parti conservateur, Stephen Harper, de prendre le pouvoir. Cette stratégie vise manifestement à permettre aux libéraux de former au moins un gouvernement minoritaire.

« Il ne reste plus que trois jours à la campagne. Les sondages nous indiquent que ce sont les élections les plus serrées depuis les années 70. C'est tellement serré que, pour la première fois en 25 ans, certains disent que nous pourrions nous retrouver avec un gouvernement minoritaire. Cela veut dire que les derniers jours seront cruciaux. Cela veut dire que chaque vote peut faire une différence », a déclaré M. Martin à quelque 200 militants dans un discours en matinée à Belleville.

Il a ensuite évoqué les différences profondes qui existent entre le Parti libéral et le Parti conservateur pour souligner l'importance du vote. Selon lui, Stephen Harper ne défendra pas l'intégrité de

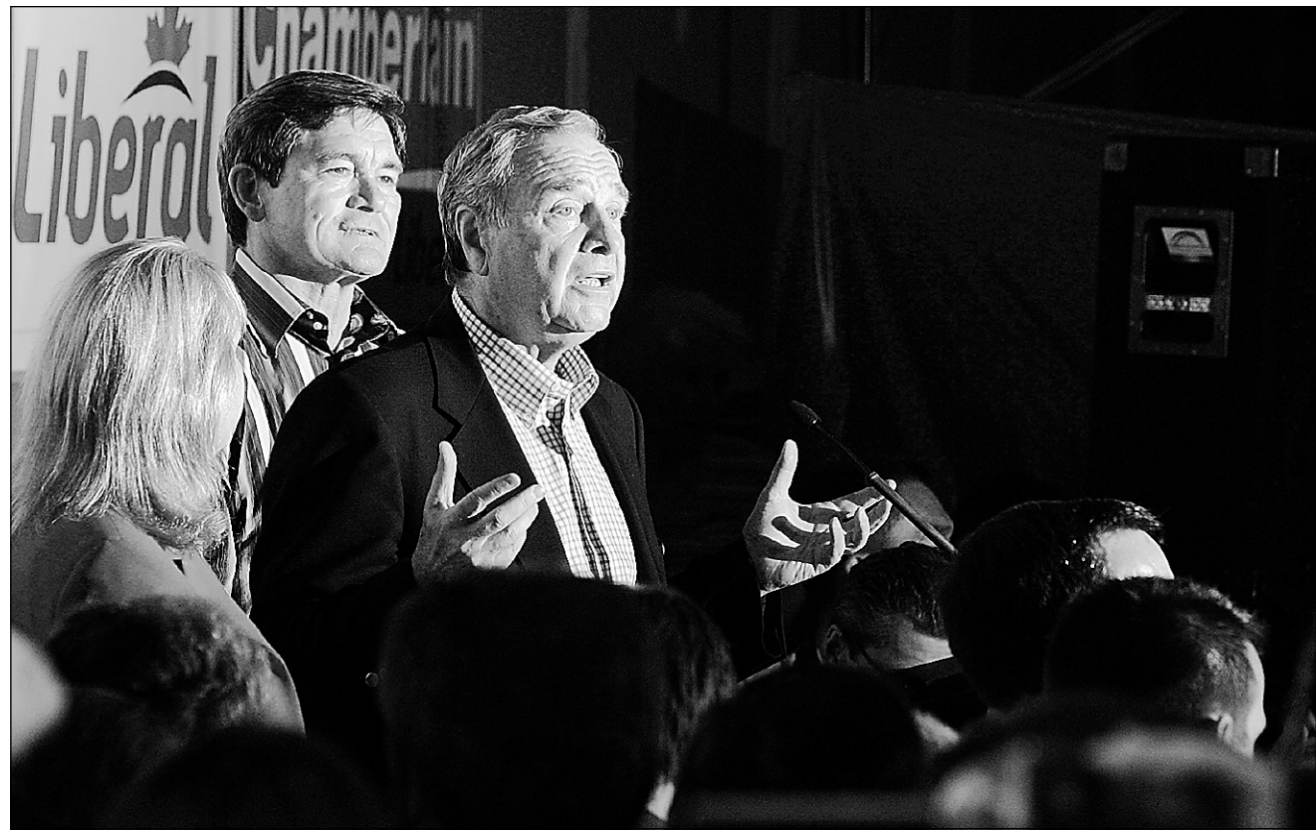


PHOTO CARLO ALLEGRI, GETTY IMAGES

Paul Martin invite les Canadiens à la prudence en vue du scrutin de lundi, et veut les convaincre de ne pas « tenter une expérience avec un gouvernement qui ne croit pas que les gens peuvent être maîtres de leur propre destinée. »

la Loi canadienne sur la santé, investira massivement dans les forces armées, négligera l'éducation postsecondaire, renoncera aux objectifs environnementaux prévus par le protocole de Kyoto et minera la Charte des droits et libertés.

M. Martin a d'ailleurs fait ses choux gras hier des propos controversés tenus par un député conservateur de la Colombie-Britannique, Randy White, qui, dans une entrevue accordée à un réseau de télévision peu avant le déclen-

chement des élections, a vertement critiqué les tribunaux parce qu'ils utilisent la Charte des droits et libertés pour accorder des droits à des groupes marginaux. Dans cette entrevue, M. White a soutenu qu'un gouvernement conservateur n'hésiterait pas à recourir à la clause dérogatoire pour mettre fin à cette tendance.

« Dans une course aussi serrée, et compte tenu de l'importance des enjeux, un vote pour le NPD lundi pourrait très bien permettre

à Stephen Harper de devenir premier ministre mardi. Mais vous auriez peu de choses en commun avec ce premier ministre. Vous ne partageriez pas les mêmes valeurs, les mêmes priorités ou la même vision de ce grand pays. Pour un militant néo-démocrate, la manière la plus certaine d'empêcher Stephen Harper de devenir premier ministre, de protéger les politiques et le Canada auxquels vous croyez, c'est d'appuyer le seul parti qui peut former le gouvernement et ce

parti est le Parti libéral », a soutenu M. Martin.

Il a aussi fait valoir que le pays a fait trop de réalisations importantes, notamment au chapitre de l'équilibre budgétaire et de la croissance économique, pour « tenter une expérience avec un gouvernement qui ne croit pas que les gens peuvent être maîtres de leur propre destinée ».

En point de presse plus tard à Toronto, M. Martin a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de discuter avec le chef du NPD, Jack Layton, avant la fin des élections, d'une possible alliance entre les deux partis dans le but de stopper le Parti conservateur.

Il a aussi précisé qu'aucun de ses proches collaborateurs n'a reçu le mandat de sa part d'entreprendre des négociations avec les mandarins du NPD.

Comme il l'avait fait la veille à Brossard, M. Martin a invité les fédéralistes du Québec à réfléchir aux conséquences de leur vote s'ils décident d'appuyer le Bloc québécois.

« À mes compatriotes du Québec, je dis pensez-y bien. Vous devez savoir qu'un vote pour le Bloc entraînera une suite d'événements indésirables. Stephen Harper au pouvoir. Pensez-y. Et Gilles Duceppe, dans l'opposition, travaillera de concert pour marginaliser le Québec par rapport au reste du Canada. Gilles Duceppe, Bernard Landry, Jacques Parizeau en profiteront pour mener à terme le projet auquel ils ont consacré leur vie entière, c'est-à-dire sortir le Québec du Canada. Le Québec perdra sa place, la place qui lui revient dans le pays qu'il a construit », a-t-il affirmé.

Taux de participation: un autre mystère

ANDRÉ DUCHESNE

À l'image des incertitudes entourant le vainqueur du scrutin de lundi, le taux de participation des électeurs constitue un autre mystère de cette campagne électorale.

C'est du moins l'impression qui reste après avoir consulté l'opinion de quelques experts sur la question. Le groupe ne rame pas dans la même direction, loin de là. Même l'augmentation spectaculaire (1,2 million, soit une hausse de 60 % sur les résultats de 2000) du nombre d'électeurs lors des journées de vote par anticipation n'arrive pas à dégager une tendance.

La donnée est pourtant des plus intéressantes. Depuis les élections générales du 4 septembre 1984, le taux de participation n'a cessé de baisser, passant de 75,3 % (1984 et 1988) à 71,8 % (référendum sur l'accord de Charlottetown en 1992), 69,6 % (1993), 67 % (1997) et 61,2 % (2000). Le scrutin de demain confirmera-t-il, freinera-t-il ou inversera-t-il cette tendance ?

Professeur de science politique à l'université d'Ottawa, François-Pierre Gingras est l'un de ceux qui croient que le vote par anticipation est un bon indicateur d'une hausse du taux de participation.

« Trois éléments peuvent déterminer une telle hausse : la période de

l'année, un bon travail de marketing d'Élections Canada ou une forte stimulation chez les électeurs. On ne peut compter sur les deux premières réponses pour décoder ce qui s'en vient. Par contre, si les gens sont allés voter parce qu'ils étaient déjà fortement stimulés, ça laisse croire à un bon taux pour lundi. Et dans un tel cas, ce n'est pas bon signe pour le parti sortant », explique-t-il à *La Presse*.

Son collègue Larry LeDuc, de l'Université de Toronto, croit au contraire que seulement 58 % de la population ira voter. Dans une entrevue à la Presse Canadienne, ce dernier impute ce nouveau recul au désintéressement des jeunes.

L'observation n'a pas de quoi réjouir, d'autant plus que M. LeDuc a une certaine notoriété dans le milieu. Il est coauteur d'un document sur le déclin de la participation aux élections fédérales pour le compte d'Élections Canada.

À mi-chemin entre ces deux positions, le professeur Nelson Wiseman, également de l'Université de Toronto, estime qu'il est difficile de faire des prédictions quand les données d'Élections Canada sont aussi imprécises. « Les données ne sont pas fiables. Il y avait un million de doublons sur la liste électorale de 2000 », lance-t-il.

Ce chiffre avait été donné la veille par le directeur général d'Élections

Canada, Jean-Pierre Kingsley, qui a assuré que le travail effectué au cours des derniers mois avait permis d'éliminer les erreurs. Une assurance qui ne semble pas convaincre M. Wiseman. Ce dernier croit aussi que l'élimination du travail des scrutateurs de porte en porte a l'effet pernicieux d'éloigner l'électeur du processus électoral.

À Élections Canada enfin, on se montre optimiste face au taux de participation de lundi. Le porte-parole de l'organisme fédéral pour le Québec, Gilles Paquin, rappelle les initiatives qui ont été prises cette année, telles une campagne auprès des jeunes et l'ouverture à tous du vote par bulletin spécial et par la poste.

Harper reconnaît que le Québec forme une nation

HARPER

(suite de la page A1)

Ils élaient d'abord au poste de premier ministre, affirme-t-il, l'homme politique le plus décentralisateur de tout le Canada anglais, l'homme qui réglerait le problème du système de santé au pays dans le respect des provinces et, enfin, l'homme qui comprend, reconnaît et propose des solutions pour régler la question du fameux déséquilibre fiscal que refusent de voir les libéraux de Paul Martin.

Un parcours plein d'embûches

Stephen Harper, 45 ans, vient de tenir sa dernière assemblée publique au coeur de ce qui est devenu le véritable champ de bataille de la campagne, l'Ontario. Ce soir là, jeudi à Belleville, il est épuisé. Mais il accepte quand même d'accorder cette entrevue. « Je ne sais pas pourquoi, dit-il, mais la presse francophone me traite beaucoup plus justement que la presse anglophone... »

Il a passé la journée à donner des entrevues radiophoniques, à voyager de Hamilton à Belleville en passant par Sarnia, à l'autre bout de l'Ontario, puis à prononcer sous une grande tente un long discours devant quelque 700 partisans on ne peut plus enthousiastes, ici, dans ce qui était, il n'y a pas si longtemps, un fief libéral.

Dans le corridor près de sa chambre, à l'hôtel, un groupe de policiers montent la garde. À l'intérieur, Stephen Harper a laissé tomber la veste. Sa cravate est détachée, il est assis au bout d'un long canapé vert, la chemise toute froissée. « Je suis fatigué, avoue-t-il. Il faudra me pousser un peu avec vos questions pour que je trouve les bons mots en français. » Il

était malgré tout détendu, courtois, tout à fait le contraire de l'homme un peu raide, méfiant et timide qui semble avoir du mal à communiquer avec les gens quand il est dans une foule ou en présence de journalistes.

Le parcours a été long, plein d'embûches, mais le chef conservateur, qu'il perde ou qu'il gagne le 28 juin, s'apprête à sortir la tête haute de cette campagne électorale. Il se dit content, lui qui, il n'y a pas trois ans, prenait la tête d'une opposition officielle réduite à 6 % dans les sondages. Or, depuis mardi dernier, Stephen Harper fait campagne comme un vainqueur. Il a changé de stratégie et se concentre sur son message, parlant moins aux journalistes, de peur sans doute de se laisser entraîner là où il ne veut pas aller.

La main tendue

Et le Québec dans tout cela ? Que fera Stephen Harper s'il est appelé à diriger un gouvernement minoritaire sans un seul siège de ce côté-ci de l'Ontario pour sa formation ? S'era-t-il aussi le premier ministre des Québécois ?

« C'est mon objectif, répond-il. Ça n'existe pas, dans notre système, un premier ministre avec un astérisque à côté de son nom qui précise qu'il est premier ministre du pays sauf une province. Je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour bien représenter les Québécois, mais je préférerais que cela se fasse avec des élus. »

« Je tends la main aux Québécois, dira-t-il à plusieurs reprises, afin qu'ils se joignent à nous dans un nouveau gouvernement qui respecte les compétences des provinces et la situation particulière du Québec, qui reconnaît le déséquilibre fiscal et qui est prêt à faire les choses de manière honnête. »

Alors que le scénario d'un gouvernement minoritaire semble inévitable, le chef conservateur évoque certaines similitudes avec le NPD à propos d'une éventuelle réforme du système électoral. Et le Bloc québécois ? M. Harper soutient qu'il n'y a pas mieux que lui pour défendre les intérêts du Québec dans des domaines comme ceux de la santé ou de la fiscalité. Non seulement, estime-t-il, Paul Martin a perdu toute crédibilité dans tout le Canada avec le scandale des commandites, mais il n'en a aucune dans le dossier de la santé.

« Je pense que M. Martin a une mentalité beaucoup plus centralisatrice que moi face à ce problème. Il me critique en disant que mon programme en santé n'est pas assez détaillé. La réalité, c'est que mon programme est moins détaillé que le sien parce que je me suis engagé à négocier avec les provinces en respectant leurs compétences. À la fin, nous devons avoir un système qui permette de rendre des comptes. Mais il ne s'agit pas de rendre des comptes au gouvernement fédéral. Il s'agit de rendre des comptes aux contribuables. »

Quant au scandale des commandites, Stephen Harper ne croit pas aux excuses tardives de Paul Martin. « Le scandale des commandites, affirme-t-il, c'est seulement un symbole. Il n'y a pas que ce scandale. Il y a le fiasco aux Ressources humaines, l'Auberge Grand-Mère, 36 enquêtes policières, la Défense nationale, le fiasco du registre des armes à feu. C'est un gouvernement marqué par l'incompétence, le gaspillage et les scandales. Je pense que le scandale des commandites, ce n'est pas un incident isolé. C'est une mentalité, un symbole, une façon de faire récurrente chez les libéraux. »

EN BREF

Le Québec « veut le pouvoir »

Prenant note des récents sondages qui annoncent une lutte serrée, des responsables libéraux sont montés au créneau hier pour appeler les Québécois à « faire la différence ». Le lieutenant québécois de Paul Martin, Jean Lapierre, estime que les Québécois ont les « cartes dans leurs manches » pour décider de la composition du prochain gouvernement et, partant, de l'identité de leur premier ministre. « On a l'opportunité d'avoir un Québécois comme premier ministre, a-t-il fait valoir lors d'une conférence de presse organisée dans un parc d'Outremont. Là, c'est clair que nous, on peut faire la différence si on veut Paul Martin comme premier ministre. » La candidate libérale dans Jeanne-Le Ber, Liza Frulla, a quant à elle invité les Québécois à ne pas se contenter de la balance du pouvoir que pourrait obtenir le Bloc québécois à l'issue du scrutin de lundi. « C'est serré dans le reste du Canada, nous pouvons faire la différence. Nous pouvons dire haut et fort : nous, au Québec, avons fait la différence au niveau du vote. Nous ne voulons pas nous contenter de la balance du pouvoir, nous voulons nous contenter du pouvoir. » Karim Benessaïeh

Le CPAC donne 34 % au PLC

Le sondage publié hier par la chaîne de télévision vouée à la politique canadienne, CPAC, donnait quatre points d'avance aux libéraux. Selon l'enquête menée auprès de 1200 électeurs, les libéraux obtiennent 34 % des intentions de vote contre 30 % aux conserva-

teurs, 20 % au NPD et 12 % au Bloc. Les libéraux mèneraient en Atlantique, au Manitoba, en Saskatchewan et en Ontario.

Pas de A dans le logement social

Un E aux conservateurs, un D aux libéraux et des B au NPD et au Bloc québécois. Ce sont les notes attribuées hier par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) aux partis politiques en regard de « leur performance dans le domaine du logement social ». L'organisme note que le chef conservateur, Stephen Harper, n'a pas dit un mot sur le sujet durant la campagne ; il reçoit donc un E, synonyme d'échec. Quant à la somme oscillant entre 1 et 1,5 milliard promise par les libéraux, elle est insuffisante dit le FRAPRU qui accorde un D à Paul Martin. Les engagements financiers du NPD et du Bloc rejoignent grosso modo ce que le FRAPRU réclame, mais on croit que les deux partis auraient pu en parler davantage.

Les chefs aujourd'hui

En cette avant-dernière journée de campagne électorale, les chefs des principaux partis feront campagne aux quatre coins du pays. Le premier ministre Paul Martin est de passage en Acadie où il participe aux festivités du 400^e anniversaire de l'arrivée des Français à l'île Sainte-Croix. Il passe la soirée à Fredericton. La caravane de Gilles Duceppe s'arrêtera à Rigaud, dans plusieurs quartiers de Montréal et à Brown. Stephen Harper sera à Kelowna. Vancouver et dans la vallée du Bas Fraser. Enfin, le chef néo-démocrate Jack Layton fera campagne à Hamilton avant de se rendre à Victoria et Vancouver.

ÉLECTIONS 2004

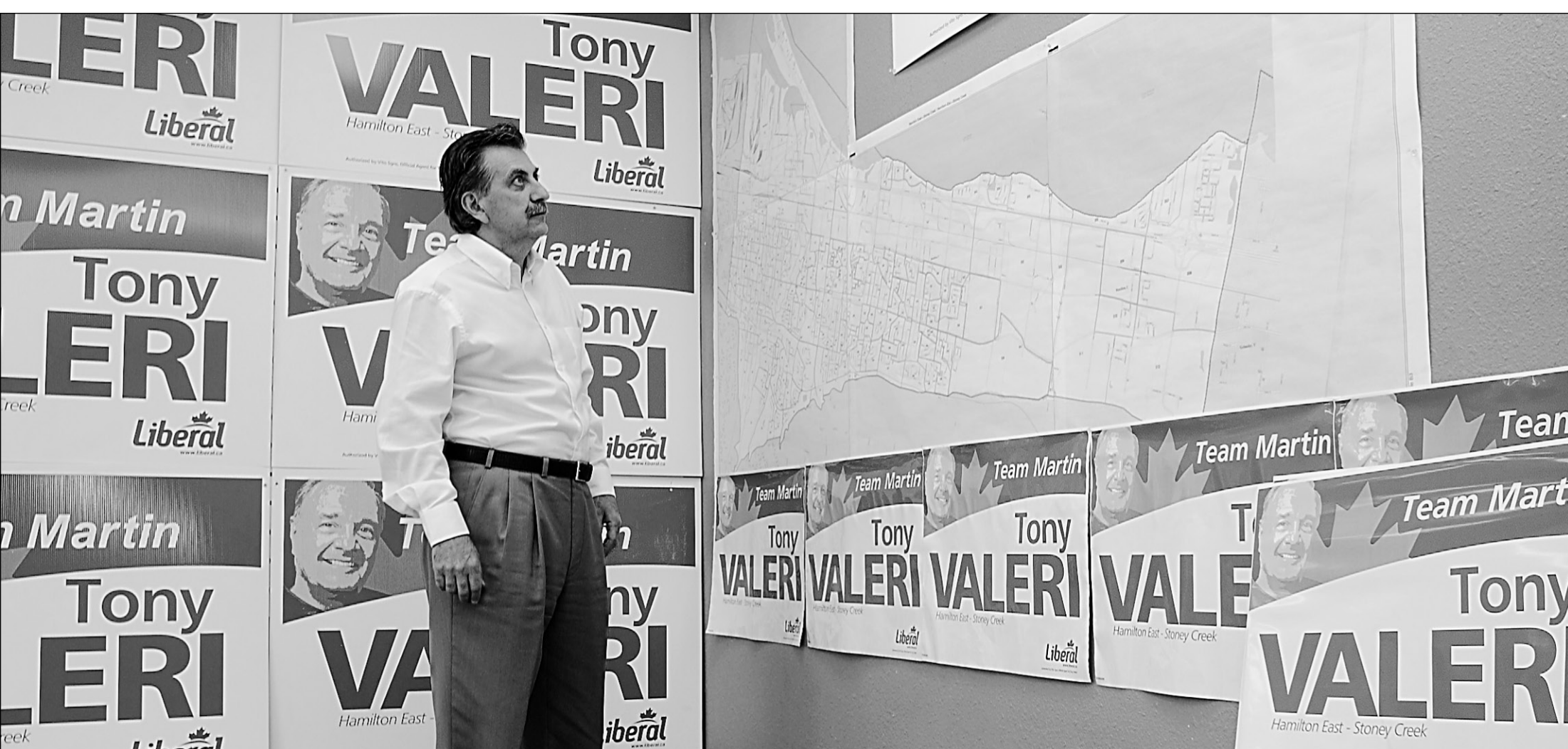


PHOTO SIMON WILSON. COLLABORATION SPÉCIALE. LA PRESSE

Le ministre des Transports et candidat libéral dans Hamilton-Est-Stoney-Creek, Tony Valeri, observe une carte de sa circonscription dans son local électoral. Les néo-démocrates pensent pouvoir ravir son siège à M. Valeri, de même que deux des trois autres de Hamilton.

HAMILTON

Une grogne en acier

Des libéraux déchirés, au point où deux ministres en vue pourraient perdre leur siège. Des néo-démocrates gonflés à bloc et qui comptent sur l'appui visible de transfuges libéraux et des syndicats. Entre les deux, des conservateurs qui espèrent profiter de la division des votes. Tous veulent farouchement remporter la bataille de Hamilton, une ville industrielle en plein coeur de l'Ontario, où se décidera le sort du prochain gouvernement.



KARIM BENESSAIEH

Si les panneaux électoraux pouvaient voter, Hamilton serait de toute évidence emportée par une vague néo-démocrate lundi.

Ici, dans cette ville industrielle d'un demi-million d'habitants située à moins de 45 minutes de Toronto, l'affichage électoral n'est pas permis sur la voie publique, comme dans tout l'Ontario. Les partis doivent donc miser sur leurs supporters et utiliser leurs pelouses et leurs fenêtres pour afficher leurs couleurs.

Résultat : les affiches orange et vert du NPD sont omniprésentes, surclassant dans une proportion de trois pour un dans certains quartiers celles des libéraux et des conservateurs. La domination est à ce point outrageuse que les libéraux, piqués à vif par une caricature du quotidien local, ont décidé la semaine dernière de lancer un blitz d'installation de pancartes.

« Je leur souhaite bonne chance, c'est un peu tard pour ça, lance David Christopherson, candidat NPD dans Hamilton-Centre, où il tente de déloger le ministre du Revenu, Stan Keyes. La visibilité de nos pancartes nous a donné un bon élan, ça démontre qu'en plus de voter pour nous, les gens sont fiers de le montrer et de nous appuyer dans la campagne. »

Le ministre Keyes admet que la lutte est farouche, « plus que les autres années », a-t-il précisé. Le dernier budget du gouvernement McGuinty, avec ses mesures impopulaires, dont l'instauration d'une surtaxe en santé alors qu'il avait promis de ne pas hausser les impôts, a fait mal. « Je me bats contre ça tous les jours. Le message qu'on m'envoie, c'est que les libéraux sont des menteurs. »

Les attentes sont élevées chez les néo-démocrates : les troupes de Jack Layton pensent que trois circonscriptions de Hamilton, « peut-être quatre », basculeront dans leur camp le 28 juin, précise le porte-parole du parti, Karl Bélanger. « Il y a plusieurs phénomènes qui nous aident : le budget McGuinty, l'affaire Sheila Copps, le scandale des commandites. C'est une ville ouvrière où la présence syndicale est très forte, et où on présente d'excellents candidats. »

Vétérans de deux décennies en politique — il a été conseiller municipal, puis ministre dans le gouvernement néo-démocrate de Bob Rae —, David Christopherson affirme avoir senti la grogne de l'électorat envers les libéraux « dès la première porte ». Il compte sur l'appui actif de plusieurs dizaines de libéraux déçus, dont la propre mère de Sheila Copps, Geraldine, qu'il a côtoyée au conseil muni-

cipal de Hamilton. « Les libéraux ont été quelque peu victimes de leur succès, analyse-t-il. Ils ont remporté tous les sièges ici dans les dernières années, tant au fédéral qu'au provincial. Montés si haut, ils ne pouvaient que se déchirer. »

Un signal inespéré

C'est justement à quelques kilomètres de là, à Hamilton-Est-Stoney-Creek, que les libéraux ont été considérablement affaiblis par une lutte fratricide. À l'issue d'une investiture controversée, le ministre des Transports, Tony Valeri, l'a emporté sur un ancien pilier de l'équipe Chrétien, Sheila Copps, qui représentait Hamilton-Est depuis 1984.

Dire que la guerre a laissé des traces est un euphémisme. C'est par centaines, affirme l'organisation néo-démocrate, que les libéraux frustrés ont quitté leur ancien parti. L'ancien directeur de M^{me} Copps déclare ouvertement qu'il n'appuie pas M. Valeri, même s'il assure donner un coup de

main à d'autres candidats libéraux.

Le jour du passage de *La Presse*, des employés s'affairaient à vider les bureaux de celle qui est toujours députée jusqu'au scrutin. « C'est vrai, beaucoup d'anciens libéraux s'affichent maintenant chez les néo-démocrates, la vague est très forte ici, convient M^{me} Copps. Moi, je suis toujours libérale, mais je ne peux pas appuyer M. Valeri, pas avec la façon malhonnête dont il a remporté l'investiture. »

« Les libéraux ont été quelque peu victimes de leur succès. »

Le candidat néo-démocrate de Hamilton-Est-Stoney-Creek, Tony DePaulo, voit comme un « signal » l'arrivée inespérée de tant de bénévoles libéraux. « Les gens sont fatigués des libéraux et ils ai-

ment ce qu'ils entendent de moi. J'ai une réponse extraordinairement positive quand je fais du porte-à-porte. »

M. DePaulo dispose d'un atout de taille : dans cette ville où l'industrie sidérurgique est dominante et emploie quelque 15 000 personnes, il est le président de la section locale du puissant Syndicat des métaux. Un des enjeux majeurs de l'élection est le sort de l'aciérie Stelco, le deuxième employeur privé de la ville avec 5000 ouvriers, qui s'est placée sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers le 29 janvier. Sa caisse de retraite affiche en outre un déficit de 1,3 milliard.

« Tony Valeri est là depuis 1993 et les gens ont le sentiment qu'il n'a rien fait, il n'a pas tenu ses promesses, que ce soit pour l'industrie de l'acier, les soins de santé ou les caisses de retraite », accuse M. DePaulo.

Le ministre Valeri, lui, estime que l'affaire Copps a eu peu d'impact sur la campagne. « Mes adversaires s'affairent à monter ça en épingle, mais la réalité, c'est que beaucoup de bénévoles de M^{me} Copps ont joint mon organisation. Il admet se buter à la grogne des électeurs, que ce soit sur le scandale des commandites ou les déboires de la Stelco, mais assure que ses explications sont bien reçues.

la communauté, le néo-démocrate Chris Charlton et le conservateur Tom Jackson. Le premier est un militant progressiste de longue date qui s'est présenté à plusieurs reprises dans la circonscription et qui mène une campagne fort énergique. M. Jackson, conseiller municipal depuis 1988, peut miser sur la réunification des votes de la droite qui l'aurait pratiquement placé à égalité avec M^{me} Phinney en 2000.

Ancaster-Dundas-Flamborough-Westdale

Cette circonscription comprend de petites municipalités rurales ainsi que le secteur Westdale de Hamilton, regroupant 106 295 habitants. Son député, le libéral et ex-journaliste John Bryden, est passé avec fracas chez les conservateurs en dénonçant le « cynisme » et l'incapacité de diriger du gouvernement Paul Martin. Le Parti conservateur a bon espoir de récupérer cette circonscription et mise sur un consultant en formation de 47 ans, David Sweet, un nouveau venu en politique. Le candidat libéral, Russ Powers, est au contraire un vétéran de la politique municipale, ayant siégé comme conseiller depuis 19 ans et agi à titre de vice-président de la Fédération canadienne des municipalités. Le NPD est représenté par un médecin, Gordon Guyatt, 50 ans, battu aux élections générales de 2000.

Hamilton Mountain

Considérée comme une circonscription baromètre, Hamilton Mountain a élu des représentants des trois grands partis fédéraux depuis 1966. Ses 119 775 habitants, répartis dans les quartiers résidentiels de la ville, proviennent surtout de la classe moyenne, avec une proportion élevée d'étudiants et de personnes âgées. Une véritable course à trois est engagée entre la députée libérale Beth Phinney, élue en 2000 avec 12 915 voix d'avance, et ses adversaires bien connus dans

HAMILTON, C'EST...

- > 490 270 habitants, ce qui en fait la neuvième ville en importance au Canada.
- > La ville a connu une explosion démographique notable entre 1986 et 1991, alors que la population augmentait de 6,7 %. Après un ralentissement au début des années 90, l'augmentation a repris entre 1996 et 2001, avec un taux de 4,8 %.
- > Une ville multiculturelle, où 25 % des habitants ont déclaré en 2001 une langue maternelle autre que le français ou l'anglais. Après les deux langues officielles, l'italien (27 785 personnes), le polonais (11 180) et l'allemand (9485) sont les plus parlées.
- > Une ville fusionnée : en janvier 2001, les villes d'Ancaster, Dundas, Flamborough, le canton de Glanbrook, Stoney Creek et Hamilton ont été amalgamées au sein de la nouvelle ville de Hamilton.

« Nous avons aboli le programme des commandites dès le premier jour où M. Martin est devenu premier ministre, et j'ai pris toutes les mesures nécessaires à titre de ministre des Transports (le PDG et le président du conseil d'administration de Via Rail ont été congédiés). Quant à Stelco, c'est d'abord une question d'emplois : or, il s'en est créé 60 000 depuis 1993 à Hamilton. »

Négligé par ses adversaires, le candidat conservateur dans Hamilton-Est-Stoney-Creek, Fred Eisenberger, assure qu'il est loin d'être hors de la course. Il a d'abord l'atout d'avoir représenté de 1991 à 2000 un des secteurs de la circonscription au conseil municipal.

« Je ne sais pas d'où vient ce spin des néo-démocrates de dire qu'ils vont tout balayer : ils n'ont pas gagné un seul bureau de scrutin ici lors des dernières élections, note M. Eisenberger. C'est faux de dire que c'est une course entre les deux Tony : en fait, ils nous aident en divisant le vote. Comme dans le reste de Hamilton, les conservateurs sont loin d'être battus. »

Le Parti conservateur semble également en être convaincu puisque Stephen Harper a profité des derniers moments de la campagne, mercredi soir, pour fouetter ses troupes à Hamilton.

Devant quelque 500 sympathisants bruyants réunis au Convention Centre, il a assuré qu'« aucun siège libéral n'était assuré à Hamilton ».

Selon un organisateur proche du chef conservateur, la circonscription d'Ancaster-Dundas-Flamborough-Westdale serait à la portée du candidat du parti, David Sweet.

Responsable de la couverture électorale au quotidien *The Hamilton Spectator*, Joan Walters convient que le PCC peut effectivement « causer quelques surprises ». Le NPD, cependant, semble mieux placé pour espérer l'emporter dans trois des quatre circonscriptions, celles qu'on désigne familièrement comme les « Hamiltons ».

« Mais aucun sondage local n'a été effectué, déplore-t-elle. Ça dépend surtout de la façon dont le vote va sortir. Dans Hamilton-Centre, les chances de M. Christopherson sont très bonnes. Dans Hamilton-Est-Stoney-Creek, ça peut aller n'importe où. »



VINCENT MARISSAL

Encore faut-il qu'ils aillent voter...

J eudi soir, la candidate du Bloc québécois dans Saint-Bruno — Saint-Hubert, Carole Lavallée, a nolisé un petit avion tirant, au-dessus de la foule réunie pour les festivités de la Saint-Jean-Baptiste, une longue banderole sur laquelle on pouvait lire : « Fêtez le 24, votez le 28. »

Le message aérien de M^{me} Lavallée traduit bien la plus grande inquiétude des bloquistes à 48 heures du vote : dans les sondages, les intentions de vote pour le Bloc atteignent des sommets, mais encore faut-il que les électeurs bloquistes aillent voter.

Pas facile, en effet, de les convaincre de se rendre aux urnes quand tous les sondages prédisent un raz-de-marée bloquiste. Déjà que les électeurs souverainistes sont moins empressés de voter aux élections fédérales, si, en plus, ils sont convaincus que le Bloc n'a pas besoin de leur vote, il y a de forts risques qu'ils restent à la maison. Le pire ennemi des bloquistes en cette fin de campagne, ce sont les prédictions loufoques qui leur accordent jusqu'à 66 sièges (sur 75).

L'autre ennemi, c'est la météo. Une magnifique et chaude journée d'été, lundi, aurait un effet dévastateur sur l'enthousiasme déjà chancelant des supporters du Bloc, surtout les plus jeunes (ou ceux qui sont déjà pris dans leurs boîtes de déménagement).

Selon notre sondeur national,

EKOS, le Bloc pourrait rafler 55 circonscriptions, soit 18 de plus qu'à la dissolution de la Chambre des communes. Tous les bloquistes interrogés ces derniers jours s'entendent toutefois pour dire que « 50 sièges, ce serait déjà beau ». Selon toute vraisemblance, le Bloc fera des gains, notamment, dans Louis-Hébert, Beauharnois-Salaberry, Châteauguay (gagné par le Bloc en 2000, mais le transfuge Robert Lanctôt est passé aux libéraux l'hiver dernier), Laval et Saint-Maurice—Champlain (l'ancienne circonscription de Jean Chrétien, quel velours pour le Bloc).

Quant à Outremont, les bloquistes eux-mêmes n'y croient pas, même si des sondages menés dans cette circonscription indiquent qu'ils sont en avance sur Jean Lapierre.

Dans une bataille aussi serrée que celle à laquelle on est en droit de s'attendre lundi soir, chaque siège compte. Le décompte final au Québec est donc crucial pour les libéraux. Cela dit, même les plus optimistes dans les rangs libéraux admettent qu'il serait extrêmement surprenant que leur parti rafle plus de 25 sièges au Québec.

Comme tous les sondages précédents l'ont démontré, c'est donc en Ontario que ces élections se joueront. Tout dépend de l'humeur des électeurs ontariens, lundi : choisiront-ils de garder les libéraux, mê-

me s'ils jugent qu'ils méritent une bonne correction, ou plongeront-ils avec les conservateurs de Stephen Harper ? La clé de l'énigme est là. Mais, chose certaine, la grogne contre les libéraux est encore palpable, notamment à cause de la promesse brisée de ne pas augmenter les impôts du premier ministre libéral ontarien, Dalton McGuinty.

Autre élément à ne pas négliger : la greffe Parti conservateur-Alliance canadienne a parfaitement pris, ce qui rend les conservateurs tout à faits présentables chez nos voisins.

Le pire ennemi des bloquistes en cette fin de campagne, ce sont les prédictions loufoques qui leur accordent jusqu'à 66 sièges.

D'ailleurs, pas moins de neuf anciens députés ou ministres des gouvernements de Mike Harris et d'Ernie Eves tentent leur chance au fédéral, et la plupart d'entre eux gagneront leur mise. Ils sont fous ces Ontariens ! Moins de neuf mois après avoir flanqué les conservateurs à la porte de Queen's Park, ils songent sérieusement à les réélire à Ottawa !

De plus, les conservateurs ont de l'argent pour faire campagne et une solide machine pour inciter leurs partisans à voter. À la fin de la journée mouvementée de lundi, c'est là que tout se jouera. Le seul problème des conserva-

teurs, c'est que Stephen Harper n'a pas réussi à convaincre les électeurs de façon décisive qu'il est le meilleur homme pour diriger le pays. Paul Martin, quant à lui, a réussi, après les débats, à stopper la chute de son parti en Ontario, mais il n'a pas été en mesure de reprendre tous les points perdus.

En raison de la surreprésentation du vote libéral dans la région de Toronto (le même phénomène qu'avec la surreprésentation libérale à Montréal), l'avance de trois points des libéraux n'est pas suffi-

et chez le ministre du Revenu, Stan Keyes.

Dans l'Ouest, le Parti conservateur domine toujours, mais de bonnes luttes à trois sont à prévoir dans la région de Vancouver et de Victoria. Encore là, le NPD est bien placé pour faire mal aux libéraux.

Dans les provinces de l'Atlantique, les libéraux maintiennent leur avance, mais il n'y a, dans les quatre provinces, que 32 sièges au total.

Faites le calcul : les libéraux gardent leurs sièges dans l'Est, ils en perdent au moins une douzaine au Québec, ils en perdent encore une demi-douzaine dans l'Ouest (dont ceux de la vice-première ministre, Anne McLellan, dans

Edmonton et du ministre de l'Environnement, David Anderson, à Victoria). Reste l'Ontario, où les libéraux vont nécessairement perdre des plumes.

Mathématiquement, tous les sondages de fin de campagne l'indiquent, ça sent le gouvernement conservateur minoritaire.

Mais la politique, contrairement aux mathématiques, n'est pas une science exacte.

C'est mince, mais c'est le dernier espoir des libéraux.

COURRIEL

Pour joindre Vincent Marissal vincent.marissal@lapresse.ca

Duceppe poursuit les libéraux dans leurs derniers retranchements



PHOTO JACQUES BOISSINOT, CP

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a fait un arrêt à Gatineau, hier, dans l'espoir d'arracher la circonscription de Hull-Aylmer au libéral Marcel Proulx.

NATHAËLLE MORISSETTE

Les sondages permettent tous les espoirs au chef du Bloc, Gilles Duceppe qui, visiblement confiant de faire élire une majorité de députés, a entrepris hier une tournée éclair dans des circonscriptions que son parti souhaite ravir aux libéraux, telles Bourassa, Louis-Saint-Laurent, Chicoutimi-Le Fjord et Hull-Aylmer.

Selon le chef bloquiste, l'élection d'un gouvernement minoritaire est de plus en plus probable et son parti a des chances d'obtenir la balance du pouvoir. À deux jours des élections, Gilles Duceppe a donc décidé de survoler le Québec et d'aller faire un saut dans une douzaine de circonscriptions cibles. Pour ce faire, les différentes instances du parti ont été mobilisées. Ainsi, le forum jeunesse, la Commission de la citoyenneté et plusieurs députés bloquistes déploieront tous les efforts nécessaires, d'ici lundi, pour convaincre les électeurs encore indécis de donner leur appui à la formation souverainiste. Porte-à-porte, chaînes téléphoniques, tournée

des bars : rien n'a été laissé au hasard.

« Il y a de l'indignation dans les yeux des gens, a lancé Gilles Duceppe lors d'un discours prononcé hier devant les militants de Bourassa, la circonscription du président du Conseil privé, Denis Coderre. Ils en ont assez de l'arrogance des Paul Martin, des Jean Lapierre, des Pierre Pettigrew et des Denis Coderre. Dans certaines circonscriptions, la lutte est plus chaude et ce sont ces circonscriptions qui vont faire la différence puis c'est là que vous allez faire la différence. »

Ainsi, M. Duceppe a rendu visite à sa candidate Doris Provencher dans Bourassa, à Bernard Cleary dans Louis-Saint-Laurent, à Robert Bouchard dans Chicoutimi-Le Fjord et à Alain Charette dans Hull-Aylmer.

Le chef bloquiste semble confiant de voir ses candidats déloger les députés libéraux autant dans la circonscription de Bourassa que dans Hull-Aylmer. Pourtant, lors des élections de 2000, Denis Coderre l'avait emporté avec 25 403 votes contre 11 462 pour le candidat bloquiste. « On va battre Denis Coderre à

Montréal ! » lance Gilles Duceppe, d'un ton convaincu.

Il est également déterminé à faire élire son candidat dans Hull-Aylmer, même si cette circonscription de l'Outaouais est considérée comme un château fort libéral. « Si je vais là, c'est parce que je veux gagner, a dit M. Duceppe. On va gagner tous ces comtés si vous travaillez fort », a-t-il dit aux différents militants rencontrés tout au long de la journée.

Même s'il semble avoir le vent dans les voiles, M. Duceppe n'ose toujours pas s'avancer sur le rôle que pourrait jouer son parti dans un éventuel gouvernement minoritaire. Il refuse également de s'associer à quelque parti que ce soit. Le Bloc est-il plus proche des libéraux ou des conservateurs ? « Ça dépend des enjeux, répond-il. Sur le déséquilibre fiscal, on est plus près des conservateurs et du NPD. Sur Kyoto, on est plus près des libéraux. »

Il a encouragé ses troupes à faire sortir les électeurs le jour du scrutin car, rappelle M. Duceppe, « chaque vote compte ». « On a fêté hier c'était le 24, le 28, on vote et le 29, on fête encore ! »

Les gains possibles du Bloc

CHRISTIAN GEISER
COLLABORATION SPÉCIALE

Huit circonscriptions de Montréal et ses alentours, gagnées par les libéraux en 2000, pourraient être prises par le Bloc québécois lundi.

À la différence des circonscriptions « forteresses » comme Mont-Royal ou Pierrefonds-Dollard, où les libéraux peuvent compter sur un appui indéfectible, plusieurs circonscriptions avaient été emportées à l'arraché.

En novembre 2000, huit circonscriptions ont été remportées par les libéraux par une majorité inférieure à 10 000 voix. Profitant de l'engouement pour le parti de Gilles Duceppe et des voix que les conservateurs pourraient prendre aux libéraux, le Bloc québécois pourrait ainsi se faufiler cette année et y faire des gains. Dans plusieurs de ces circonscriptions le parti de Paul Martin est en perte de vitesse. Dans d'autres, la victoire avait été acquise difficilement.

Lors des élections fédérales de 2000, les libéraux l'avaient emporté par 6355 voix dans Ahuntsic. Malgré la victoire, ce résultat représentait une diminution de 3927 voix par rapport à 1997.

L'appui aux libéraux était également en décroissance dans Papienne—Saint-Denis. Pierre Pettigrew avait remporté la circonscription par une majorité de 8025 voix. Cela représentait une diminution de 4152 suffrages par rapport à 1997.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

En 2000, Serge Marcil avait enlevé Beauharnois-Salaberry au bloquiste Daniel Turp. Cette fois, c'est lui qui pourrait perdre son siège.

Jean Lapierre se retrouve aussi dans une circonscription dans laquelle les libéraux sont en déclin. En 1997, son parti y avait obtenu une majorité de 9663 voix. Celle-ci est cependant descendue à 6116 en 2000.

Luttes serrées

Une chaude lutte est à prévoir dans Alfred-Pellan. Carole-Marie Allard avait arraché cette circonscription (qui s'appelait à l'époque Laval-Est) par une mince majorité de 1351 voix il y a quatre ans, enlevant ainsi la circonscription au Bloc québécois qui l'avait emporté par 3814 voix en 1997.

La situation est la même dans Beau-

harnois-Salaberry, alors que le candidat libéral l'avait emportée par 2775 voix dans une circonscription qui était auparavant bloquiste.

Saint-Lambert est « prenable » pour le Bloc, puisque les libéraux n'avaient obtenu qu'une majorité de 2578 voix en 2000. C'était toutefois une progression pour le PLC, puisque leur majorité était de 978 voix en 1997.

Bien que leur majorité ait été inférieure à 10 000 voix dans Vaudreuil-Soulanges (8626), Verdun-Saint-Henri-Saint-Paul (8967) et Bourassa (9767), les libéraux ont vu leurs appuis augmenter dans ces trois circonscriptions depuis 1997.

SONDAGE EKOS

Lapierre en difficulté dans Outremont

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Le lieutenant de Paul Martin au Québec, l'ex-animateur vedette Jean Lapierre, est loin d'être assuré de la victoire dans la circonscription fédérale d'Outremont.

Un sondage mené par la firme Ekos auprès de 292 personnes du 21 au 23 juin démontre que le candidat du Bloc québécois, François Rebello, obtient 38 % des intentions de vote, contre 30 % pour M. Lapierre, 19 % pour le néo-démocrate Omar Akouf et 8 % pour le conservateur Marc Rousseau.

Il est à noter que le nombre restreint de répondants fait croître la marge d'erreur, qui se situe à 5,7 points de pourcentage. De plus, le taux d'indécis s'élève à 17 %.

L'avance de huit points du Bloc fait dire au président de la maison de sondage Ekos, Frank Graves, qu'il est bien possible de « voir le bref retour de Lapierre en politique fédérale prendre fin avec une défaite surprise » dans Outremont.

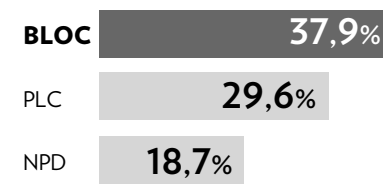
Cette circonscription a été légèrement modifiée l'an dernier lors du redécoupage de la carte électorale. Une partie du quartier Rose-

mont a disparu d'Outremont au profit d'une partie de Côte-des-Neiges.

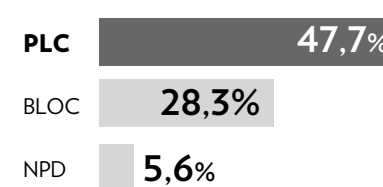
En 1988, Outremont avait fait faux bond aux libéraux en élisant le député conservateur Jean-Pierre Hogue.

INTENTIONS DE VOTE DANS OUTREMONT

Si des élections avaient lieu demain, pour quel parti voteriez-vous ?



Élections 2002



ÉLECTIONS 2004

Une campagne propre au Québec

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Pendant que les Ontariens semblent déchirés entre Paul Martin et Stephen Harper pour occuper le siège de premier ministre et que des luttes à trois se dessinent en Colombie-Britannique, les Québécois feront bande à part.

La campagne n'était pas lancée que cette décision était déjà prise, selon les observateurs. Le scandale des commandites a fixé le choix des électeurs en faveur du Bloc québécois ainsi que le message que cela envoie au reste du pays.

« Certains ont prétendu que le scandale des commandites résultait de la façon de faire de la politique au Québec. Les Québécois répondent clairement que non », explique Jean-Claude Rivest, sénateur et ancien conseiller de Robert Bourassa.

Au déclenchement des élections, les libéraux détenaient 37 des 75 sièges du Québec. Le Bloc avait 33 députés, tandis qu'un siège était vacant et quatre autres étaient occupés par des indépendants. Les sondages prévoient maintenant un renversement total de la situation.

Le politologue de l'Université de Montréal, Louis Massicotte, estime que « les électeurs sont dans une humeur à lyncher un gouvernement. Il y a six mois c'était beau pour les libéraux. Le changement a été brusque. Il est relié au scandale des commandites. Cette histoire d'éthique a touché un nerf très profond. »

Sans grands enjeux ou débats, la pièce était jouée avant le lever du rideau. La côte à remonter par Paul Martin et le Parti libéral s'est avérée un Everest quotidien, alors que Gilles Duceppe et son groupe limitaient leur action à une paisible randonnée destinée à éviter les gaffes.

« Il n'y a pas eu de campagne, pense M. Rivest. Ça fait penser à 1976 et 1994 pour le PLQ. Quand les gens perçoivent qu'une équipe ministérielle a donné ce qu'elle avait à donner, le jugement est impitoyable. Peu importe les stratégies. »

Le scandale des commandites aura également nui à la composition d'une véritable nouvelle équipe libérale. En dehors de sa garde rapprochée, Jean Lapierre et Dennis Dawson, Paul Martin a fait face à plusieurs désistements, selon le sénateur Rivest.

Mais ce n'était pas le seul problème de la campagne du PLC au Québec, ajoute le politologue de l'Université Laval, Réjean Pelletier. « Paul Martin ne passe pas la rampe, dit-il. On était habitués à Jean Chrétien, le p'tit gars de Shawinigan, le populiste. Paul Martin fait beaucoup plus technocrate. Il n'y a pas d'empathie. »



Selon de nombreux observateurs, la pièce était jouée avant même le lever du rideau. La côte à remonter par Paul Martin s'est avérée un Everest quotidien, alors que Gilles Duceppe n'avait qu'à éviter les gaffes.

La campagne libérale a aussi négligé les qualités de ministre des Finances du chef. « Chaque homme politique a une signification, c'était celle de Paul Martin. Ils

auraient pu bâtir là-dessus. Leur programme a paru échevelé », pense M. Rivest.

Enfin, la montée de Stephen Harper et des conservateurs dans

le reste du pays aura fini de cristalliser les appuis au Bloc québécois.

« Cela a nui aux libéraux au Québec, pense Louis Massicotte.

Une partie des gens était tentée d'appuyer les libéraux croyant qu'ils seront au pouvoir. Dans un scénario plausible où ce n'est plus le cas, les voteurs stratégiques, qui se parquent toujours du côté gagnant, perdent un argument. Cet élément a servi le Bloc. »

Un pour le Bloc, un Bloc pour tous

Dans sa bulle, Gilles Duceppe ne demandait pas mieux. Malgré son candidat Bernard Cléary à Québec, qui a évoqué le recours à l'armée pour Kanesatake, et le chef du Parti québécois, Bernard Landry, dont l'enthousiasme souverainiste reste débordant, le chef du Bloc a été imperturbable.

Réveillant l'électorat des lendemains de veille des défusions municipales, l'alarme séparatiste sonnée en fin de campagne par les partis fédéralistes pourrait causer moins de tort au Bloc que la toujours difficile sortie du vote dans deux jours.

« Il y a une tradition bien ancrée au Québec suivant laquelle les souverainistes ont de moins bons résultats le jour du scrutin, explique Louis Massicotte. On peut enlever trois points au Bloc et les donner aux partis fédéralistes. »

Sur le score final, Réjean Pelletier ajoute que « l'après-Meech était plus favorable au Bloc que le scandale des commandites. Si le Bloc gagnait 65 circonscriptions, ce serait étonnant. L'exploit de 1993, avec 54 sièges, ce serait déjà beau. »

Un an plus tard en Ontario

Face à l'immuabilité du Bloc, la montée et la descente des conservateurs n'est pas sans rappeler le phénomène vécu par le parti de Mario Dumont il y a plus d'un an au Québec.

« Leur vote semble volatil, dit Réjean Pelletier. Ça ressemble à l'ADQ aux élections provinciales. On cherchait une solution de rechange, mais en regardant le programme, on est retourné au PQ. C'est ce qui se passe en Ontario. »

Selon Jean-Claude Rivest, la population ontarienne, instruite et aisée, a survécu à Mike Harris et n'est guère tentée par l'élection de candidats conservateurs, qui sont souvent d'anciens ministres provinciaux.

« Si Harper avait percé au Québec, l'Ontario aurait embarqué, dit-il. Comme c'est le Bloc qui gagne au Québec, ça leur prend un National Party pour sauver le Canada et c'est toujours le PLC. »

Et si jamais Stephen Harper devient premier ministre ?

« Ça renforcerait le gouvernement québécois, prédit le sénateur. Il y aurait une ligne rouge entre Québec et Ottawa. Des appels se feraient tous les jours à Québec pour savoir ce que le gouvernement Charest en pense. »

Un candidat conservateur a touché aux commandites !

DENIS LESSARD

PORTRAIT

QUÉBEC — « Je les avais tous, je pense. Les clubs de ringuette, les ligues de balle-molle et le hockey junior... Je les ai tous commandités, à coup de 100 ou 200 piastres ! » dit Bertrand Proulx, un ancien restaurateur, le plus âgé de tous les candidats qui tenteront de se faire élire au Québec lundi.

À 71 ans, le candidat conservateur dans Charlesbourg, a encore bon pied bon oeil. Coquet en plus : « J'aimerais que vous n'insistiez pas là-dessus... Je ne parais pas cela ! » explique-t-il.

Propriétaire pendant plusieurs années de deux restaurants dans cette ville de la banlieue nord de Québec, il n'a reçu que deux semaines avant les élections un coup de fil de Michel Rivard, l'organisateur des « bleus » dans la région. Pas d'assemblée d'investiture ; l'affaire fut réglée en une rencontre.

Pourquoi lui ? « Parce que j'étais un peu connu, à cause de ces commandites. Des commandites sans scandale ! » lance-t-il, ironique, au cours d'une entrevue au local loué par le

PC pour l'ensemble des candidats de la région de Québec — une mesure d'économie.

Son adversaire bloquiste, le député Richard Marceau, dit partout que les conservateurs ont présenté « un poteau » dans Charlesbourg. « Il va rencontrer un poteau de fer », réplique avec ferveur le doyen des candidats québécois.

Ses heures de gloire, M. Proulx les a connues quand il arborait les couleurs des Feuilles d'érable, le club de hockey « intermédiaire A » de Rimouski, sa ville d'origine... On était en 1956 !

Toujours sportif, il n'a cessé de jouer au hockey jusqu'à 61 ans. Il a alors arrêté, car il avait mal au dos. Il souligne « ne jamais avoir brûlé la chandelle par les deux bouts ».

Pendant une dizaine d'années, il a travaillé chez IBM, « au secteur commercial ». Ses incursions précédentes en politique furent plutôt timides pour ce rejeton d'une famille bleue du Bas-du-Fleuve : deux campagnes ratées comme conseiller de Charlesbourg, il y a 10 ans.

« Je suis du signe du Verseau, j'ai horreur de la solitude, cela me prend toujours quelque chose pour m'occuper », laisse-t-il tomber. Il dit être surpris du nombre de sympathisants

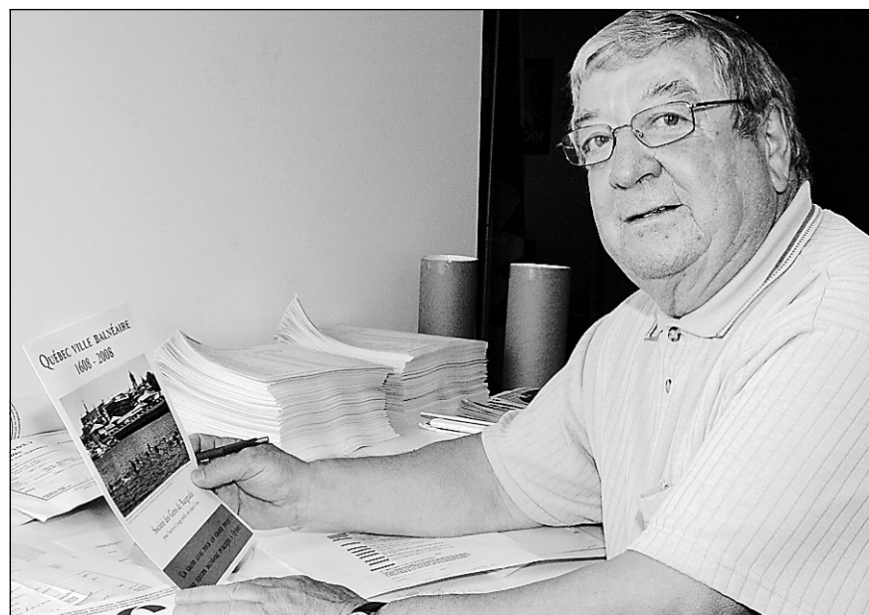


PHOTO STEVENS LEBLANC, LA PRESSE ©

« J'étais un peu connu, à cause de ces commandites. Des commandites sans scandale ! » lance Bertrand Proulx, le plus âgé de tous les candidats qui tenteront de se faire élire au Québec lundi.

libéraux qui se déclarent prêts à lui donner un coup de main, tant ils sont déçus du gouvernement libéral. « Il y a des gens qui disent avoir voté libéral toute leur vie, et qui viennent m'aider parce qu'ils veulent du chan-

gement », soutient-il.

Il évite de se déclarer ouvertement contre le mariage des gens de même sexe. « Mais j'enlèverais le mot mariage. Ils peuvent s'unir civilement, mais faut-il appeler cela un maria-

ge ? » s'interroge-t-il ouvertement. Le mariage est selon lui affaire de religion. Pour lui, les homosexuels veulent essentiellement être reconnus comme conjoints pour des questions fiscales ou des assurances. « Ils veulent avoir certains droits... Qu'on reconnaisse leur union civile », résume-t-il.

Quant à l'avortement, « on ne peut pas revenir là-dessus, c'est adopté depuis 1988, et c'est même un gouvernement conservateur qui l'a fait », souligne-t-il.

Les investissements massifs en défense ? « Si M. Harper a mis cela au programme, cela doit être que cela devait être fait », dit-il.

Stephen Harper « n'est pas un gars flamboyant, c'est sa personnalité qui est comme ça. On dirait qu'il est un peu gêné », observe M. Proulx. Pour lui, il serait « très déplorable » que les conservateurs n'aient aucun siège au Québec. « Ce serait une catastrophe, c'est impensable qu'aucun conservateur ne soit élu au Québec », lance-t-il.

« On fait notre possible, mais même si je moutais dans des poteaux, que je faisais des discours à l'emporte-pièce, ce sont les gens qui décident où ils inscrivent leur vote », conclut-il, résigné.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

LUNDI SOIR - LE SCRUTIN EN DIRECT

cyberpresse.ca

ÉLECTIONS 2004

Layton appuyé par Nader et des libéraux

PRESSE CANADIENNE

SAULT STE. MARIE, Ontario – En plein milieu d'une tournée ontarienne destinée à déclencher la ferveur des électeurs, le chef néo-démocrate Jack Layton a reçu des appuis inhabituels, soit d'un candidat présidentiel américain et d'organiseurs libéraux déçus.

Hier matin, au moment où M. Layton s'est envolé de Timmins, en Ontario, le candidat indépendant aux élections présidentielles des États-Unis, Ralph Nader, a publié une lettre ouverte dans laquelle il invite les Canadiens à voter pour le Nouveau Parti démocratique afin d'empêcher les conservateurs de former le gouvernement.

De plus, à son arrivée à Sault Ste. Marie, M. Layton est descendu de son avion en annonçant que son parti avait reçu l'appui de deux influents libéraux d'une circonscription de Hamilton, détenue par l'ancienne ministre Sheila Copps. « Un dirigeant libéral a rejeté la proposition de M. Martin pour qu'ils votent libéral afin de contrer Harper », a dit M. Layton au cours de la tournée qui devait le mener dans neuf villes de l'Ontario.

« C'est incroyable, a-t-il poursuivi. Quand il s'attendait à être couronné, il expulsait les progressistes à l'extérieur du Parti libéral pour avoir un ordre du jour plus conservateur. Les gens qui sont les mieux placés pour savoir ce qui se passe ont maintenant décidé de se tourner vers le NPD pour lui offrir leur appui. »

Hier, M. Layton est parti du nord de l'Ontario pour se diriger vers le sud-ouest de la province en autocar. Aujourd'hui, le chef néo-démocrate fera un saut sur la côte Ouest et dans les Prairies avant de retourner à Toronto, demain, pour un sprint final dans sa circonscription.

Farouchement contre Harper

La lettre de Ralph Nader a fouetté la campagne de M. Layton. L'ancien défenseur des droits des consommateurs et homme de gauche a diffusé une lettre ouverte dans laquelle il exhorte les Canadiens à tout faire pour éviter l'élection d'un gouvernement conservateur.

« Électeurs, soyez prudents, a-t-il écrit. Vous réagissez en partie, et de façon compréhensible, à un récent scandale qui touche le parti au pouvoir. Ne réagissez pas trop brutalement. Vous disposez d'une troisième

option importante, le NPD, ainsi que celle des autres partis. »

Cet appui plutôt tiède de Ralph Nader établit cependant un parallèle que Jack Layton veut à tout prix éviter.

Plusieurs démocrates américains accusent M. Nader d'avoir divisé le vote de gauche, ce qui a favorisé l'élection de George W. Bush, en 2000. Les démocrates tentent d'ailleurs de faire pression sur M. Nader pour qu'il se retire de l'élection présidentielle de cette année afin d'éviter que la même chose se produise. M. Nader a refusé.

Le chef libéral, Paul Martin, a lui aussi indiqué que M. Layton vole des votes aux libéraux ce qui favorisera l'élection des conservateurs.

« Il a de sérieuses difficultés à convaincre les Canadiens que, maintenant, il est le défenseur des idées progressistes », a répliqué M. Layton.

M. Layton a écarté toute comparaison avec M. Nader, qui a récolté 3 % des suffrages à l'élection présidentielle de 2000. « Nous avons 20 % des appuis, nous avons des sièges, nous formons le gouvernement dans différentes provinces, a-t-il dit. Quiconque a fait une comparaison pareille avait probablement fumé quelque chose qui n'était pas très légal. »

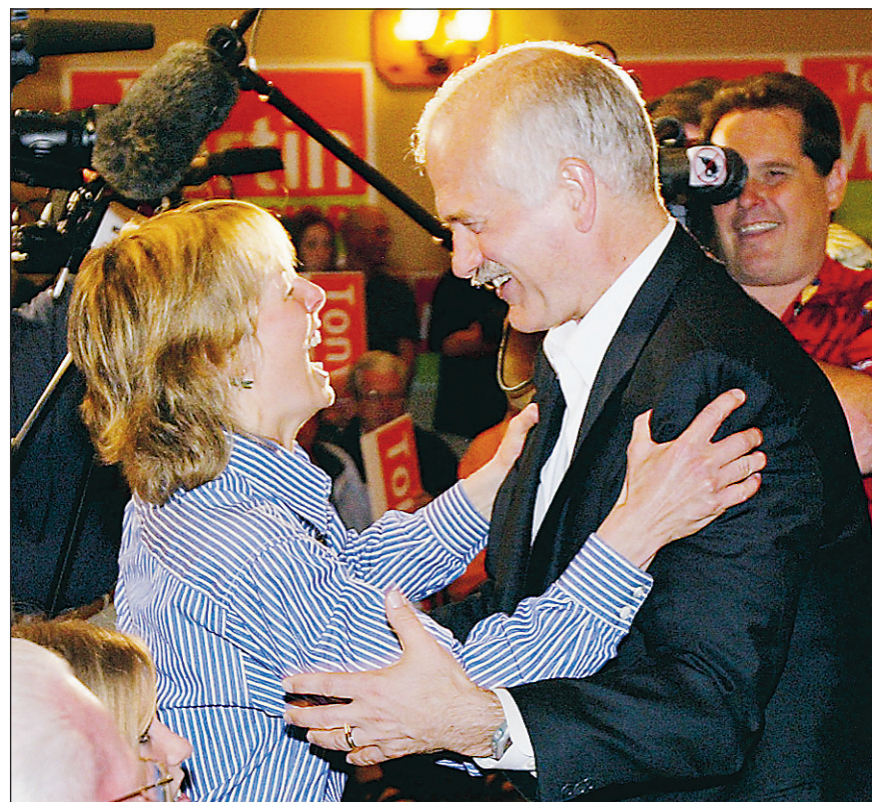


PHOTO ANDREW VAUGHAN, PC

De passage à Sault Ste. Marie, Jack Layton a été accueilli par Joanie McGuffin, une partisane enthousiaste.

Un vert aux portes des Communes

LILIANNE LACROIX

PORTRAIT

VICTORIA – Il cultive ses propres légumes ainsi que de succulentes fleurs comestibles, ses neuf poules lui fournissent plus d'œufs que sa petite famille n'en peut consommer et les abeilles qu'il élève, parce qu'il apprécie leur intelligence et le plaisir qu'elles lui procurent, lui assurent de bons rapports avec ses voisins, dont elles assurent la pollinisation des vergers.

Andrew Lewis est vert, l'une des vedettes du parti écologiste mais, dans Saanich-Gulf Islands, sur l'île de Vancouver, il n'a rien d'un candidat marginal. À la surprise générale, il a obtenu 25,4 % des voix aux dernières élections provinciales et certains considèrent maintenant qu'il pourrait devenir le premier député vert à la Chambre des communes.

« Je fais autant de porte-à-porte que lors de l'élection provinciale. Mais la différence, cette fois, c'est l'attention des médias et le fait que les gens sont encore plus ouverts. Ils me connaissent, et enfin les électeurs m'ont plus l'impression de voter dans le vide s'ils votent vert. On a véritablement une chance de gagner et chose certaine, on va livrer toute une bataille. »

Il admet toutefois que le vote est encore très « fluide » dans sa circonscription, que les gens ne sont pas encore tout à fait décidés. « Si le



PHOTO FOURNIE PAR LE PARTI VERT

Andrew Lewis

vote est divisé, la circonscription pourrait se gagner avec aussi peu que 26 % des voix, mais il faudrait aux environs de 35 % pour être quasi certain de l'emporter. »

Né en Angleterre, mais intéressé à explorer le monde, Andrew Lewis a rencontré sa femme, Susan, Manitobaine d'origine, à l'autre bout du monde, en Australie. Après avoir travaillé pendant quelques années en architecture de paysage et obtenu un baccalauréat en sciences en Angleterre, il a déménagé avec elle en Colombie-Britannique, où il a fondé une petite entreprise. Parce qu'il recevait de plus en plus de demandes

de clients et d'entreprises intéressés à « restaurer leur environnement naturel » (que ce soit un cours d'eau ou une forêt), il a décidé de suivre un cours d'écologie : « Je le faisais avant tout pour augmenter mon chiffre d'affaires, admet-il. Mais ça m'a véritablement ouvert les yeux, ça m'a politisé. J'ai réalisé que les partis traditionnels font seulement de la micro-administration, à la petite semaine. Il n'y a pas de vision, pas de débat réel. »

En 1999, il se joignait aux deux sections du Parti vert, la fédérale et la provinciale.

Les 100 000 électeurs de sa circonscription de l'île de Vancouver viennent de milieux très variés, des plus riches aux pauvres, mais ils détiennent un des meilleurs taux de scolarisation au pays et sont peut-être prêts, estime M. Lewis, à suivre l'exemple de l'Europe qui élit régulièrement des députés verts : « Le vote libéral est vraiment disponible. Les libéraux (représentés localement par l'avocat David Mulroney, qui en est à sa première tentative électorale) ont fait une campagne pitoyable et je ne comprends absolument pas qu'ils n'aient pas insisté plus sur le fait que Stephen Harper s'appête à rejeter le protocole de Kyoto. Ils auraient dû le répéter encore et encore. Mais ils ont fait l'erreur de se croire imbattables et leur chef n'a absolument pas l'air d'un premier ministre. Où le vote libéral va-t-il aller ? Je travaille fort pour qu'il me revienne. On pourrait aussi arracher des voix

au NPD, si les électeurs considèrent qu'on a de vraies chances de gagner. »

Le NPD est représenté localement par Jennifer Burgis, Écossaise d'origine, militante sociale qui a travaillé pour plusieurs ministres provinciaux.

M. Lewis sait que son véritable rival, c'est le député conservateur actuel, Gary Lunn, ex-réformiste : « Il se présente sous la bannière conservatrice, mais c'est véritablement un réformiste, très à droite. Il répète à qui veut l'entendre qu'on aurait dû suivre les Américains en Irak et que le protocole de Kyoto n'est bon à rien. Ce ne sont pas là des opinions très populaires ici, dans ma circonscription. Et puis, les gens ne croient plus vraiment à la vieille façon de faire de la politique. Ils estiment qu'on a besoin d'idées fraîches et notre chef, Jim Harris, est extrêmement articulé. Mais est-ce que tout ça va suffire s'il y a une vague conservatrice ? Je ne sais pas. »

Depuis un certain temps, M. Lewis s'est fait à l'idée, et sa femme avec lui, qu'il n'était peut-être pas là seulement le temps d'une campagne électorale : « On a envisagé sérieusement la possibilité que je sois élu. » Même si les verts présentent des candidats dans toutes les circonscriptions et qu'on accorde aussi des chances en Colombie-Britannique à Andrea Goldsmith, ex-conseillère de la municipalité de Gibsons, titulaire d'une maîtrise en environnement et qui se présente dans la circonscrip-

tion de Vancouver West-Sunshine Coast, M. Lewis sait qu'il pourrait, advenant une victoire, se retrouver seul à Ottawa : « Ce serait un peu inconfortable. J'espère seulement qu'on sera quelques-uns. Même avec une poignée de députés, on peut faire une grosse différence, surtout dans un gouvernement minoritaire. Mais il faut alors être très responsables et faire très attention à ne pas renverser le gouvernement. »

Seul ou avec d'autres verts, M. Lewis estime qu'il est maintenant prêt à représenter ses concitoyens et à présenter ses idées à Ottawa : « Les gens sont désenchantés. Mais le pouvoir du peuple est encore là, il n'a qu'à apprendre à nouveau à l'exercer. Moi, je suis prêt. Maintenant, c'est à eux de décider. »

ANDREW LEWIS

- > 41 ans
- > Né près de Portsmouth, en Angleterre
- > Marié à Susan, deux enfants de 7 et 9 ans
- > Titulaire d'un baccalauréat en biologie et d'un diplôme en écologie
- > Possède sa propre entreprise d'architecture et de restauration de paysage
- > Candidat vert aux élections provinciales de 2001
- > Candidat du Parti vert dans Saanich-Gulf Islands



PUISSANT VIRAGE



La nouvelle Ford Focus 2005

Cramponnez-vous bien. Avec la Ford Focus, les virages sont puissants. Pour ne pas dire méchants. Pas surprenant qu'après avoir figuré cinq fois* parmi les 10 meilleures voitures selon *Car and Driver*, elle s'appête à rafler de nouveau cet honneur.

*De 2000 à 2004.



Bien pensé

POLITIQUE

Dépouillement judiciaire dans un secteur de Gatineau

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Un juge a ordonné un recomptage judiciaire du référendum sur le démembrement de Masson-Angers, en Outaouais, où une maigre marge de trois voix a fait pencher la balance, dimanche dernier, en faveur du démembrement de ce secteur de la Ville de Gatineau.

Le nouveau dépouillement des bulletins de vote débutera lundi matin, au palais de justice de Gatineau, sous la surveillance du juge Jean-François Gosselin. Seuls les médias et les personnes appelées à travailler à ce re-

comptage pourront pénétrer dans la salle d'audience.

Vendredi matin, le juge a refusé une demande d'irrecevabilité du camp du oui, représenté par Luc Montreuil et M^e Ronald Bélec. Ce dernier a soutenu que la Loi 9 ne prévoyait qu'une situation où le directeur des élections avait le pouvoir d'exiger un recomptage judiciaire pour ce référendum, soit en cas d'égalité entre les trois options.

Le juge Gosselin s'est rangé du côté des arguments de M^e Pierre Dallaire, du camp du non.

Dans la Loi 9 sur les défusions mu-

nicipales, l'article 4 de cette même loi renvoie à la Loi québécoise sur les élections et référendums. Cette dernière loi stipule dans un de ses articles que tout citoyen peut demander un recomptage judiciaire, s'il croit que des erreurs ou des irrégularités se sont glissées dans le processus de consultation publique.

La requête présentée au juge Gosselin soulevait quelques irrégularités. De plus, la très maigre marge de trois voix est un argument soulevé pour exiger le recomptage, afin de s'assurer « que les votes affirmatifs ont été correctement identifiés et comptés ».

Le oui a remporté la bagarre dans Masson-Angers avec 2580 voix contre 1292. Trente-cinq pour cent des électeurs de Masson-Angers inscrits sur la liste électorale devaient voter en faveur de la défusion pour que le référendum soit gagnant. Ces 35 % équivalaient à 2578 électeurs dans ce secteur de Gatineau.

Le processus de recomptage devrait être complété mardi au plus tard.

Un quartier veut réintégrer Québec

PRESSE CANADIENNE

À Québec, un groupe de citoyens du futur ex-arrondissement de Saint-Augustin-de-Desmaures est en train de s'organiser pour que les résidents du secteur des Bocages soient consultés sur une éventuelle fusion à l'arrondissement Sainte-Foy/Sillery. Ils envisagent pour cela d'avoir recours à la signature d'une pétition ou de registres ou à la tenue d'un nouveau référendum.

Au lendemain du référendum sur les défusions, plusieurs citoyens digèrent mal d'être isolés de Québec. À la chambre de commerce régionale des entrepreneurs de Québec (CCEQ), le vice-président directeur, Yvan Lachance, dit avoir reçu des appels de gens d'affaires résidents des Bocages voulant « tout faire pour rejoindre la grande ville ».

Suzanne Delisle, présidente de la CCEQ et résidente de Saint-Augustin, est l'une des instigatrices du mouvement, elle qui avait fait campagne contre le démembrement. « Dans un contexte où ni Cap-Rouge ni Sainte-Foy n'ont choisi de se défusionner, on est mal pris », a illustré M^{me} Delisle.

Les résultats des bureaux de scrutin situés dans les Bocages et le long de la rive ouest du lac Saint-Augustin démontrent que les citoyens y ont voté en majorité pour le non.

À L'Ancienne-Lorette, des « refusionnistes » se sont aussi manifestés. L'ex-conseiller Michel Lacroix s'est fait le porte-parole des gens qui veulent réintégrer la ville de Québec. Il a indiqué qu'il était fort probable qu'une équipe pro-ville se présente aux prochaines élections municipales.

Une manière d'Internet qui coûte pas une beurrée.



Le service Internet
Sympatico^{MC} Intermédiaire.

Maintenant

19 95 \$/mois
les 5 premiers mois*

Comprenant 5 mois
de service Antivirus.†

- Jusqu'à 2 fois plus vite que l'accès Internet de base.
- Libère votre ligne téléphonique quand vous surfez.
- Offre d'une durée limitée.



Bell est fière de commanditer
l'équipe olympique canadienne.



Et bien simple.^{MC}

310-2WEB www.bell.ca/web Magasin Espace Bell

Services offerts exclusivement aux clients résidentiels, là où la technologie le permet et sujets aux conventions de services publiées sur www.conventions.sympatico.ca. Certaines conditions s'appliquent. Tarif/offre sujets à changements sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre Sympatico. *Le tarif mensuel courant (actuellement de 29,95 \$) prendra effet le sixième mois et comprend l'accès, l'utilisation du modem et un total de 2 Go de téléchargement par mois. Des frais s'appliquent pour tout téléchargement excédentaire. L'offre prend fin le 30 juin 2004 et est réservée aux nouveaux abonnés du service Internet Sympatico. †Le service Antivirus est fourni en collaboration avec Zero-Knowledge Systems Inc. et est réservé aux abonnés Sympatico. Le tarif courant (5,95 \$/mois) entrera en vigueur par la suite. Exigences techniques minimales requises. Aucun service n'offre une protection absolue.

©Marque officielle du Comité olympique canadien.

3238378